ÉCHANGES

N° 143 — Printemps 2013 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

Analyser **LA CRISE.** Un texte du groupe italien Connessioni per la lotta di classe, p. 3 ◆ Dans les publications, p. 15

Au **MALI**, la « communauté internationale des droits de l'homme » étend son pré carré, p. 18 ◆ Dans les publications, p. 24
Le retour du bain de sang en **AFRIQUE DU SUD.** Les suites des grèves de l'été 2012, p. 25

CHINE. De l'utilisation de la « démocratie syndicale » : l'histoire édifiante des élections syndicales dans les usines Foxconn, p. 31
ETATS-UNIS. Archéologie du déclin : l'éviscération de l'Amérique, p. 34 ◆ Commentaires, p. 36
Dans les publications : monde, p. 43

FRANCE. L'accord sur le maintien de l'emploi : beaucoup de bruit pour rien, p. 45 ◆ Dans les publications, p. 48

CORRESPONDANCE. Intérimaires éjectés, p. 49 ◆ Vivants, p. 49 ◆ « Un voile d'or est posé sur nos yeux... insurgeons-nous ! », p. 49 ◆ Sauce Peillon, p. 50 ◆ Répression aux Etats-Unis, p. 50 ◆ « Fin du travail » ou « fin de l'entreprise », p. 51 ◆ De vieilles maladies refont surface, p. 51 ◆ Taupe, p. 52 ◆ Phase terminale, p. 52 ◆ Renault : la CGT porte la lutte... mais jusqu'où ?, p. 53 ; mise au point, p. 54 ◆ « Dans le monde... », p. 57

Dans les publications : théorie, histoire... p. 58

Discussion théorique. La **PRÉCARITÉ DU TRAVAIL EN FRANCE,** p. 67

NOTES DE LECTURE. « Immigration et religion », de Jean-Louis Roche, p. 74 ◆ « L'Islam, l'Occident et l'avenir », de Arnold J. Toynbee, p. 75 ◆ « La Loi sur les vols de bois », de Karl Marx, p. 77 ◆ « Communisme/Kommunismus/Communism », de Jacques Grandjonc, p. 78

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abo...ement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com – http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé – http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 – danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e

☎ 04 78 61 02 25 – lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er

☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er

☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er

☎ 04 91 50 86 27

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e

☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e

☎ 01 43 25 52 10

Magpresse, 16 rue Linné, 5e

☎ 01 09 64 48 79 94. – ephemerides@laposte.net

Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1er

☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e

☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e

☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e

☎ 01 43 71 21 07

à Rennes

Alphagraph, 5 rue de l'Echange

☎ 02 99 79 74 20

ANALYSER LA CRISE

Conflit et mutualisme servent le capital, mais peuvent devenir des éléments de rupture

Un texte du groupe italien Connessioni per la lotta di classe

> «En Italie, où la production capitaliste s'est développée plus tôt qu'ailleurs, le féodalisme a également disparu plus tôt. Les serfs y furent donc émancipés de fait avant d'avoir eu le temps de s'assurer d'anciens droits de prescription sur les terres qu'ils possédaient. Une bonne partie de ces prolétaires, libres et légers comme l'air, affluaient aux villes léguées pour la plupart par l'Empire romain et que les seigneurs avaient de bonne heure préférées comme lieux de séjour. Quand les grands changements survenus vers la fin du XVe siècle dans le marché universel dépouillèrent l'Italie septentrionale de la suprématie commerciale et amenèrent le déclin des manufactures, il se produisit un mouvement en sens contraire. Les ouvriers des villes furent en masse refoulés dans les campagnes, où dès lors la petite culture, exécutée à la façon du jardinage, prit un essor sans précédent» (Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Editions sociales 1976, p. 681).

Partant de cette citation de Marx, sans vouloir être pédants, nous considérons qu'il est important d'analyser la crise, pour rompre dès à présent avec un tabou au sein de la gauche sur un prétendu retard du mode de production capitaliste en Italie. C'est ainsi qu'aujourd'hui encore on analyse la crise en Italie en considérant que certaines organisations sociales seraient un héritage du passé, et non des éléments structurels et intégrés dans l'économie politique actuelle. Nous pensons, par exemple à l'économie criminelle (mafia, camorra, 'ndrangheta), que l'on considère comme parasitaire par rapport à une économie productive saine – mais cette estimation ne prend pas en compte le niveau d'intégration de ces différents éléments.

Comme nous le verrons plus loin, il y a, de la part des défenseurs de l'économie politique de gauche, une tentative d'introduction d'une apparente contradiction entre la finance et la production qui nous semble superficielle.

Contre les mythes de l'histoire italienne

Le système industriel italien d'après-guerre s'est développé dans la production de biens de consommation, en particulier dans la construction automobile et l'électroménager à bas coûts, ainsi que dans les biens d'investissement, en particulier dans le bâtiment. L'industrie a été largement soutenue par l'investissement public. Après les années 1950 nous avons connu un boom grâce aux exportations, accéléré par la

constitution de l'Union douanière avec les autres pays européens, par le Marché commun européen, et par l'expansion de la demande interne de ces mêmes biens.

A partir de la moitié des années 1970, le processus de crise interrompt le mécanisme de croissance mis en œuvre depuis la fin de la guerre dans les principales économies au moyen de l'économie mixte. Depuis les années 1930, l'économie mixte avait assuré un rôle principal dans le développement des conditions permettant la poursuite de l'accumulation, intervenant dans ce cycle d'accumulation du capital sous diverses formes, allant du modèle américain au modèle russe, du stalinisme à la droite fasciste, jusqu'à la démocratie de l'après-guerre.

En Italie, la crise des années 1970 met en branle un gigantesque mécanisme qui rend obsolète le système sur lequel reposaient la croissance et le développement économique basé sur l'autonomie des services publics (IRI, *enti pubblici autonomi*) ouvrant une période d'inflation galopante et une croissance de la dette publique.

La restructuration de l'industrie lourde qui s'ensuivra marquera la fin d'un modèle de développement qui s'est heurté aux limites du capitalisme subventionné par des politiques keynésiennes. On peut voir dans cette restructuration une réaction du capital face à la lutte ouvrière qui s'était développée dans cette période ; cependant, on ne peut expliquer par ce seul aspect la transition du cycle d'accumulation du capital aux événements ultérieurs. La capacité de modifier le soi-disant « plan du capital », pour utiliser une formule qui ne nous est pas chère mais qui était en vogue ces années-là en Italie, s'inscrit dans les conditions générales où se manifeste la crise, bousculant un modèle de développement du capital et avec lui les conflits de classes liés à cette période. En d'autres termes, nous ne pensons pas que la crise d'accumulation du capital, à partir des années 1970, soit directement liée au développement de la lutte des classes lors des années précédentes, et la restructuration qui s'en est suivie ne fut pas une simple réaction du capital aux conflits entre les classes.

Nous ne voulons pas minimiser cet important cycle de lutte, mais il est nécessaire de le voir comme une expérience directe de milliers de prolétaires en lutte plutôt que de l'ériger en mythe idéologique.

Nous soutenons le jugement posthume de Marx sur la Commune de Paris:

> « (...) abstraction faite de ce qu'il s'agissait d'un simple soulèvement d'une ville, dans des conditions exceptionnelles, la majorité de la Commune n'était pas socialiste, et ne pouvait pas l'être. Avec une faible dose de bon sens, elle aurait pu néanmoins obtenir avec Versailles un compromis utile à toute la masse du peuple, seule chose qu'il était possible d'atteindre à ce moment-là. ».
>
> (Karl Marx, lettre à Domela Nieuwenhuis, 1881, *in La Commune de 1871*, Union générale d'éditions-10/18, 1971, p. 255-256).

La contre-tendance, qui se fera sentir par la suite, sera la rentabilité des petites et moyennes entreprises, qui deviennent alors l'épine dorsale de toute l'économie italienne. Nous sommes dans la période du prétendu « small is beautiful ». Face à la réduction des grands centres industriels, la main-d'œuvre est alors en partie réabsorbée par les entreprises publiques (augmentation de la dette publique), et l'on mettra en vedette les entrepreneurs virtuoses et innovateurs se passant de l'investissement public. Le « small is beautiful » do-

minera la scène italienne pendant une vingtaine d'années. Toutefois, dès sa constitution, un tel modèle exprimait plus une capacité d'adaptation qu'un stimulant pour l'accumulation, marginalisant inévitablement le rôle du capitalisme italien par rapport à celui des Etats-Unis, du Japon et d'autres Etats européens.

Une nouvelle classe, une nouvelle union?

Celui qui voit avec la fin de de la grande industrie en Italie une modification du syndicat, auparavant d'opposition et maintenant de gestion, ne peut saisir la véritable dynamique syndicale. Il est normal qu'avec la fin des grandes concentrations industrielles classiques, la morphologie du syndicat se modifie, par l'augmentation importante des pensionnés et des employés des services publics, et par l'augmentation des services (Caf, patronat, etc.), sans changer de fonction. L'idée qu'il pourrait exister un syndicat antagoniste, une organisation qui existerait en dehors des processus historiques déterminant les rapports de force entre les classes, est une vision idéaliste. Le développement et l'extension des conseils de fabriques à la fin des années 1960 en Italie démontra précisément, comme il est tant de fois advenu dans l'histoire, que chaque fois que les luttes des salariés dépassaient un certain niveau d'ampleur et d'intensité, elles devaient tendre à mettre en place les formes adéquates à la nature de la classe et au degré de socialisation du processus de production. Le déclin des soviets russes, organes fonctionnant pendant les six premiers mois de la révolution, fut causé essentiellement par le recul de la participation des masses, c'est-à-dire la fin du processus de généralisation des nouveaux rapports sociaux, qui peuvent se développer même si on ne modifie pas les rapports de production, même si leur pouvoir de rupture est certainement limité.

Source : http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.fr/2011/11/italie-luttes-urbaines-1968-1974.html

Quel que soit le syndicat, il doit se soumettre aux lois du marché et aux fluctuations de l'accumulation de capitaux (la seule et authentique variable indépendante) sous peine d'être mis hors jeu par les travailleurs eux-mêmes. On voit dans ce sens la différence entre une lutte économico-politique et une lutte qui rompt avec l'économie politique, dont la différence n'est pas dans la forme mais dans l'être, dans la dynamique de la lutte des classes elle-même, dans la capacité de générer de nouveaux rapports sociaux. Dans ce sens, l'évaluation du succès d'une lutte peut être inversée quand le prolétariat, élément du capital, rompt le lien avec celui-ci en développant de nouveaux rapports sociaux (le mythe de l'Etat social, de la distribution équitable, etc., n'a rien à voir avec la critique de l'économie politique mais est, par divers aspects, un moteur pour de nouveaux cycles d'accumulation). Cela ne veut pas dire que ces luttes sont inutiles, mais qu'il faut comprendre les mécanismes de rupture ou d'intégration qu'elles créent lors des confrontations avec le capital.

Tout cela bien exposé, on vit dans la

dévaluation de la lire un moteur de croissance qui permit une grande redistribution des profits, sans pour autant annuler les mécanismes des crises d'accumulation. D'autre part, une bonne partie de la force de travail est constituée d'une masse de précaires autochtones et d'immigrés.

La compression des salaires dans ces années-là provoqua une certaine augmentation du taux de profit, mais cela ne raviva pas l'accumulation. La croissance vertigineuse de la dette dans les années 1970-1980 pouvait être perçue, en premier lieu, comme un transfert d'argent en faveur des grands groupes financiers, ensuite, en faveur des classes intermédiaires en possession de capitaux ; elle déboucha sur une lutte de plus en plus âpre entre les différents groupes sociaux désireux de maintenir les intérêts acquis. L'apparition fulgurante de la Ligue du Nord au début des années 1990 a été due à ce mécanisme ; elle a aussi été favorisée par une situation difficile des travailleurs, dont une partie bénéficiaient d'une relative redistribution au niveau salarial, qui, en réalité, augmentait la division et la concurrence entre les travailleurs. Toutefois, les difficultés systémiques persistèrent et furent seulement ajournées. Aujourd'hui, et ce n'est pas si paradoxal, les vertus du « small is beautiful » en viennent à être considérées, par les mêmes apologistes du passé, comme la limite du système, sans tenir compte, ni hier ni aujourd'hui, du processus de crise.

Ce « monde » politique voyait en Berlusconi son chef de file et, comme toujours, la gauche transformait un témoignage de faiblesse en un obstacle insurmontable. La gauche s'opposa à Berlusconi en remettant sur pied toute la propagande antifascite et démocratique à tel point qu'on pourrait paraphraser Bordiga : le pire produit de l'antiberlusconisme a été l'antiberlusconisme. L'apparente puissance de Berlusconi, son contrôle de la télévision, son omnipotence, sont lentement en train de fondre comme neige au soleil face aux secousses telluriques de la crise, il apparaît comme un vieux satrape. La gauche continue pourtant à le décrire comme le responsable de la crise, ne tirant aucune leçon des erreurs du passé. C'est trop d'honneur pour le dernier défenseur des séries B érotiques à l'italienne.

La crise en Italie et en Europe

La crise éclate lors de l'été 2008 en rendant évidentes les contradictions accumulées depuis les années 1970, et touchant tous les aspects du mode de production capitaliste. L'importance de cette crise, la plus violente et la plus générale depuis celle de 1929, dépend principalement de l'extension et de la profondeur de ces contradictions. Les déflagrations actuelles, en fait, ne sont que l'onde longue de cette crise internationale du système capitaliste débutant dans les années 1974-1975. Sa portée planétaire plonge ses racines dans des temps désormais lointains. En fait la même crise liée à la réduction du taux d'accumulation est l'unique responsable de l'effondrement économique en cours et a accéléré au fil des années les pratiques spéculatives de façon incroyable. Mais quels sont les indices de la crise ? Chute de la production industrielle, des investissements en capital fixe, du taux de profit, augmentation de l'armée industrielle de réserve, spéculation financière, crise de la dette des Etats et « ruée vers l'or », tels sont les indices d'une nouvelle récession globale qui implique aussi les pays émergents et produit un sentiment de panique générale.

Si la crise apparaît sous la forme financière, forme la plus répandue du capitalisme contemporain, sa substance et ses racines résident au cœur des mécanismes de production, et plus spécifiquement dans la crise du profit qui s'exprime dans la baisse tendancielle du taux de profit ; cette baisse tendancielle, Marx l'analyse ainsi:

> « A tous points de vue, c'est la loi la plus importante de l'économie moderne. En outre, elle est essentielle à la compréhension des rapports les plus complexes. ». (Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, 1969, tome II, p. 275)

Nous sommes en présence d'une profonde différence entre les vieilles crises de surproduction, incontrôlables, mais desquelles le capitalisme encore jeune pouvait sortir en poussant à de nouvelles crises de niveaux toujours plus élevés, et la crise actuelle qui surgit dans un vieil organisme, corrodé par des décennies de parasitisme financier (exacerbé ces dernières années).

Les scénarios du futur n'indiquent aucune reprise et nous assistons plutôt à la permanence d'une détérioration continue de l'économie mondiale qui a repris le cours qui l'a conduite à l'effondrement de la finance et de la production en 2007-2009 avec des conséquences aggravantes : hausse des prix des matières premières, au premier chef du pétrole, ralentissement de la locomotive asiatique et difficultés de nombreux Etats européens à soutenir les niveaux de l'endettement public. La balance courante chinoise s'est élevée à 2,8 % du PIB en 2011, contre 10,1 % en 2007 ; cette baisse est principalement due à la contraction de la demande européenne et des Etats-Unis qui représentent 40 % des exportations chinoises.

La situation de l'Union européenne (UE) dans ce scénario mondial est aggravée par l'instabilité financière passée liée à la dette publique de certains pays de l'UE, et à l'irrégularité monétaire mise en place avec l'euro, qui provoque une dette publique non financiable directement par une banque centrale qui, en dernière instance, pourrait leur venir en aide, tandis que la BCE interdit l'acquisition de titres publics émis par les Etats membres.

Toutefois, les faiblesses et l'instabilité européennes ne sont pas causées par des questions de devises ou de déficit public. Celui-ci est, par rapport au PIB, inférieur aux taux du Japon ou à celui des Etats-Unis. Les difficultés des Etats à refinancer le déficit budgétaire grâce aux titres publics sont la conséquence directe de la pérennité de la crise. Supportant la dette des banques privées, les Etats européens ont reporté la volatilité des actions et l'instabilité du secteur financier directement dans le secteur des titres publics. La compétition a poussé vers le haut les différents taux d'intérêts

entre les pays membres européens, aggravant ultérieurement les conditions de refinancement du déficit public de pays comme l'Italie et la Grèce. Pour des pays comme l'Irlande (du groupe des PIIGS) les conditions se sont détériorées à la suite de l'« étatisation » de la dette privée, en grande partie causée par le déficit du commerce extérieur qui, en l'absence d'une possibilité d'ajustement des changes, se transforment en une croissance continuelle de la dette extérieure. Le capital, assoiffé de profits qu'il ne parvient plus à obtenir dans le secteur productif en raison d'une accumulation trop élevée, trouve simplement dans la situation particulière de l'Europe (ne disposant pas d'une Banque centrale qui lui viendrait en aide en dernière instance) une autre occasion de spéculer au moyen, par exemple, d'outils financiers comme les crédits « default swap ».

L'euro

L'irrégularité financière de l'euro, soit du point de vue du financement de la dette publique, soit de la façon dont elle intervient dans l'endettement extérieur de quelques pays comme l'Irlande, constitue un mode de fonctionnement de la crise mondiale pour les pays de l'Union européenne, ne constituant ni la cause et encore moins le levier sur lequel s'appuyer pour relancer la reprise. C'est la croissance qui détermine la capacité financière des pays de l'euro, pour autant qu'elle influence la capacité de réduire la dette, à la fois en termes absolus (par l'augmentation des recettes fiscales) et en termes relatifs (par la diminution du taux de la dette par rapport au PIB).

Le recours au crédit devient pour le secteur non financier l'unique instrument pour soutenir la croissance. Mais le recours au crédit est freiné à la fois par la nécessité pour le secteur bancaire de restaurer les bilans et par la tendance au prétendu *delevereging* du secteur non financier, c'est-à-dire par la substitution du capital de crédit par le réinvestissement des bénéfices ou l'émission d'actions. Bien que les entreprises européennes aient montré une capacité de consolidation à l'exposition de la dette, le niveau d'endettement reste historiquement à des niveaux élevés. Cela rend la stabilité économique et financière des secteurs non financiers européens sujette à des risques liés autant à l'évolution des taux d'intérêts qu'à la baisse de la demande et des profits. Le dilemme pour les dirigeants institutionnels s'approfondit. Une augmentation « excessive » du crédit pourrait entraîner des pressions inflationnistes et la détérioration de la condition patrimoniale des banques ; une consolidation patrimoniale des banques suivant une réduction du crédit au privé pourrait ralentir par la suite la croissance économique, aggravant ainsi les déficits publics. Il y aurait, dans ce cas, une inévitable répercussion sur les titres publics en possession des banques, ce qui pourrait entraîner une détérioration des actifs du secteur bancaire et la dépréciation des titres publics qu'il détient.

Le cercle vertueux de la croissance de l'accumulation poussée par le crédit s'est transformé en un cercle vicieux d'une économie au bord de l'effondrement.

Les analystes bourgeois, en nous parlant de reprise, tentent d'exorciser leur terreur de retomber dans une crise financière affectant la confiance dans les banques et dans les Etats avec pour conséquence une instabilité économique et politique explosive. Entre temps, on espère

que la reprise « savamment » guidée par les gouvernements, les banquiers et les capitaines d'industries anciens et nouveaux, amènera un nouveau cycle de croissance.

Il reste que, comme le FMI a dû le reconnaître, « la reprise actuelle pour les économies avancées est la plus faible depuis l'après-guerre ».

Selon les données avancées par le New World Outlook du FMI, la reprise est comparativement aux crises précédentes (de 1985 à aujourd'hui) restée fortement déséquilibrée. C'est donc que la croissance de la production est seulement due à quelques pays émergents, pendant que cette croissance reste inférieure à l'avant-crise pour les pays à capitalisme avancé. Le chômage n'a pas diminué lors de la reprise, les investissements continuent à subir une contraction, les seuls marchés qui semblent faire preuve de vitalité sont les marchés boursiers avec un renchérissement du prix des actions. Cette reprise apparaît plus comme une incessante recherche de profits par le capital spéculatif que comme un retour à un réel cycle d'accumulation.

Les Etats européens présentent une image plus perturbée par rapport à leurs partenaires des pays au capitalisme avancé. En 2009 la production européenne des 25 avait subi un recul de 4,3 %, la croissance sur une base annuelle a été de 2 % en 2010 et de 1,5 % en 2011, et l'on prévoit autour de 0,6 % pour 2012. On n'a donc pas récupéré les niveaux d'avant la crise. L'emploi dans la construction de 2008 à 2011 a chuté de près de 17 %., le secteur manufacturier perd des emplois depuis 1996, avec une réduction de près de 12 % des postes entre 2008 et 2010. Le secteur des services obtient une croissance de l'emploi de 2,8 %, inférieure à la période antérieure à la crise. Le chômage était à 9,5 % au début de 2011 et s'élevait à 10,2 % en février 2012 (EU 27).

Ces données reflètent une valeur moyenne qui, de fait, est illusoire ; elles s'ajoutent aux niveaux alarmants des données constatées auparavant ainsi qu'aux déséquilibres entre les différentes aires géographiques et les polarisations sociales que reflète la tendance moyenne des indicateurs statistiques.

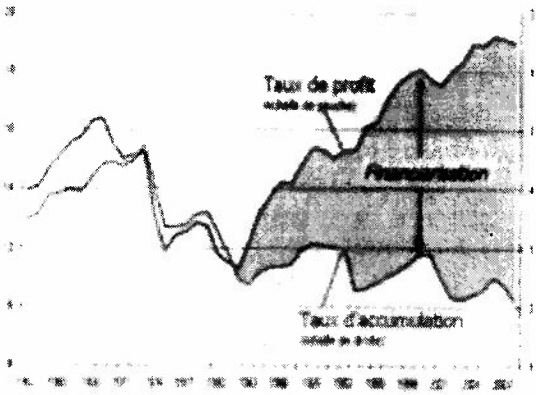
Finance et production

L'énorme masse de capitaux au sein de la finance est l'expression d'un cycle descendant dans le cours actuel du système capitaliste. Pour soutenir les taux d'accumulation que la production capitaliste ne garantit plus depuis des décennies, la forme apparente de la valorisation du capital s'est réfugiée dans la sphère de la circulation dans laquelle, avec de l'argent, on crée en apparence plus de valeurs monétaires. La vie du capitalisme dépend donc de la possibilité d'injecter toujours plus de capitaux dans chaque activité possible, de façon à augmenter la productivité ; mais cela consiste précisément à accentuer la tendance à la diminution de la masse de plus-value produite et réalisée, l'entraînant dans un cercle vicieux.

La baisse du taux de profit moyen n'a pas empêché qu'à travers l'utilisation intensive de capital mort (concentration et centralisation de capitaux) la masse de profit augmente, créant ainsi une situation dans laquelle une masse de capitaux, de diverses compositions, erre sur le marché mondial à la recherche d'opportunité de profits de toute nature. Comme la rentabilité chute dans les secteurs productifs, le capital productif émigre dans la sphère financière où il devient du capital

fictif, capital investi en titres de dette/crédit (par exemple en actions, en bons du Trésor, en obligations d'entreprises privées, etc.) ou en produits dérivés, et ce grand flux de capitaux provoque une hausse des prix de ces titres.

L'écart entre les courbes du taux de profit et celles du taux d'accumulation du graphique ci-contre montre sans équivoque l'aire de financiarisation de l'économie. Comme toujours, plus les capitaux sont aspirés par les secteurs improductifs, anticipant sur de futures augmentations des prix, plus les prix de ces titres échangés sur les marchés financiers augmentent, et le processus devient auto-expansif.



Expansion du secteur financier depuis 1980 dans* Controverses, *septembre 2009 (www.leftcommunism.org)

Les profits fictifs augmentant forment une bulle spéculative. L'utilisation croissante d'instruments financiers sans liens avec la production réelle, et donc avec la production et l'accumulation de plus-value, n'exprime pas une dérive du système capitalisme due à des choix mal avisés, mais la conséquence la plus logique de la crise. La prédominance de la forme financière spéculative du capitalisme n'est pas un accident de l'histoire, mais le résultat de l'impossibilité de la croissance économique réelle tirée par les profits.

La perspective d'une rupture effective avec le capitalisme et d'une nouvelle communauté se situe dans un rapport de luttes des classes à l'intérieur des limites objectives du capitalisme. « Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. »

(Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, 1972, p. 4.)

Marx et la crise

Dans le livre I du *Capital*, Marx définit la loi de l'effondrement comme « la loi générale de l'accumulation capitaliste », mais comme toute autre loi elle est plus ou moins modifiée dans la réalité concrète. Ces modifications sont exposées dans le livre III du *Capital*, particulièrement dans la section qui explique la loi de la baisse du taux de profit. Tout comme la loi de la gravitation agit dans la réalité concrète sous une forme modifiée, il en est de même pour la loi de l'effondrement du capitalisme, qui n'est rien de plus que la loi de l'accumulation capitaliste sur la base de la valeur.

La loi de la valeur dévoile ce que la réalité concrète, le monde superficiel du phénomène, cache : le fait que le système capitaliste doit nécessairement s'effondrer, sur le modèle d'une loi naturelle. Si nous faisons abstraction de toutes les contradictions secondaires de ce système, nous pou-

vons voir la loi de la valeur s'exercer comme loi interne du capitalisme. L'accroissement de la masse du profit peut compenser la chute du taux de profit pour un certain temps, mais si dans un premier moment la masse de profit diminue seulement en relation au capital total et aux exigences d'une future accumulation, au stade suivant elle diminue de façon absolue.

Ainsi, la loi de la chute du taux de profit devient l'expression théorique de la nécessité du dépassement du capitalisme, qu'il ne faut pas comprendre comme un automatisme; ce dépassement implique l'action révolutionnaire. La contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange s'exprime comme l'incapacité du capital à se développer et ses limites qui deviennent nécessairement limites pour toute la société. Dans ce sens pour Marx : la cause ultime de toutes les crises est toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, Editions sociales, 1970, p. 145). Surproduction et sous-consommation (en fin de compte c'est la même chose) sont nécessairement reliées avec la forme physique de la production et de la consommation ; toutefois, dans la société capitaliste le caractère matériel de la production et de la consommation ne permet pas d'expliquer la prospérité ni la crise. Il pourrait apparaître illogique que le capital accumule dans le but d'accumuler. Dans le capitalisme la production matérielle ainsi que la consommation restent dépendantes des individus, et le caractère social de leur travail et de leur consommation n'est pas directement régulé par la société sinon indirectement par le marché. Le capital ne produit pas des objets mais des valeurs d'échange, sans pour autant pouvoir, sur la base de la composition de la valeur, adapter sa production et sa consommation aux besoins réels s'il ne veut pas que la population aille à la ruine. Si le marché ne parvient plus à satisfaire ces besoins, alors la production pour le marché (la production de valeurs) est supprimée par la révolution pour faire place à une forme de production, donc la réglementation sociale n'est pas déterminée par le marché, mais possède un caractère directement social, de façon à être orientée selon les besoins humains.

Ce passage demeure, au sein du binôme nouvelle humanité ou vieille société, directement dépendant de la contradiction entre les classes : « Tous les progrès de la société, donc du capital, ou, en d'autres termes, toute croissance des forces productives sociales, ou, si l'on veut, des forces productives du travail – lesquelles résultent de la science, des inventions, de la division et de la combinaison, du progrès des moyens de communication, de la création du marché mondial, des machines, etc., n'enrichissent pas l'ouvrier, mais le capital ; ils ne font qu'agrandir à leur tour la puissance qui domine le travail; ils accroissent seulement la force productive du capital. » (Karl Marx, *Fondements de la critique*...)

Du point de vue de la valeur d'usage, la contradiction entre production et consommation dans la société capitaliste est une aberration, mais pour la production capitaliste elle n'a aucune importance. Par contre, dans l'optique de la valeur, cette contradiction recèle le secret du progrès capitaliste pour lequel, plus grand est le secret du progrès capitaliste, plus grande est la contradiction, meilleur est le développement du capitalisme. Mais c'est justement pour ce motif que l'accumulation de telles contradictions doit, en définitive,

arriver à un point tel que se pose la question de la suppression du système, à partir du moment où les rapports réels de vie et de production deviennent des rapports sociaux objectivés dominants. La base ultime de toutes les crises réelles réside, en somme, toujours dans la limitation de la consommation des masses par rapport à la capacité à développer les forces productives jusqu'à rendre illimitée la capacité de consommation.

Les contradictions du capitalisme

Les contradictions du capitalisme naissent de la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange, contradiction qui transforme l'accumulation du capital en accumulation de paupérisation. Si le capitalisme se développe du côté de la valeur, il détruit aussi, dans le même temps et à mesure égale, sa propre base en réduisant la part des producteurs qui bénéficient de ses produits. Il n'est pas possible d'éliminer de façon absolue de la surface de la terre la partie exclue de l'humanité, soit parce que l'instinct naturel d'autoconservation de l'humanité est plus fort qu'une relation sociale, soit parce que le capital n'existe que s'il exploite des travailleurs, et il est difficile de pouvoir exploiter des travailleurs morts...

Ce n'est toutefois pas seulement la sous-consommation, qu'elle soit relative ou absolue, qui provoque l'armée de réserve industrielle, spécifiquement la masse des sans-emploi, mais ce sont plutôt la sous-consommation ou la masse de profit insuffisante, l'impossibilité d'intensifier l'exploitation dans la mesure nécessaire, la perte de perspective pour une future accumulation rentable qui provoquent crises et désintégration de la classe.

La plus-value produite est insuffisante pour répondre aux besoins de l'accumulation indispensable à la poursuite de la production de profit et ne peut être réinvestie. Comme il a été produit trop peu de capital, celui-ci ne peut travailler comme capital, c'est pour cela que nous parlons de sous-accumulation de capital. Aussi longtemps qu'il était possible d'agrandir suffisamment la masse de plus-value pour une accumulation ultérieure, on ne faisait que passer d'une crise à l'autre, interrompue par des périodes de prospérité. Aussi longtemps qu'il était possible, dans les moments périlleux de la crise, d'augmenter l'appropriation de la plus-value par l'intensification de l'exploitation à travers un processus d'expansion, il était possible de surmonter la crise, mais seulement pour la retrouver plus tard à un niveau de développement plus élevé. C'est là où les tendances qui s'opposent à l'effondrement sont éliminées, ou ont perdu de leur efficacité pour répondre aux besoins de l'accumulation, qu'est validée la loi de l'effondrement. En ce sens, l'abstraction de Marx du capitalisme « pur » et de la loi de la valeur se révèlent comme des lois internes à la réalité concrète capitaliste, lois qui déterminent, en ultime instance, son développement nécessaire.

La crise dans la classe, la classe en crise

Nous pensons que c'est l'opposition des classes, inhérente aux rapports de production, qui détermine le type de lutte des classes, et non l'inverse. Si, d'un côté les organisations formelles peuvent accélérer le développement général pour abréger les douleurs de l'enfantement de la nouvelle société, elle peuvent aussi ralentir ce développement et constituer un obstacle sur

cette voie. Nous ne pensons pas que la différence entre les organisations puisse être imputée aux principes exprimés, y compris celui de prétendre être la vraie organisation de classe opposée aux fausses organisations. On assiste souvent à une radicalisation des p opos et des actions censés conférer à telle organisation le statut de vraie organisation révolutionnaire, mais l'hypothèse sous-jacente reste la même : une séparation entre pratique révolutionnaire et mouvement de classe qui amène à considérer comme indispensable le rôle des organisations quand celles-ci prétendent être les dépositaires de la conscience de classe.

L'affirmation selon laquelle une révolution serait impossible sans conscience de classe cristallisée dans une idéologie (la sempiternelle litanie : il y a les conditions objectives mais il manque les conditions subjectives, le parti, la conscience, etc.) circonscrit l'action révolutionnaire au contexte conçu par l'organisation qui, indépendamment de l'apparition d'un réel processus révolutionnaire, a préalablement défini en quoi il consiste. L'historicisme de ces élaborations se termine là où il devrait commencer à définir le processus révolutionnaire. Dans une période révolutionnaire, conscience et être apparaissent nécessairement dans leur unité indistincte au sein de la classe et de toute la société dont les organisations représentent des milieux plus ou moins étendus. En outre, l'extension des contradictions du capital et leur dépassement ne sont pas uniquement liés à des choix conscients de regroupements plus ou moins larges, mais au rapport réciproque entre les conditions objectives et leur dépassement plus ou moins conscient dans lequel les organisations de classe coexistent. Nous pensons que l'adaptation des organisations aux conditions historiques spécifiques, expressions de la classe dans les différents moments où elle n'exprime pas la nécessité d'un changement révolutionnaire, a favorisé la création d'organisations capables de gérer l'intégration du prolétariat aux exigences de l'accumulation. Ce mécanisme d'adaptation amène les organisations à disparaître (ce qui implique qu'elles perdent de leur pertinence) ou à s'adapter et, dans ce cas, elles deviennent une limite au développement du mouvement de classe, parce qu'elles expriment les besoins d'intégration au capital.

Si nous utilisons le terme conscience de classe, ce n'est pas dans un sens idéologique, mais parce qu'il représente les besoins matériels vitaux des masses.

Les mêmes formes organisationnelles, la même auto-organisation qui n'est pas un produit du mécanisme décrit ci-dessus, n'est certainement pas la solution parfaite, de même qu'une auto-organisation de prolétaires ne garantit pas les intérêts historiques de classe, en se maintenant toujours dans le mécanisme subjectif-objectif, dans un rapport dialectique unitaire c'est-à-dire dans le rapport entre lutte des classes et accumulation du capital lui-même.

Dans un processus historique concret, l'opposition de la classe a comme corollaire nécessaire le développement de nouveaux rapports sociaux qui ne se limitent pas à l'aspect syndical de l'affrontement des classes, mais s'étendent à toutes les formes de conflit et de coopération mis en œuvre par la classe et par les regroupements de prolétaires plus ou moins étendus.

Cette dynamique apparaît aussi bien dans une petite lutte quand se développent de nouveaux rapports sociaux, qui sont la découverte de la vie par l'homme, et c'est

dans ce sens qu'il faut voir notre intérêt pour l'expérience prolétarienne des luttes. Dans un processus de dé-intégration du capital apparaît la dichotomie entre conflit et mutualisme, formes qui s'échangent réciproquement, car elles recouvrent un contenu différent. Dans ce sens, participer à une lutte des travailleurs sur un poste de travail, à une manifestation rompant la concertation politique, ou occuper des bâtiments, exproprier et distribuer gratuitement, sont des aspects de cette dynamique. Nous pensons par exemple au délabrement des services publics et sociaux, à la séparation entre les secteurs de travailleurs et les organismes étatiques de gestion de la reproduction de la force de travail comme ceux de la santé ou de l'enseignement, etc. Cette dynamique pourrait susciter une réaction permettant de surmonter la mystification de l'« Etat social », des groupes de travailleurs pourraient commencer à gérer ces aspects en se réappropriant directement leurs propres connaissances, mais une même dynamique peut également s'enclencher sur un plan bien plus général si elle est comprise dans toute sa puissance. Il n'est pas question de réunir propriété et travail, mais de retrouver une activité humaine chargée d'un sens plus profond sur ce qu'est la production, illimitée dans sa dynamique collective. Ce pourrait être une expérience différente non déterminée par le capital pour satisfaire les besoins sociaux qui, à son tour, mettrait en cause les vieilles nécessités et s'ouvrirait à de nouvelles. C'est la possibilité de trouver une concordance entre rapports sociaux et rapports de production. Autant le conflit que le mutualisme sont des éléments qui servent le capital, autant ils peuvent être des éléments de rupture dans certains contextes. Ils doivent être pris dans leur spécificité historique actuelle dans laquelle ces actions marquent une volonté de rupture dans leur vécu qui à leur tour mènent à de nouvelles connexions entre elles.

Pendant que se développent ces connexions au cours de ces moments de ruptures, il est inévitable que s'altère l'apparente loi naturelle de la production capitaliste, la loi de la valeur. Chaque connexion entre ces moments, entre les différents secteurs de la classe qui réalisent ces ruptures, perturbe fortement celui qui croit en la loi éternelle du capital.

Il ne fait pas de doute que la radicalité de telles actions et de telles dynamiques croît dans le moment où sont mis en discussion le mode de production capitaliste et l'Etat qui, il ne faut pas l'oublier, détiennent le monopole de la violence.

De notre point de vue, cette dynamique disqualifie autant les nouveaux *Principes* de Machiavel comme la fuite en arrière, le néo-primitivisme ou le localisme communautaire (il ne peut y avoir un en-dehors du capital, si ce n'est celui de la rupture). On peut saisir la charge critique envers l'économie et la politique en participant à cette dynamique de dé-intégration du capital, au saut quantitatif devenant qualitatif quand de nouveaux rapports de production se manifestent. Au sein d'un processus de dé-intégration, de nouveaux rapports sociaux peuvent renverser les rapports de production, étant donné qu'ils sont incompatibles avec l'accumulation, ils peuvent s'orienter vers l'abandon d'une pratique comptable d'intégration de classe (et des organisations qui continuent à s'en faire l'expression) et parvenir à s'imposer comme un nouveau point d'appui pour le changement de la société.

Ce processus n'est pas la conséquence d'une plus grande conscience du mouve-

ment de classe ; cette conscience suit la capacité de la classe à prendre en charge les changements historiques significatifs à la suite de la crise des rapports capitalistes qui traversent la société.

Au fond, le rôle, s'il est réel, des pro-révolutionnaires est celui de révéler ces tendances: l'historicité du capitalisme et de ses lois, et le dévoilement de la possibilité d'une nouvelle perspective révolutionnaire.

En ce sens, un travail de connexion et de recherche entre camarades de divers pays vaut plus que dix mille appels à la révolution ou à la constitution de nouvelles organisations. Notre effort collectif, dans ses inévitables limites, est déjà une anticipation, et son efficacité ne se démontrera pas dans la quantité de numéros vendus, mais dans la pratique effective de nouveaux rapports sociaux se généralisant et se reliant, affectant les rapports de production et détruisant la logique même du capital.

2012, Italie

Rédaction de
Connessioni per la lotta di classe

connessioni-connessioni.blogspot.it/
connessioniedizioni.blogspot
connessioni@yahoo.it

LA CRISE DANS LES PUBLICATIONS

Des « Grundrisse » pour comprendre

◆ En guise de viatique théorique pour comprendre la crise économique actuelle, des extraits des *Grundrisse* de Karl Marx, travaux préparatoires à la rédaction du *Capital* datant de 1857-1858, dans le n° 24 (janvier 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité.*

Vue par « Communismo »

◆ Dans le n° 64 (décembre 2012) de *Communisme*, organe en français du Groupe communiste internationaliste, les versions françaises des articles parus en espagnol dans *Communismo* n° 62 (novembre 2012) que nous avions signalés dans le n° 142 d'*Echanges*, p. 50 : « Révolution » ainsi que « Crise de la valorisation et mouvement révolutionnaire » ; des traductions légèrement différentes en espagnol et en français, sans variations significatives. Un article sur la lutte à Marikana en Afrique du Sud, « Le prolétariat met une raclée au syndicat officiel ». Enfin, la première partie d'un dossier intitulé « Le léninisme contre la révolution ».

Contacts : BP 33, Saint-Gilles (BRU) 3, 1060 Bruxelles, Belgique (sans autre mention) ; http://gci-icg.org ou info@gci-icg.org

Un tunnel sans fin ?

◆ « Crise capitaliste, un tunnel sans fin ? », un article dans le n° 25 (mars 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* propose pour solution : « Nous pouvons sortir du tunnel de la crise capitaliste par nos propres moyens avec nos propres forces, en mettant en place nos instances démocratiques à la base. »

« Non »

◆ « Non à l'austérité, non à la précarité ! », reproduction

d'un tract de *Critique sociale* appelant à participer à la manifestation syndicale du 5 mars 2013 contre l'accord Medef-CFDT concernant le droit du travail, dans le n° 25 (mars 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité*.

Considérations et annotations de « Etcétera »

◆ Le groupe barcelonais Etcétera, dont nous recensons régulièrement les publications, poursuit son analyse du capitalisme et des oppositions à celui-ci. Il vient ainsi coup sur coup de publier une brochure, *El actual estado de malestar. Consideraciones y anotaciones sobre la crisis* (n° 70, février 2013), et le n° 51 (mars 2013) de la revue *Etcétera*. La brochure est une version augmentée de celle qui portait le n° 65 (décembre 2010) et le titre *Anotaciones entorno de la crisis*, que nous avions recensée dans *Echanges* n° 135, p. 23. Ce nouveau recueil de textes précédemment parus dans la revue *Etcétera* ajoute aux articles des n°s 45 (mai 2009) et 46 (janvier 2010) de la revue, que contenait la première, d'autres repris des n°s 48 (juin 2011), 49 (mars 2012) et 50 (juin 2012) : « La place prend la parole », « A propos du cheminement indigné. Une lecture », « L'état de mal-être » et des extraits de « Poursuivre la critique » (voir *Echanges* n°s 138, 140 et 141).

Le n° 51 d'*Etcétera* contient trois articles de critique du capital et des moyens d'en sortir : « Sortir du capitalisme sans y rester » (ana-

lyse des différentes façons de ne pas combattre le capital en se fourvoyant dans des théories de banque éthique, de revendications nationales, etc.), « L'argent : cette malédiction absurde » (une étude h'storico-critique de l'apparition de l'argent et de son impact sur les relations humaines) et « Indignation, incrédulité, stupeur,... » (résultat tiré par son auteur d'une discussion sur les causes de la crise, due ou non à la baisse tendancielle du taux de profit, et des fausses solutions qui y sont apportées de nombreux côtés) ; en outre, un texte revient sur le rôle des guerres dans le capitalisme, « Les guerres de l'argent » et, un autre plus spécialement sur le conflit actuel au Mali. Des notes de lecture (signalons seulement qu'une d'entre elles porte sur la traduction en espagnol du dernier ouvrage de Michael Seidman, *The Victorious Counterrevolution. The Nationalist Effort in the Spanish Civil War,* 2011 ; voir *Echanges* n° 139, p. 63), une correspondance sur les événements de Marikana en Afrique du Sud (le texte complet se trouve sur le site d'Etcétera donné ci-dessous ou sur beltranp@arrakis.es), une autre de pêcheurs de Juchitán au Mexique en lutte contre un projet de parc éolien aux abords de leur village, et enfin une notice nécrologique à propos de la mort d'Agustín García Calvo, complètent ce numéro d'*Etcétera.*

Contacts : *Etcétera,* Violant d'Hongria, 71, 1ª, 08028 Barcelona, Espagne ; ou etcetera@sindominio.net et www.sindominio.net/etcetera

« Critique sociale » et l'austérité

Dans le n° 24 (janvier 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité,* un article et la reproduction de deux tracts donnent la conception de ses rédacteurs sur l'actualité : « L'austérité généralisée : un recul de la civilisation » appelle à une organisation à la base de « la classe travailleuse (salariés et chômeurs, ainsi que les étudiants, lycéens et apprentis en tant que travailleurs en formation) » ; un appel à la défense de notre civilisation que *Critique sociale* transmet plus largement dans ses tracts, l'un distribué en novembre 2012 et l'autre lors de la manifestation du 16 décembre 2012 en faveur du mariage pour tous. Dans le premier, elle s'élève contre la hausse de la TVA préparée par l'actuel gouvernement et donne en exemple : « les places de cinéma étaient taxées à 5,5 % il y a un an, le sont à 7 % actuellement, et le seraient à 10 % en 2014 ». Il s'agit de s'opposer à cette atteinte à la civilisation en s'organisant « à la base, quartier par quartier, entreprise par entreprise, établissement par établissement, dans des comités autonomes » afin de faire reculer le gouvernement. Dans le deuxième, elle affirme : « Nous devons obtenir le mariage pour tous et le vote des "étrangers" parce qu'en nous mobilisant pour les atteindre, en nous réunissant à la base pour discuter des buts et des moyens – et pas seulement en nous rendant à des manifestations encadrées par diverses bureaucraties politiques et syndicales –, nous ferons de la politique à la base, nous lutterons contre le capitalisme, pour l'égalité et la démocratie. »

« Financialization »

◆ Sur la crise (en anglais) : Costas Lapavitsas, *Theorizing financialization,* et G. R. Krippner, *The financialization of the American economy,* www.countdowninfo.net

AU MALI, LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME » ÉTEND SON PRÉ CARRÉ

L'INTERVENTION FRANÇAISE au Mali, comme d'autres précédemment, se drape du manteau de la démocratie et des droits de l'homme pour opérer des frappes chirurgicales destinées à venir en aide aux populations victimes de tel ou tel dictateur. Dans le cas du Mali, il s'agit de mettre un terme aux exactions de l'islamisme politique pour les uns, aux djiadhistes pour les autres et, plus récemment, à des brigands trafiquants de drogue, d'armes... En somme au terrorisme international à face multiple.

Pour contrer cet enfumage médiatique, la plupart des groupes de gauche ont pris position contre l'intervention militaire, qui ne vise qu'à protéger les richesses de ce pays indispensables au capitalisme français. C'est exact, mais la critique nous semble insuffisante. En effet l'Etat-Hollande n'intervient pas que pour son propre compte mais pour cette « communauté internationale » (1), cache- sexe de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) bien décidée à planter ses jalons sur l'immense territoire du « grand Moyen-Orient ».

Pour rappel, c'est en 2003 que le président Bush a exposé la nouvelle stratégie militaire « civilisatrice » des Etats-Unis, les attentats du 11 septembre 2001 servant de toile de fond à cette opération guerrière. Déjà, lors de la réunion de l'OTAN à Prague en 2002, Nicolas Burns, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, expliquait que pour que l'OTAN défende efficacement l'Europe et l'Amérique du Nord, il fallait qu'elle se tourne vers l'Est et le Sud. Il en concluait que dorénavant « l'avenir de l'OTAN est le grand Moyen-Orient ». Ce projet fut rendu public le 13 février 2004, par le journal saoudien *al-Hayat,* qui puisera son information sur les données d'un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur l'état du « développement humain » (2) dans le monde arabe. Il s'agit en réalité, au nom de la démocratie et de la civilisation, de mettre en coupe réglée une région qui s'étend de la Mauritanie à l'Afghanistan.

(1) Ce terme de « communauté internationale », plus médiatique que réel, cherche à faire croire qu'il existe une entité de gouvernance mondiale aux buts humanistes avec son droit d'ingérence. C'est avant tout une force idéologique.

(2) L'humanisme et l'anti-terrorisme accompagnant ce projet ne sont que de la poudre aux yeux, preuve en est qu'en juillet 2006 Israël va bombarder le Liban, l'un des pays de la région les plus avancés en matière de « développement humain ».

Plusieurs facteurs vont intervenir pour la mise en place du projet, décisif pour les Etats-Unis. En effet ceux-ci sont contraints d'agir pour empêcher que d'autres monnaies remplacent le dollar comme monnaie d'échange du pétrole (3), le contrôle direct des sources énergétiques et hydrologiques devant leur garantir que le pétrole sera toujours payé en dollars. Empêcher qu'une puissance régionale autonome se mette en place et menace Israël. S'assurer, vis-à-vis de l'Europe, de la Russie et de l'Asie, le contrôle de l'approvisionnement énergétique et se positionner, en prévision d'une guerre tout en faisant barrage aux accords bilatéraux de livraison de pétrole. Pour atteindre leurs objectifs, les Etats-Unis utilisent la guerre et la déstabilisation des Etats de toute la région, avec l'ambition de gérer à chaud le « chaos organisé », la chute des régimes locaux, trop imbriqués avec l'Allemagne (4) et l'Asie est programmée.

(3) Avec un système éducatif et des finances publiques en lambeaux (déficit annuel de 300 milliards de dolars) et des citoyens qui, individuellement, sont les plus endettés au monde, les Etats-Unis ne disposent plus d'assez de ressources pour alimenter leur gaspillage. Bref le dollar américain (émis par une banque privée) ne vaudrait rien s'il n'était pas la contrepartie obligée des transactions pétrolières mondiales. La valeur du dollar vient du fait que celui-ci fait l'objet d'une demande toujours croissante, mais ne repose sur absolument rien de tangible à l'intérieur du pays.

(4) L'exportation d'armes, par l'Allemagne, vers les pays arabes de la région du golfe Persique, en 2012, a doublé par rapport à l'année précédente. Le montant des exportations d'armes de l'Allemagne, en 2012, vers ces pays s'élève à 420 milliards d'euros ,a révélé le quotidien allemand *Süd-deutsche Zeitung*.

QUE LE CHAOS RÈGNE SUR LE «GRAND MOYEN-ORIENT»

La remise en cause des indépendances politiques issues des luttes de libération nationale est une résultante des méthodes utilisées par le capitalisme impérialiste quand se profile à l'horizon un nouveau partage du monde qui s'annonce de moins en moins « pacifique ».

Une question revient en boucle : pourquoi la dite « communauté internationale » a-t-elle lâché les Moubarak, Ben Ali, Kadhafi, Bachar el-Assad, Moubarak, Gbagbo... des démocrates dont certains étaient membres de l'internationale socialiste ? Pourquoi Sarkozy, conseillé par Bernard-Henri Lévy, s'est il jeté sur Kadhafi en procédant à la création d'une résistance plus que douteuse ?

Les intérêts sont multiples, mais deux considérations guident le tout : la première, c'est que la France veut montrer sa capacité militaire à devenir la tête de pont de la défense de l'Union européenne, sa capacité opérationnelle à « entrer en premier ». Ses interventions en Libye et au Mali auront prouvé sur le terrain son savoir-faire aussi bien sur mer, dans l'air que sur terre. Seuls les Britanniques et les Etats-Unis sont capables de telles performances, d'où les félicitations d'Obama. La seconde, nous le verrons plus loin, concerne l'engagement des différents gouvernements français au côté de l'Etat hébreux. Mais continuons sur « l'Europe de la défense ».

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, s'est félicité d'avoir

promu l'Europe de la défense par les faits:

« Et puis le soutien des Européens va au-delà des déclarations puisque nos partenaires se mobilisent également concrètement en mettant à notre disposition des moyens militaires : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Italie, Royaume-Uni nous ont contacté dès le début pour nous demander nos besoins. D'autres Européens se manifestent en ce moment. Rappelez-vous ce que j'ai toujours dit : je veux une Europe de la défense par les faits, les actes concrets. C'est très clairement ce qui se passe aujourd'hui et nous pouvons nous en féliciter. J'ajoute que l'Union européenne n'a pas attendu l'intervention française pour s'intéresser au Mali. Elle est en effet pleinement mobilisée sur le lancement de l'opération de formation des forces armées maliennes et africaines appelée EUTM Mali. Elle aide aussi à se déployer la Mission internationale de soutien au Mali (MISMA).

(Entretien de nicematin.com avec le ministre de la Défense Le Drian, 22 janvier 2013.)

La question qui se pose au gouvernement Hollande (gérant du capitalisme de France) est la capacité financière du pays à poursuivre l'entretien à moyen terme d'une telle puissance, notamment de la force nucléaire, que le socialiste Rocard voulait éradiquer. Même l'entretien classique des forces maritimes et aériennes reste aléatoire. L'espérance du capitalisme français est, comme on dit, de mutualiser ses frais :

« Sur le plan industriel, la diminution des moyens financiers consacrés à la défense pousse à une mutualisation accrue de l'effort, c'est le projet de "smart defence", dont le principe n'est pas contestable en soi. Mais du côté européen, cette diminution des crédits a aussi fait surgir avec difficulté quelques projets communs, sous l'égide de l'Agence européenne de défense, sous le terme de "pooling and sharing" *[mise en commun et partage]* ».

(Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères, au Sénat : « Place de la France dans l'OTAN et perspectives de l'Europe de la défense », novembre 2012.)

Ce partage, nous dit-on, « pourra être réalisé avec d'autres pays mais aussi en interne, au niveau national. Ce dispositif aurait l'avantage de préserver la rapidité de la chaîne de commandement. A cette recette du *pooling and sharing*, actuellement développée, on pourrait aussi concevoir une autre modalité de partage : sur le temps. Par exemple la France entre en premier, l'Allemagne ou d'autres pays suivent ensuite quelques mois après. »

Là se trouve l'enjeu principal des multiples grandes manœuvres de la France et de l'OTAN :

« L'intervention en Libye peut donc représenter un précédent intéressant pour l'émergence progressive d'une "européanisation" de l'Alliance atlantique, pour autant que les pays européens en aient la volonté politique et qu'ils conservent un certain niveau de capacités. »

(Hubert Védrine, *ibid.*)

Le gouvernement socialiste surfe sur les traces de Sarkozy. Il ne va pas sortir de l'OTAN mais au contraire s'en servir pour faire plier les pays européens dans son sens, cotiser pour soutenir une armée européenne

dont le leader serait bien entendu la France. L'ancien ministre de la défense américaine Robert Gates ne cessait de pousser les Européens à dépenser plus : « La démilitarisation de l'Europe constitue un obstacle à la sécurité et à une paix durable au XXIe siècle (5). » Depuis, ni Leon Panetta secrétaire à la Défense de juillet 2011 à février 2013, ni son successeur Chuck Hagel ne sont revenus sur cette nouvelle doctrine, qui consiste à dégager des forces d'Europe pour s'occuper de l'Asie-Pacifique. Hubert Védrine a bien compris que l'OTAN, pour les raisons évoquées, peut devenir un levier pour l'Europe de la défense : « Lors de mes différents déplacements, ce n'est pas à Washington que j'ai trouvé la plus forte opposition à l'idée d'un "pilier européen" au sein de l'OTAN, mais d'abord à Berlin (et à Bruxelles). »

L'Allemagne quant à elle ne veut pas s'engager sur la trajectoire française qui vise depuis le coup de la Libye à s'imposer par les actes, sachant que l'Oncle Sam acquiescera.

Michel Collon, que nous pouvons critiquer par ailleurs, a raison de signaler cette guerre des nerfs entre la France et l'Allemagne :

> « Qui était le premier client du pétrole libyen ? L'Italie. Qui était le deuxième ? L'Allemagne. Continuons avec les investissements et les exportations des puissances européennes... Qui avait obtenu le plus de contrats en Libye ? L'Italie. Numéro deux ? L'Allemagne.
>
> » C'est le groupe industriel allemand BASF qui était devenu le principal producteur de pétrole en Libye avec un investissement de deux milliards d'euros. C'est la société allemande DEA, filiale du géant de l'énergie RWE, qui a obtenu plus de 40 000 kilomètres carrés de gisements de pétrole et de gaz. C'est la firme allemande Siemens qui a joué le rôle majeur dans les énormes investissements du gigantesque projet "Great Man Made River" : le plus grand projet d'irrigation au monde, un réseau de pipelines pour amener l'eau depuis la nappe aquifère de la Nubie jusqu'au désert du Sahara. Plus de 1 300 puits, souvent à plus de cinq cents mètres de profondeur qui, une fois tous les travaux terminés, devraient fournir chaque jour 6,5 millions de mètres cubes d'eau à Tripoli, Benghazi, Syrte et d'autres villes. 25 milliards de dollars qui ont attiré quelques convoitises ! De plus, avec ses pétrodollars, la Libye avait aussi engagé un très ambitieux programme pour renouveler ses infrastructures, construire des écoles et des hôpitaux et pour industrialiser le pays. Profitant de sa puissance économique, l'Allemagne a noué des partenariats économiques privilégiés avec la Libye, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe arabique. »

(http://www.michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-2-3.html)

(5) Nato Strategic Concept Seminar (Séminaire sur la nouveau concept stratégique de l'OTAN), Washington, 23 février 2010.

DÉSENCLAVER ISRAËL, JOUER L'ISLAM SUNNITE CONTRE L'ISLAM CHIITE

La stratégie du chaos mise en place depuis le 11 septembre 2001 vise de facto à déclencher des conflits multiples avec cette idée « qu'ils s'en tuent le plus possible ». Sous le couvert d'une guerre de civilisation, relancer la croissance du grand marché de l'armement. Pour la première fois (selon une étude du Stockholm International Peace Research Institute [Sipri]) depuis le milieu des années 1990, les ventes des cent premiers fabricants mondiaux d'armements ont diminué en 2011,

Si nous observons bien la situation, nous voyons que depuis le pacte du Quincy de février 1945 entre les Américains et l'Arabie Saoudite (garantie de la stabilité politique du royaume et de la dynastie saoudienne contre garantie de la fourniture d'énergie), puis la création en 1947 de l'Etat d'Israël par les terroristes de l'Irgoun et de Stern (organisations armées sionistes dans la Palestine sous mandat britannique), la poudrière du Moyen- Orient a gagné du territoire. C'est maintenant le « grand Moyen-Orient » (notion inventée par les les tratèges de Bush) qui s'enflamme. Tout cela convient parfaitement à l'Etat d'Israël qui dessert l'étau autour de lui, qui l'empêche d'agir contre la menace iranienne. Récemment il a même mis de l'huile sur le feu, en attaquant la Syrie, pas pour aider les rebelles « islamistes » mais pour équilibrer les forces en présence, sa priorité étant d'en finir avec le Hezbollah avant que Bachar el Assad ne lui livre des armes.

Ce n'est certes pas un hasard si le Qatar est aujourd'hui courtisé (comme le fut Kadhafi) : il a comme tous les émirats une manne financière suffisante pour soutenir indirectement l'industrie française (6). de l'armement, des commandes d'avions Rafales sont en jeu et la France ne s'engage pas à favoriser l'émergence (au nom de la laîcité) d'un islamisme sunnite pour rien. Le Qatar est accusé par les médias d'armer les islamistes au Mali les mêmes que la France soutien contre la Syrie de Bachar el Assad. Le Qatar a deux pistolets sur ses tempes une base américaine et une française. Il est par conséquent douteux que le Qatar soutienne militairement les djiadhistes sans l'accord de l'OTAN. Les sites islamistes eux mêmes dénoncent le Qatar comme un agent du Mossad issarélien.

LA SIGNIFICATION DU DÉPLOIEMENT D'AFRICOM

Il n'est pas possible de comprendre le rôle de l'intervention française au Mali sans jeter un œil sur les intentions de l'Oncle Sam sur l'Afrique. Elles sont de se positionner militairement en Afrique. Si en 1983, les Etats-Unis laissaient la majeure partie du continent africain sous commandement des

(6) Le Qatar est un client privilégié de la France au Moyen-Orient, avec 450 millions d'euros de prises de commandes depuis 2007, et 200 millions d'euros de matériel délivré.

Européens l'ayant colonisé, il n'en est plus de même actuellement. En effet depuis les années 1990, les Etats-Unis veulent prendre pied directement en Afrique par le truchement d'Africom (en anglais United States Africa Command). La vague d'attentats contre les ambassades américaines en 1998 à Nairobi, au Kenya, et Dar-es-Salam, en Tanzanie, va leur donner l'argument pour Africom.

A cet effet, un état major spécifique pour le continent africain a été mis en place à partir de l'été 2006. Annoncé officiellement par l'administration Bush le 6 février 2007, il commença à fonctionner en octobre 2008 sous le commandement du général afro-américain William E.Ward (7). A ce jour toutes les tentatives américaines en Afrique se sont soldées par un désastre : échec de la bataille de Mogadiscio en Somalie en 1992-1993 (8) ; vains efforts pour former l'armée malienne (coût 500 millions de dollars) pour voir au final ces soldats d'élites se retourner et mener un coup d'Etat dirigé par un officier entraîné par les Américains.

Il semble que ceux-ci viennent de mettre les bouchées doubles ; ils n'ont même plus besoin d'installer le siège social d'Africom dans un Etat africain, les portes s'ouvrent toutes seules. Au Congo-Kinshasa, c'est à la demande de Joseph Kabila qu'ils vont former un bataillon de mille soldats – un projet Africom, a déclaré le général Richard Sherlock à Bruxelles. Cinquante formateurs seront de l'armée et trente de la Société militaire privée (SMP) MPRI, célèbre pour ses interventions en Bosnie, Afghanistan, Irak et Guinée équatoriale. Au Niger, selon le quotidien britannique *The Guardian,* les Etats-Unis auraient obtenu l'autorisation d'installer une base de drones pour contrôler les activités des djiadhistes au Sahel. 300 militaires et une SMP accompagnent le projet. Même l'Algérie, toujours traumatisée par la victoire électorale du FIS en 1991, est entrée en collaboration avec les Etats-Unis, qui disposeraient d'une base d'écoute secrète dans le sud algérien où des soldats d'élite algériens et américains s'entraînant ensemble ont été filmés par la chaîne ABC. Le Sénégal s'était même proposé d'accueillir le siège d'Africom (situé à Stuttgart en Allemagne), en concurrence avec le Libéria et l'Ethiopie. Bécaye Diop, ministre des forces armées sénégalaises, va dire que « Sur le plan de la formation, nous souhaitons que ça aille de l'avant. Nous voulons que les échanges soient plus permanents ».

LEUR CAUSE N'EST PAS LA NÔTRE

Le tableau que nous venons de brosser ne concerne que les rivalités inter-capitalistes et elles ne nous concernent que dans la mesure où le prolétariat se laisserait entraîner dans des camps et causes bourgeoises. Autrement nous allons parler comme eux : « Qu'ils s'entretuent le plus possible. » Pour le moment c'est la barbarie qui règne, et rien ne laisse supposer une montée en force d'un mouvement purement prolétaire au Proche-Orient (sauf peut être en Egypte). Actuellement toute cette zone plonge plutôt dans l'obscurantisme islamiste et la guerre, qui peut se solder une fois de plus comme en Irak par des combats entre chiites et sunnites. Ce qui est manifeste en Syrie, mais suppose une guerre

(7) Ancien coordinateur de la sécurité entre Israël et l'Autorité palestinienne, William E.Ward sera remplacé le 8 mars 2011 par le général Carter Ham.

(8) Voir à ce sujet le film de Ridley Scott en 2002 *La Chute du faucon noir.*

d'une autre dimension ensuite, dont nous connaissons déjà la ligne de démarcation : « communauté internationale », « démocratie » contre les dictatures en Chine, Corée du Nord, Iran, au Brésil, à Cuba, en Inde, Russie... Des retournements selon les intérêts de chacun sont à prévoir, mais globalement c'est bien une guerre entre l'Occident et l'Orient qui se profile, une guerre dite de « civilisation » – à laquelle nous devons répondre par « socialisme ou barbarie » ou « communisme ou civilisation ».

Derrière les Etats-nations, il y a toujours le capital total dont la nature même le pousse à l'expropriation et à l'exploitation de l'homme par l'homme. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme disait Marx dans le *Manifeste communiste,* et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Telle est la seule initiative qu'il nous faut mettre en avant, le reste n'est qu'aménagement de rivalités bourgeoises.

G. Bad 12 mars 2013

DANS LES PUBLICATIONS

◆ « Mali : chronique d'une guerre annoncée », dans *Courant alternatif* n° 227 (février 2013).

◆ « Mali : Areva vaut bien une guerre » : « Finie la Françafrique ? Décidément non et, malgré les beaux discours de Hollande, le PS et l'UMP, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. (http://www.alternativelibertaire.org/spip.php?article5138, 16 janvier 2013),

◆ « Les Maliennes et les Maliens opposés à l'intervention française doivent pouvoir s'exprimer en France » : Aminata Traoré (ancienne ministre démissionnaire de la culture du Mali, initiatrice de l'appel des Femmes du Mali contre la guerre), a été invitée à Paris pour exposer ses prises de position contre l'intervention française, lors d'une réunion publique prévue le 22 avril. Alors qu'elle a pu se rendre à Berlin du 17 au 19 avril, elle a été informée par l'ambassade d'Allemagne que la France avait empêché l'obtention d'un visa pour tous les pays Schengen. Une pétition a été lancée pour protester contre l'interdiction signifiée à cette femme politique de venir en France (http://www.alternativelibertaire.org/spip.php?article5289).

◆ « Au Mali comme ailleurs, guerre de classe contre guerre impérialiste », sur http://ainfos.ca/fr/ainfos 09855.html (29 janvier 2013) : « Des groupes fascistes religieux sèment la terreur dans le nord Mali (...) Ces groupes se développent sur un terreau de misère sociale dont la source est le capitalisme, misère sociale renforcée par le néo-colonialisme. (...) La crise alimentaire que les accapareurs de grains provoquent par la spéculation capitaliste et l'exploitation des paysans est l'un des facteurs important du développement des fascistes au nord Mali. (...) Ils profitent également de la discrimination historique faites aux minorités touarègues et arabes (...) Nous réaffirmons notre conviction que seule l'autoorganisation et l'autodéfense populaires, hors de toute logique raciste et identitaire, sont à même de combattre la peste fasciste, tout en se préservant du choléra impérialiste. » (Coordination des Groupes Anarchistes.)

LE RETOUR DU BAIN DE SANG EN AFRIQUE DU SUD

LES SUITES DES GRÈVES DE L'ÉTÉ 2012

En 2012, plus de 60 travailleurs ont été massacrés en Afrique du Sud, on ne recense pas les blessés ; et 250 mineurs arrêtés après la tuerie de Marikana sont actuellement traduits en justice. Apparemment ce que nous avions décrit dans le n° 142 d'*Echanges* (hiver 2012-2013, p. 17) sous le titre « Le mouvement spontané des mineurs d'Afrique du Sud, ses causes et ses conséquences », semble aujourd'hui avoir perdu de son intensité malgré de fréquents soubresauts dans les mines, son extension chez les ouvriers agricoles des immenses fermes de la région du Cap et la récurrence des émeutes dans les townships où s'entassent dans la misère les chômeurs (plus de 25 % admis publiquement), les précaires parmi les précaires des mines et de l'agriculture.

Le but de cette répression brutale – ramener les exploités dans les canaux de l'encadrement policier et syndical –, au-delà de la spontanéité du mouvement et d'auto-organisation de la lutte à la base, pourrait avoir eu pour fonction d'aménager la forme et le contenu de cet encadrement, en raison de l'incapacité des organisations politiques et syndicales officielles d'assumer leur rôle traditionnel.

Les gains excessivement médiocres de ces luttes, dans les secteurs minier et agricole, essentiellement des augmentations de salaires qui, dans les mines s'échelonnent de 10 % à 22 % (avec une exception pour les *drill operators* de Lonmin) et moins encore pour les plus misérables s'il en fut, les travailleurs agricoles, ne sauraient modifier quoi que ce soit de l'ensemble des conditions de travail et de vie.

Au cours de l'année 2012, les luttes ont été marquées par une différenciation entre deux catégories de travailleurs : d'un côté les travailleurs les plus exploités, sans qualification, essentiellement précaires dans les secteurs au taux élevé d'exploitation, la fraction la plus pauvre et la plus précaire du prolétariat, ceux qui sont entrés en lutte ; de l'autre, les travailleurs de l'industrie et des services publics moins précarisés qui se sont pratiquement dissociés, désolidarisés en quelque sorte de la lutte des autres prolétaires.

Comme dans tous les Etats du monde,

Le degré zéro de l'exploitation du travail
Les « zama zama » d'Afrique du Sud

Quand les multinationales abandonnent un filon ou un puits de mine, voire toute une mine, parce que l'exploitation n'en est plus rentable dans les conditions actuelles du marché mondial, la mine abandonnée se peuple de fantômes reprenant l'exploitation dans les conditions les plus terribles : ce sont les zama zama (1). En 2009, 86 de ces travailleurs clandestins meurent asphyxiés ; en novembre 2012, 20 sont tués dans un effondrement.

C'est un monde du secret aux mains de cartels maffieux où, dans l'obscurité des profondeurs, la règle est la plus extrême violence. S'ils enfreignent les règles internes édictées par les cartels c'est la correction physique, plus souvent la mort ou la livraison à la police. Certains sont au fond par 40° pendant des mois sans voir le jour, devant payer leur ravitaillement lui aussi aux mains des cartels illégaux. Personne ne sait combien ils sont – des dizaines de milliers, plus de 100 000 peut-être. La répression est impuissante à endiguer le mouvement.

Toute une chaîne industrielle clandestine extrait l'or du minerai (1 g d'or pour un kilo de minerai, soit 25 euros) en surface dans des ateliers clandestins camouflés dans les townships. Toute une autre chaîne clandestine écoule la production d'or ; puis, cette chaîne devient respectable et on entre alors dans le circuit habituel des multinationales qui récupèrent une production, marginale mais non négligeable, à des coûts de production inégalés.

De telles pratiques, avec des variantes et concernant toutes sortes de minerais, dont le charbon, existent dans le monde entier, en particulier dans toute l'Afrique subsaharienne, en Chine, en Inde, en Amérique du Sud et même en Europe, par exemple en Pologne.

Tout cela n'est sans doute pas nouveau mais le capitalisme moderne s'accommode fort bien de tels niveaux d'exploitation, tirant de toute activité humaine le profit maximum. Y compris de ces pratiques dans des zones qu'il néglige parce qu'il les juge non rentables dans les conditions « normales » d'exploitation du travail (2).

(1) En dialecte zoulou zama zama signifie « celui qui saisit l'occasion ».

(2) « Pirates des mines », *Le Monde*, 31 août 2012.

les exploitations capitalistes en Afrique du Sud, notamment celles qui sont exportatrices sur le marché mondial (essentiellement les mines et la production agricole) ont subi lourdement l'impact de la crise mondiale : dans notre précédent article nous avions souligné les problèmes spécifiques de l'industrie minière qui ont conduit le patronat à durcir les conditions d'exploitation, voire à abandonner des exploitations non rentables impossibles à mécaniser pour des mines mondiales plus productives. De même les exploitations agricoles sont coincées entre une mécanisation réduisant les coûts de la main-d'œuvre ou l'exode vers d'autres pays d'Afrique à plus bas coût de main-d'œuvre.

Les grèves et les faibles hausses de salaires causées par ce durcissement des conditions de travail ont eu un effet boomerang aggravant les effets de la compétition mondiale et de la crise.

Les réponses des appareils de contrôle social

L'appareil de gestion politique et syndical de l'exploitation capitaliste (notamment à travers des multinationales) mis en place depuis la fin de l'apartheid en 1991 ayant difficilement surmonté la révolte de la masse des sous-prolétaires non seulement miniers et agricoles mais aussi chômeurs des townships, des structures de remplacement se sont mis en place. Leur fonction est de toute évidence de surfer sur cette révolte, de la canaliser sans que cela constitue une rupture véritable tant dans les hommes que dans les ambitions politiques.

Cela fait déjà plusieurs années qu'une nouvelle fédération syndicale, l'Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU) (1), tente de tailler des croupières la fédération syndicale dominante, le Congress of South African Trade Unions (Cosatu), et au syndicat des mines affilié, le National Union of Miners (NUM). La révolte des mineurs lui a offert l'opportunité de prendre les devants sur le NUM dans certaines mines et d'entrer à la table des « grands » dans les négociations patronales. D'ores et déjà, dans certains conflits, l'AMCU est intervenue pour une reprise du travail lors de grèves sauvages. Il lui est toutefois difficile de se différencier nettement des pratiques du Cosatu car les leaders de l'AMCU ont participé au système de prébende et de corruption du Cosatu, qui garde une influence importante auprès des employés et des professionnels du secteur minier et plus encore auprès des travailleurs des services publics et du secteur industriel.

Mais, tout au moins dans le secteur minier, on semble s'acheminer vers un pluralisme syndical. La seule crainte dans les sphères économiques est que la surenchère (parfois accompagnée de violence) entre les deux confédérations syndicales conduise à rendre incontrôlable la violence latente, alors que les nuages s'accumulent autour de la fermeture des mines et les licenciements qui s'ensuivent.

---

(1) L'Association of Mineworkers and Construction Union, fédération syndicale formée en 1998 par une scission du NUM, le syndicat des mineurs affilié à la fédération Cosatu, branche syndicale de l'ANC. Son leader, Mathungwa, a été exclu du NUM pour sa combativité, d'où sa popularité chez les travailleurs temporaires des sous-traitants. Indéniablement actif dans les grèves de l'été 2012, l'AMCU joue présentement le rôle traditionnel ambigu des syndicats pour conquérir une représentativité dans les pourparlers concernant les salaires et les conditions de travail, dans une sorte de partage avec le NUM dont la base dans les mines reste les employés, les techniciens et les travailleurs permanents.

Cette crainte semble s'éloigner car le 19 février 2013, pour la première fois, les leaders des deux syndicats ennemis ont accepté de se rencontrer pour éviter le retour des violences des grèves de l'été passé. Tout dépend des réactions de la base. Ce même 19 février, dans une des mines de Rustemburg d'Amplats, 1 000 mineurs du syndicat AMCU attaquent les bureaux du NUM et les quatre syndicalistes présents sont sauvés par les sbires de la sécurité, qui font treize blessés ; il s'ensuit une grève d'une journée, le 20, et la menace d'Amplats de cesser toute opération en Afrique du Sud.

On trouve une situation similaire sur le plan politique. La coalition de l'African National Congress (ANC) et du South African Communist Party (SACP), au pouvoir depuis la fin de l'apartheid avec l'appui du Cosatu, pouvait sembler avoir traversé la crise sociale sans que soit mis en cause sa collaboration-intégration dans les structures du capitalisme. « Le pouvoir repose sur l'alliance manipulée par l'ANC qui, sans documents ou une constitution écrite est une hydre politique sans structures et institutions entre le business et les éléments criminels (2). »

L'ANC tenait en décembre son congrès et son leader Zuma (3) a été réélu avec 75 % des suffrages, mais un autre personnage, qui semble être une étoile montante de la politique, a été désigné comme vice-président : Cyril Ramaphosa (4). Ce dernier a toute la confiance des milieux d'affaires. Ceux-ci n'ont pu qu'approuver le rejet par ce congrès de toute nationalisation et d'un programme de relance de l'économie par des projets plus ou moins keynésiens (travaux publics et autres). Les déclarations lénifiantes « d'éliminer la pauvreté » n'inquiètent guère car ces mêmes milieux constatent que « ce que nous pouvons voir c'est un mieux en matière de relations publiques et une voix favorable aux investissements mais peu de changements sur le terrain ».

Pourtant, comme l'avenir reste très incertain notamment quant aux exploitations minières, d'autres projets politiques voient déjà le jour « au cas où ». Ce n'est pas tant la formation en décembre 2012 d'un Workers Socialist Party d'obédience trotskyste prônant un programme social-démocrate (5) qui peut modifier les perspectives politiques, mais l'émergence d'un concurrent plus sérieux, « solution de rechange » à la domination de l'ANC, qui agréerait aux milieux d'affaires ; une solution plus liée aux milieux d'affaires internationaux qu'aux coteries du clientélisme et de la corruption de la mafia nationale qui domine encore le pays. Dans ce contexte, la création par Mamphela Ramphele (6) d'un parti

---

(2) « L'African National Congress est une petite coterie de businessmen noirs, d'autres du secteur privé dominé par les Blancs » (Plaut et Holder, *Who rules South Africa*, Jonathan Ball ed).

(3) Zuma est connu également pour différents scandales économiques et financiers dans sa province du Zululand et son goût marqué pour la richesse ostentatoire.

(4) Ramaphosa, un des fondateurs du NUM, vétéran de la lutte anti-apartheid, est aussi la seconde fortune de l'Afrique du Sud. Il est totalement intégré dans le monde des affaires et siège notamment au conseil d'administration de Lonmin, la mine de la révolte et des massacres de l'été dernier et est connu pour avoir appelé à l'intervention policière pour briser la grève sauvage. Sa nomination ne peut que rassurer les milieux capitalistes.

(5) Le Workers Socialist Party est une émanation du courant trotskyste international CWI. Il était jusqu'alors présent en Afrique du Sud sous le nom de Democratic Socialist Movement et est parvenu à regrouper sous le drapeau du nouveau parti des représentants des mineurs actifs pendant les grèves de l'été.

(6) Une des leaders de ce courant pour une solution politique de rechange est Mamphela Ramphele, elle aussi

Agang (Construire) semble anticiper des troubles à venir, traduisant l'impuissance de l'ANC à faire face à la situation autrement que par un nouveau massacre.

Les luttes récentes et la latence du conflit social dans le contexte de la crise mondiale

Ces remous syndicaux et politiques ne doivent pas être pris à la légère car, en ce début d'année 2013, le feu couve toujours comme en témoignent les derniers remous sociaux.

Le 15 décembre 2012, 1 000 mineurs de la mine d'or Harmony Gold à Carltonville se mettent en grève sauvage au fond de la mine, protestant contre le licenciement d'un des leurs. Un meeting de protestation de 600 mineurs à l'extérieur de la mine est attaqué par la police : cinq blessés. Le syndicat AMCU intervient pour faire cesser la grève et engager des pourparlers. Mais une sorte de guérilla s'installe suite à 578 licenciements. Le 4 janvier, après les fêtes, des milliers de mineurs sont expulsés des hôtels de la mine et la mine est fermée temporairement. En février il y a toujours des pourparlers avec le NUM et l'AMCU pour la réouverture de la mine.

vétéran de la lutte anti-apartheid (elle fut de l'organisation Black Consciousness et la compagne de Steve Biko assassiné par les Blancs) ; elle est aussi devenue liée aux milieux d'affaires et est présidente de la compagnie minière Gold Fields, présidente du groupe financier Cercle Capital Ventures, membre du conseil d'administration de la Rockfeller Fondation, cadre supérieur de la Banque Mondiale (directeur responsable du développement humain) et vice-chancelière de l'Université du Cap (« Antiapartheid leader eyes up ANC Challenge », *Financial Times*, 12 février 2013). La première plate-forme du nouveau parti Agang dénonce « L'échec massif du gouvernement » et la perte de « toute autorité morale et de tout respect international » (*Financial Times*, 22 février 2013).

Après avoir constaté que ses profits semestriels ont été amputés des deux tiers suite aux grèves de l'été 2012, la filiale d'Impala Platinum-Amplats, second producteur mondial, essentiellement basé en Afrique du Sud, annonce le 12 janvier 2013 la fermeture de deux mines et la cession d'une autre, ce qui signifie 14 000 licenciements secs. Le 15 janvier, l'équipe de nuit refuse de descendre à Rustenburg mais la grève sauvage cesse le 17 ; légalement un délai de deux mois est requis avant la fermeture définitive.

Les ouvriers agricoles des fermes industrielles de la province du Cap s'étaient mis en grève sauvage le 27 août 2012. Cette grève avait pris des allures de jacqueries avec des incendies de bâtiments, des destructions de cultures et de récoltes et une répression qui avait laissé morts et blessés. Pour endiguer le mouvement, devant l'impuissance de la centrale syndicale Cosatu, un comité ad hoc avait été constitué avec des représentants des autorités religieuses, syndicales et des politiciens locaux qui sur la promesse de pourparlers pour une augmentation de salaires (présentement de 4 à 7 euros par jour, la revendication étant de 15 euros jour) avait réussi à faire suspendre la grève. Une date limite avait été fixée au 4 décembre. Comme rien ne venait, la grève reprend le 9 janvier avec son même cortège de violence : journalistes molestés, voitures incendiées, un « meneur » blessé, un ouvrier tué, près de 200 arrestations. Mais certains patrons, craignant pour leur récolte (c'est l'époque des vendanges), cèdent et négocient avec « leurs » travailleurs la reprise pour 10 euros par jour.

La rupture du front patronal autorise le Cosatu à annoncer la reprise des pourparlers pour un même montant et la suspension de la grève qui cesse effectivement le

22 janvier 2013. Début février, le gouvernement fixe autoritairement un salaire minimum dans l'agriculture à 11,77 euros par jour, une augmentation de 52 % dont le montant reste dérisoire, à supposer même qu'il soit appliqué en raison du présent rapport de forces. En même temps, au-delà de la répression directe policière et judiciaire, les patrons licencient à tour de bras tant chez les ouvriers agricoles temporaires que chez les permanents. Le désespoir et l'impuissance accompagnent cette fin de grève ce qui laisse présager d'autres flambées de violence. Du côté patronal, la menace de « délocalisation » des fermes dans l'Afrique subsaharienne reste un instrument de chantage ; il y a de réelles possiblités de transfert d'exploitaions mais elles restent peu importantes eu égard à l'importance du secteur (7).

Partout en Afrique du Sud, la tension reste palpable et, indépendamment des luttes ouvrières, les révoltes locales restent la toile de fond du quotidien dans les townships.

On ne sait trop pourquoi une révolte éclate le dimanche 20 janvier à Sasolburg après un meeting officiel expliquant un regroupement administratif. Au temps de l'apartheid cette ville industrielle nouvelle avait une « réserve » de Noirs, Zamdela, qui est devenues une township. Dans une ville de 25 000 habitants peuplée à 70 % de Blancs, ce regroupement administratif devait vraisemblablement être défavorable aux Noirs car la révolte a éclaté immédiatement après ce meeting. Une fois de plus cela illustre la tension latente que la moindre étincelle peut faire exploser. La révolte a duré trois jours avec barricades, incendies, pillages, attaques de commissariat mais aussi deux morts (par balles), des blessés et plus de 150 arrestations.

H. S.

(7) Bien qu'exploitant 10 % de la main-d'œuvre totale d'Afrique du Sud, l'agriculture ne représente que 3 % du PIB. Un tiers de la production agricole est exportée mais cela ne représente que 8 % du total en valeur des exportations. Sur les 40 000 fermes commerciales employant sous différents statuts 650 000 travailleurs, 2 900 fermes exploitent plus de 50 travailleurs dont près de 700 plus de 150. L'exode des fermes vers d'autres pays d'Afrique serait évalué à 50 chaque mois ce qui relativise les menaces de délocalisation d'autant plus que les fermes ne sont pas abandonnées mais cédées (concentration ou reprise).

DE L'UTILISATION DE LA « DÉMOCRATIE SYNDICALE »

L'HISTOIRE ÉDIFIANTE DES ÉLECTIONS SYNDICALES DANS LES USINES FOXCONN

PARTOUT OÙ IL Y A EXPLOITATION DE LA FORCE DE TRAVAIL (FOXCONN, MULTINATIONALE TAIWANAISE EXPLOITE RIEN QU'EN CHINE CONTINENTALE 1 200 000 TRAVAILLEURS DANS DES USINES DISPERSÉES DANS TOUT LE PAYS) SE POSE LE PROBLEME DES RELATIONS ENTRE L'ENCADREMENT ET LES TRAVAILLEURS (ENTRE LE CAPITAL ET LE TRAVAIL). DANS LES USINES FOXCONN, les conditions de travail sont telles que s'est développé tout un éventail de résistances, depuis les grèves, le turnover, jusqu'aux suicides spectaculaires, à une dimension telle que les médias internationaux ont été contraints de les commenter ; d'autant que Foxconn n'est qu'un sous-traitant spécialisé dans l'électronique, fabriquant notamment le iPad et autres produits Apple. Dénonciation « humanitaire » mais aussi « concurrentielle ». C'est pour préserver son image de marque dans cette féroce compétition qu'Apple s'est trouvé à l'origine de ce battage médiatique sur l'instauration de syndicats « indépendants » et d'élections syndicales « libres » chez Foxconn en Chine.

Pourtant, depuis des années, à Foxconn et ailleurs en Chine, de nombreuses tentatives ont été faites pour tenter de régler « pacifiquement » les conflits du travail parfois violents. Mais ces tentatives n'ont guère donné de résultats car, restant toujours sous la domination du parti, des patrons et du seul syndicat officiel (ACFTU), elles ne se sont jamais, même de manière réformiste, souciées de l'intérêt des travailleurs ; lesquels les ignorent le plus souvent. Le problème d'une représentation syndicale « indépendante » mieux adaptée aux situations de conflit restait donc entier. Les dirigeants du Parti communiste chinois en sont bien conscients, soucieux pour la préservation de leur pouvoir d'éviter que les conflits sociaux ne se transforment en conflits politiques.

En 2012, suite à d'importants conflits locaux dans le sud de la Chine à Shenzhen et

Photo publiée en mars par Apple sur son site iphone.com, avec la légende : « Foxconn nie toute grève dans leur usine... » (sic), en illustration d'un article intitulé « iPhone 5S : la production a déjà commencé chez Foxconn ». World socialist website (www.wsws.org/fr/articles/2013/avr2013/china10.shtml), qui lui-même cite un site internet dissident en langue chinoise, China Jasmine Revolution, rapporte que plusieurs milliers de travailleurs de l'usine Foxconn de Foshan, dans la province du Guangdong, se sont mis en grève contre un plan de licenciement secret. Foxconn serait en train de transférer le site à Yangtai (Shandong), où les salaires sont plus bas. Un autre conflit a eu lieu au sujet de suppressions d'emplois à l'usine Foxconn de Longhua, à Shenzhen (Guangdong). Le site internet AppleInsider a relaté le 5 avril, en citant le service de microblogging Weibo de la Chine, qu'un travailleur avait tenté de se suicider en sautant du toit de l'usine, puis que trois autres travailleurs avaient menacé de sauter du même toit. Foxconn a reconnu ces faits. Les entreprises chinoises sont confrontées à une plus grande compétitivité de la part des économies industrialisées avancées. Selon la firme de conseil Hackett Group, l'écart entre les coûts de fabrication aux Etats-Unis et ceux en Chine s'est réduit presque de moitié ces huit dernières années et va probablement chuter à tout juste 16 % cette année ; des réductions de salaire énormes ont été imposées aux travailleurs américains. D'autres sociétés d'exportation chinoises connaissent des protestations et des grèves.

dans le Guangdong, les autorités incitent les entreprises à organiser des élections pour des représentants syndicaux. Mais très peu suivirent ce conseil. Le projet de Foxconn prenait, vu la taille de l'entreprise, une dimension nationale qui pouvait servir de modèle.

Avant d'examiner en détail le contenu réel de cette « démocratie syndicale à la sauce chinoise », il importe de revenir aux arrières plans de ce que l'on peut appeler « l'affaire Apple ». En 1998 fut fondée aux Etats-Unis une « Fair Labor Association » (FLA) à l'initiative du président américain Clinton, une ONG basée à Washington administrée par un comité de 18 membres (six universitaires, six patrons, six ONG) et chargée « d'améliorer les conditions de travail pour des millions de travailleurs dans le monde ». Etant donné qu'il existe un organisme de réputation internationale, l'Organisation internationale du travail (OIT) basée à Genève et dépendante de l'ONU, on peut deviner le but de cette nouvelle machine de guerre économique américaine destinée à lutter contre les délocalisations en poussant à l'augmentation du coût du travail dans les pays de relocalisation, d'autant plus que son président est un ancien fonctionnaire de l'OIT, Van Heerden. Le financement de cette association était assuré par les contributions des entreprises adhérentes, celles-là même qui pouvaient faire l'objet de ce contrôle notamment pour leurs activités directes ou indirectes dans les pays en développement. Bien que le slogan de l'association en question fût « protéger les travailleurs est le meilleur moyen

de faire des affaires », bien peu de compagnies profitèrent de cette prétendue aubaine : en 2008, les audits sur les conditions de travail n'avaient concerné que 126 000 travailleurs de 4 500 usines, une goutte d'eau dans l'océan de l'exploitation capitaliste mondiale. De plus, sauf pour l'Amérique centrale, l'essentiel de cette activité concernait les pays de délocalisations du Sud-Est asiatique.

Le fait est que jusqu'à récemment, les multinationales ignoraient totalement cette ONG. Pourquoi Apple et à sa remorque Foxconn voulurent-elles soudainement l'utiliser comme caution de la « bonne condition » des travailleurs qu'elles exploitaient, alors qu'il était depuis longtemps de notoriété publique que Foxconn était un modèle de dureté de ces conditions ?

Le 25 janvier 2012, le *New York Times* publiait un article édifiant sur les conditions de travail chez Foxconn en insistant sur la fabrication des iPad d'Apple. Le 13 janvier, ayant eu vent de cette publication et cette fois soucieux de son image de marque, Apple adhérait à la FLA et demandait un audit sur les usines Foxconn en Chine. Le président de FLA (qui ne parle pas chinois) se rendit en Chine toutes affaires cessantes pour une tournée des popotes dans les usines Foxconn et publia le 16 janvier une sorte de contre-rapport dans lequel il constatait que « les installations sont de premier ordre ... les conditions physiques sont bonnes, bien supérieures aux normes chinoises... Foxconn n'est nullement un "sweatshop"... les travailleurs parlent sans crainte et ne sont pas du tout tendus ».

Tout était donc pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais cela ne suffisait pas pour l'image de marque d'Apple qui incita la FLA à intervenir pour l'organisation d'« élections syndicales libres » dans les usines chinoises de Foxconn. L'entreprise prétend s'être déjà engagée dans cette voie de « démocratisation » après avoir « encouragé » en 2007 la formation d'un syndicat maison, Foxconn Federation of Labor Union, qui a élu en 2008 des représentants syndicaux pour trois ans ; mais les candidats avaient été choisis par la direction parmi les contremaîtres et les plus anciens travailleurs, et la plupart des membres actuels des comités syndicaux sont des cadres.

Ce qui est présenté comme une avancée est en fait une extension aux « jeunes travailleurs » du droit de vote et de candidature « libre » à l'intérieur des structures syndicales existantes. Une brochure, *Guide pour les jeunes travailleurs dans le processus électoral,* a été distribuée dans toutes les usines aux travailleurs qui apparemment ne connaissent rien de leurs « nouveaux droits ». La question « qui votera ? » est essentielle quand on sait que la durée moyenne de présence chez Foxconn est de treize mois. Pour le moment, on n'en sait guère plus, car le battage médiatique ne révèle rien et est présentement éteint, au-delà de son effet d'annonce pour Apple.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS

Chine

◆ *Reebok's Chinese Trade Union Experiment : Five Years On Update on the democratically elected union at the Shun Da Sporting Goods Corporation Fuzhou City,* rapport officiel sur une expérience syndicale en Chine (en anglais, copie à Echanges par courrier électronique ou papier).

ARCHÉOLOGIE DU DÉCLIN

L'ÉVISCÉRATION DE L'AMÉRIQUE

Le texte qui suit, de Steve Fraser, traduit de la revue américaine « The Nation », donne un tableau édifiant de la situation sociale aux Etats-Unis. Il est paru en anglais en décembre 2012 d'abord sur le site Tomdispatch.com puis sur http://www.thenation.com/article/171563/hollowing-out-america

NOUS SOMMES MENACÉS « d'endettement apocalyptique ». On nous dit que, selon l'identité du vainqueur des élections à Washington, soit nous serons en chute libre au-dessus du gouffre fiscal, soit nous amorcerons une glissade vertigineuse vers le fond. Aussi sinistres que puissent paraître ces deux scénarios, la mise en scène sonne faux, comme un parc d'attractions qui n'a rien d'amusant. En définitive, il n'y a pas de gouffre fiscal ou, du moins, il n'y en avait pas avant que les deux partis ne l'aient créé.

Et pourtant, le fond du gouffre existe. Il s'appelle « austérité ». Mais celle-ci n'a pas attendu la dernière saison électorale ni les démêlés du candidat sortant avec le Congrès. Le gouffre, on l'a creusé il y a plus d'une génération et il n'a cessé de s'agrandir et de s'approfondir depuis. Des millions de gens y vivent depuis longtemps. L'« endettement apocalyptique » n'est que le dernier épisode de l'histoire tragique de la dépossession des travailleurs américains depuis quarante ans.

Il faut voir ce qui suit comme l'archéologie du déclin ou l'histoire de deux mondes. Tandis qu'une longue période de politiques d'austérité vidait l'Amérique profonde, les analystes quantitatifs, les traders et les experts financiers de Wall Street engloutissaient des quantités toujours plus grandes des ressources de la nation. C'était une autre Grande Migration – mais, au lieu de personnes, ce sont des millions de dollars que l'on a extraits de l'Amérique industrielle et que l'on a transformés en « instruments financiers » et en nouvelles formes de richesse exotiques. Si les ouvriers américains en ont été les victimes particulières, alors c'est la haute finance qui les a dévorés.

http://www.gentside.com/voyage/un-batiment-abandonne-de-north-brother-island-a-new-york_pic121051.html

Images du Musée

Au milieu des années 1970, Hugh Carey, alors gouverneur de New York, remarquait déjà l'évidement de son coin d'Amérique. Car la ville de New York était menacée de faillite. De nombreuses autres villes et de nombreux autres Etats dans ce qu'il était convenu d'appeler la « Ceinture de Glace » étaient dans le même état. Comme l'a dit Carey, le mo ıde yankee était en passe de devenir « un grand musée national » où les touristes pourraient voir « les grandes gares de chemin de fer où circulaient les trains jadis ».

Il s'avéra que cela n'intéressait pas les touristes. Il se peut que les gares abandonnées aient un certain charme qui donne froid dans le dos, mais le reste du musée était rempli d'objets provenant de destructions récentes, trop déprimants pour que l'on puisse s'en amuser. Il est exact qu'un siècle auparavant, pendant le premier Age d'or, la haute bourgeoisie se distrayait en effectuant des visites guidées du demi-monde urbain, frissonnant de joie dans ces lieux de dépravation exotique ou d'étrangeté ethnique. Ils se baladaient dans le « passage des chiffonniers » de New York dans le Lower East Side ou dans les fumeries d'opium de Chinatown, ou bien ils regardaient d'un œil morbide des enfants pauvres saliver devant des devantures de jouets qu'ils n'avaient aucun espoir de toucher un jour.

Les temps ont changé. On préfère à présent faire disparaître la laideur. Néanmoins, le musée national de l'homicide industriel est devenu de plus en plus grotesque, décennie après décennie, ville après ville.

Camden dans le New Jersey, par exemple, a été pendant longtemps une robuste petite ville aux industries diversifiées. Mais dès le début des années 1970, Angelo Errichetti, son maire réformateur, la décrivait ainsi : « On aurait dit que le Viêt-Cong nous avait bombardés pour se venger. Ce joyau de Camden n'était plus que l'ombre d'elle-même, infestée de rats, une ruine urbaine scandaleusement visible. Des années de négligence, d'exploitation par les marchands de sommeil, de brimades envers les locataires, d'incompétence gouvernementale, de politique à courte vue et indécise avaient transformé le secteur du logement, des affaires et les capitaux industriels de la vieille ville en corps cancéreux et infesté de rats. »

C'était il y a quarante ans, et pourtant aujourd'hui on écrit encore au sujet de Camden de nouvelles histoires sur sa chute sans fin dans un gouffre sans fond. Cela donne la mesure du temps qu'il faut pour détruire un mode de vie.

Autrefois, Youngstown dans l'Ohio était une ville typique de l'industrie lourde, elle faisait partie de la ceinture de l'acier qui s'étendait de la Pennsylvanie à l'Ohio. Tout comme à Camden, les choses commencè-

Commentaires :

Note de la traductrice (A. G.) : ce texte me laisse quand même assez perplexe : à savoir que le capitalisme n'a jamais rien fait d'autre que ce que l'auteur décrit ici avant de l'avoir fait ailleurs qu'aux Etats-Unis. Ensuite, il me semble que le texte est « faible » pour ce qui concerne l'industrialisme, qui a énormément détruit chez eux dès le XIXe siècle (la financiarisation de l'économie a commencé plus tôt que Frazer ne le dit). D'après Mumford, ce serait un trait constitutif de la nation pionnière au XIXe : on exploite à mort et on s'en va faire la même chose ailleurs quand tout est mort. Leurs villes trop grandes ne sont que des conglomérats de sols rentables depuis longtemps ; elles n'ont de villes que le nom. Elles ne ressemblent pas à grand-chose et ne sont pas bâties pour durer ni pour transmettre (à quelques exceptions près). Mumford voyait ça dès les années 1920 entre autres.
Autre chose : c'est quand même bizarre qu'au jour d'aujourd'hui, on ne compte pas la Chine parmi les pays développés, puisque « développé » semble vouloir dire industriel et capitaliste. Au rythme où vont les choses, c'est nous qui bientôt serons sous-développés.
Troisième chose : Steve Frazer n'a pas l'air trop renseigné sur ce qui se passe en Europe où on est en train de suivre le même chemin, moins brutalement peut-être, encore que ! Il serait temps de réfléchir à ce qu'on va faire dans nos ruines industrielles, c'est peut-être la chance de notre vie !
Et il ne parle absolument pas de la guerre, de l'industrie de l'armement, des innovations technologiques dans ce domaine (sur terre ou dans l'espace) ; or les Etats-Unis n'ont pratiquement pas arrêté d'être militairement « présents » ici ou là.

Remarques d'« Echanges » (H. S.) : dans un ouvrage récent, *Un million de révolutions tranquilles (travail, argent, habitat,santé, environnement), comment les citoyens changent le monde* (de Béatrice Manier, éd. Les Liens qui libèrent), un chapitre, « L'agriculture, nouvelle frontière urbaine », évoque « Detroit, laboratoire des villes post-industrielles » et « New York, pépinière de la guérilla verte » comme réponses auto-organisées à la base pour assurer un minimum de survie. En quelque sorte, le contrepoint de ce qui est décrit dans l'article ci-contre. Cela soulève d'autres questions : d'abord la dimension réelle de ces « révolutions tranquilles » ; ensuite, si elles ne contribuent pas, à défaut de mettre directement en cause le régime capitaliste, à assurer sa survie en constituant un « amortisseur social » temporaire toléré à défaut d'amortisseurs légaux. D'autre part, on peut y voir, avec Béatrice Manier, une révolution créant un autre mode d'économie et de relations sociales, développement embryonnaire certes mais réel, en quelque sorte les prémisses d'un nouveau système social excluant l'exploitation du travail et l'échange marchand. Finalement une question centrale se pose : comment le système qui reste en place avec ses puissants moyens financiers et répressifs peut-il détruire ou intégrer ces « révolutions tranquilles » qui pourraient bien n'être que des palliatifs temporaires.

rent à mal tourner dans les années 1970. De 1977 à 1987, la ville perdit 50 000 emplois dans l'acier et les industries qui en dépendaient. Dès la fin des années 1980, les années de présidence de Ronald Reagan lorsqu'il « faisait jour à nouveau en Amérique », la nuit tomba sur Youngstown : saisies, épidémie de faillites d'entreprises, et partout, effondrement des institutions communautaires, y compris les églises, les syndicats, les familles et le gouvernement municipal lui-même.

Le nombre de cambriolages, vols à main armée, agressions, doubla après la fermeture des aciéries. En l'espace de deux ans, la maltraitance des enfants augmenta de 21 % et les suicides de 70 %. Un huitième de la population du comté de Mahoning dépendait de l'aide sociale. Les rues étaient bordées de magasins fermés et des débris de maisons abandonnées : ferrailles, bardeaux, verre brisé, bardages arrachés, boîtes de conserve et balançoires rouillées. Chaque semaine, 1 500 personnes se rendaient à la soupe populaire de l'Armée du Salut.

Le *Wall Street Journal* a qualifié Youngstown de « nécropole », notant les kilomètres « d'aciéries vides et silencieuses » ainsi que la peur et la sinistrose omniprésentes. Bruce Springsteen n'allait pas tarder à commémorer ce malheur dans *The Ghost of Tom Joad.*

Si vous aviez eu la malchance de vivre dans la petite ville de Mansfield dans l'Ohio au cours des dernières quarante années, vous auriez été le témoin, dans un microcosme, de cet enfer que crée la destruction et qui s'étendait ailleurs, dans des endroits similaires. Pendant un siècle, des ateliers y avaient fabriqué diverses marchandises : poêles, pneus, acier, machines, réfrigérateurs et voitures. Par la suite, la ceinture de rouille de Mansfield commença à rétrécir, les usines fermant les unes après les autres : Dominion Electric en 1971, Mansfield Tire and Rubber (pneus et caoutchouc) en 1978, Hoover Plastics en 1980, National Seating (sièges) en 1985, Tappan Stoves (poêles) en 1986, une usine Westinghouse et Ohio Brass (laiton) en 1990, Wickes Lumber (bois de construction) en 1997, Crane Plumbing (plomberie) en 2003, Neer Manufacturing en 2007 et Smurfit Stone Container en 2009. En 2010, General Motors ferma sa plus grande et sa plus moderne usine d'étampage, et grâce à la Grande Récession, Con-Way Freight (fret), Value City et Card Camera fermèrent aussi.

« Bonnes époques » ou non, cela n'avait pas d'importance. Mansfield rétrécissait inexorablement et devenait l'équivalent urbain d'un corps émacié. Son taux de pauvreté est actuellement de 28 % et son revenu moyen est inférieur à la moyenne nationale, de 41 994 dollars. Ce qui reste d'usines n'accepte pas les syndicats et on considère que 10 dollars de l'heure est un bon salaire.

A mi-course de cet autodafé industriel, un journaliste qui regardait s'éteindre les lumières de l'usine Campbell de Youngstown, Sheet and Tube (plaques et tubes), déclara d'un air songeur que « les aciéries fermées se dressent comme les mausolées pathétiques du déclin de la puissance industrielle américaine que nous enviait le reste du monde ». Ce sombre témoignage est d'autant plus impressionnant qu'il englobe les « périodes prospères » des présidences Reagan et Clinton.

Le gouffre s'approfondit

En 1988, dans la partie la plus glaciale de la Ceinture de Glace, un reporter du *Wall Street Journal* fit l'observation suivante : « Il existe à présent deux Amériques, et elles s'éloignent l'une de l'autre un peu plus

chaque jour. » Il parlait de Eastport dans le Maine. Bien que ce fût le port le plus profond de la côte Est, il abritait peu de bateaux, des sardineries abandonnées bordaient le rivage, et ses bars étaient remplis de chômeurs ou de gens au chômage partiel. Le reporter fit remarquer qu'il avait déjà vu des scènes similaires dans une économie rurale qui s'effondrait « d'une côte à l'autre et d'une frontière à l'autre » : scieries aux volets fermés, mines abandonnées, écoles fermées, routes défoncées et aéroports fantômes.

Mettre la clé sous la porte, fermer, faire faillite : que celui qui sort le dernier éteigne la lumière !

Voilà comment les choses se présentaient dans les grandes et petites villes du pays. Les services publics de base – ramassage des ordures, police, pompiers, écoles, entretien des voieries, santé – s'atrophiaient. Et les gens qui vivaient là, aussi. Hypertension, problèmes cardiaques et digestifs, taux de mortalité étaient en hausse partout, de même que le doute, l'auto-accusation, les sentiments de culpabilité, l'anxiété, la dépression. Le tarissement de l'entraide, même parmi ceux qui avaient été amis et collègues, tourmentait autant les habitants de ces localités que les squelettes industriels qui les entouraient.

Dans les années 1980, Jack Welch, que l'on allait bientôt surnommer « Neutron Jack » à cause de son impitoyable dureté, devint PDG de General Electric et il entreprit de relever le cours de l'action en taillant dans les effectifs. Six ans lui suffirent, mais imaginez l'effet produit à Schenectady dans l'Etat de New York où 22 000 emplois disparurent ; à Louisville dans le Kentucky où 13 000 personnes cessèrent de fabriquer des appareils ; à Evendale dans l'Ohio où 12 000 personnes ne fabriquèrent plus de lampes et d'appliques ; à Pittsfield dans le Massachusetts où 8 000 ouvriers du plastique perdirent leur emploi ; et à Erie en Pennsylvanie où 6 000 travailleurs dans l'assemblage de machines reçurent leur lettre de licenciement.

La vie, telle qu'on l'avait connue chez General Electric ou dans les autres villes qui vivaient d'une entreprise unique, s'arrêta net. Dale Maharidge et Michael Williamson, deux observateurs itinérants qui, en 1984, traversaient les régions désolées du centre, parlèrent de « villes médiévales de fer rouillé » et d'un paysage invisible peuplé d'une foule de gens en transit se déplaçant au moindre espoir de trouver un emploi. Ils campaient sous les ponts, s'accrochaient aux wagons de marchandises, vivaient sous des tentes improvisées dans des marais malsains, souvent armés, ne faisant confiance à personne, vendant leur sang et trouvant leur nourriture dans les bennes à ordures.

Et ce désastre s'étendit au-delà de la Ceinture de Rouille du Nord. Le Sud et le Sud-Ouest n'échappèrent pas non plus à cette maladie dégénérative. Les deux Caroline, la Géorgie et d'autres Etats étaient parsemés d'usines textiles vides, souvent des transfuges du Nord. La moitié des emplois perdus en raison des fermetures d'entreprises ou des délocalisations l'ont été dans les Etats du Sud et du Sud-Ouest.

En 2008, à Colorado Springs dans le Colorado, on supprima un tiers de l'éclairage urbain, on vendit les hélicoptères de la police, aucun budget ne fut prévu pour l'entretien des parcs et les banlieues environnantes supprimèrent les transports publics. Au cours de la dernière Grande Récession, on a vu des villes dépendantes d'une unique industrie comme Dalton en Géorgie (capitale mondiale du tapis), ou Blakely en

Georgie (capitale mondiale de la cacahuète), ou encore Elkhart dans l'Indiana (capitale mondiale du camping-car) fermer les bibliothèques, licencier le chef de la police et prendre d'autres mesures de survie désespérées.

Et on ne peut pas oublier Détroit. C'était autrefois une ville de renommée mondiale, la quatrième du pays, remplie de bijoux architecturaux. Dans les années 1950, la population de Détroit avait le revenu moyen le plus élevé et le taux le plus élevé de propriété immobilière de l'Amérique urbaine. A présent, la « ville de l'automobile » n'est qu'un fantôme de ville qui hante l'imagination. Sa carcasse délabrée, qui comptait deux millions d'habitants il y a un quart de siècle, n'en abrite plus que neuf cent mille. Rien qu'entre 2000 et 2010, la population a subi une hémorragie de 25 %, soit presque 250 000 personnes, presque autant que ceux qui vivent dans la Nouvelle Orléans post-Katrina. C'est là, et dans d'autres centres industriels importants comme Baltimore, que des « zones mortelles » sont apparues, où des quartiers entiers sont au bord de l'effondrement sanitaire.

Un tiers de la ville de Détroit, c'est-à-dire l'équivalent de San Francisco, n'est que maisons, usines vides et friches. Pour tout démolir, on a créé une industrie de la démolition, de l'élimination des déchets et de la ferraille. Avec un taux de chômage de 29 %, certains habitants sont si pauvres qu'ils ne peuvent pas s'offrir des obsèques et les corps s'empilent dans les morgues. On prévoit même de laisser prairies et forêts regagner du terrain ou de livrer la ville à l'entreprenariat privé.

On a même privatisé le zoo municipal. Le personnel et les animaux étant réduits à la portion congrue et les salaires de survie menacés par le nouveau propriétaire, l'un des conservateurs qui travaillait avec les éléphants et les rhinocéros est parti chercher du travail ailleurs. Il l'a trouvé dans les services municipaux où il capture les chiens errants dont la population est montée en flèche puisque le paysage urbain se désertifie. On aurait dit que l'histoire avait abandonné les chiens comme leurs compagnons humains.

Retour en arrière.

Pourrait-il s'agir de la tendance bien connue du capitalisme à la « destruction créatrice » ? Est-ce l'histoire habituelle des vieux modes de vie qui disparaissent, parfois dans la douleur, sur fond de « progrès » lorsque de nouvelles merveilles les remplacent ?

Imaginons un instant le voyageur à l'époque du bestseller utopique de 1888 *Retour vers le Futur,* d'Edward Bellamy, s'éveillant dans notre Amérique contemporaine. Au lieu d'un pays prospère regorgeant de merveilles technologiques et de l'harmonie égalitaire dont rêvait Bellamy, son personnage serait fort troublé en découvrant un monde où les villes se délabrent, où les gens sont de plus en plus pauvres et de plus en plus malades, où routes et ponts s'effondrent, où les ateliers clandestin pullulent, où la population carcérale est la plus importante de la planète, où les travailleurs n'osent pas tenir tête à leur patron, où les écoles sont en échec, où les dettes s'alourdissent et où les inégalités sont plus marquées que jamais.

Une récente statistique macabre suggère à quel point les espoirs utopiques de Bellamy ont cédé la place à une réalité négative de plus en plus contre-utopique. Pour la première fois dans l'histoire américaine, l'espérance de vie des Blancs, hommes et femmes, a effectivement diminué. La durée

de vie des moins diplômés, en particulier, a diminué d'environ quatre ans depuis 1990. La chute la plus vertigineuse concerne les femmes blanches non diplômées. En moyenne, elles ont perdu cinq ans d'espérance de vie contre trois ans pour les hommes de la même catégorie.

Fait nouveau aux Etats-Unis, ces chiffres sont proches du déclin catastrophique de la population que la Russie a connu à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique. De même, entre 1985 et 2010, les Américaines sont passées de la 14e à la 41e place dans l'évaluation de l'espérance de vie des Nations Unies (et elles sont dernières parmi les pays développés). Quels que soient les facteurs qui ont abouti à cette statistique sociale, elle constitue peut-être l'instrument de mesure le plus sensible d'une société en proie à l'anorexie économique.

Dans cette histoire glaçante d'une nation développée soumise au sous-développement, il existe un autre marqueur qui sonne comme un démenti saisissant de la croyance nationale que nous entretenons depuis longtemps : pour la première fois depuis la Grande Dépression, l'ascenseur social américain redescend. Au cours de chaque décennie depuis les années 1970, moins de gens ont vu leurs revenus augmenter qu'au cours de la décennie précédente. A présent, les trentenaires américains gagnent en moyenne 12 % de moins que la génération de leurs parents au même âge. Les Danois, les Norvégiens, les Finnois, les Canadiens, les Suédois, les Allemands et les Français ont maintenant un taux de mobilité sociale vers le haut supérieur à celui des Américains. Il faut noter que 42 % des Américains qui sont tout en bas de l'échelle des salaires y restent toute leur vie, contre 25 % au Danemark et 30 % en Grande-Bretagne, pays bien connu pour sa société de classe.

Dévorer les siens

Il est devenu banal de déplorer « la disparition de la classe moyenne », et cela n'a rien d'étonnant. A l'exception de ceux qui sont dans les 10 % des revenus les plus hauts, tout le monde est dans l'ascenseur qui redescend. Les Etats-Unis ont à présent le pourcentage le plus élevé de travailleurs à bas salaires – ceux qui gagnent moins des deux tiers du salaire moyen – de toutes les nations développées. George Carlin a eu un jour ce bon mot : « On l'appelle le rêve américain parce qu'il faut être endormi pour y croire. » Et cette plaisanterie est maintenant la réalité que nous vivons les yeux ouverts.

Au cours du « long XIXe siècle », richesse et pauvreté cohabitaient. C'est à nouveau le cas. En premier lieu, le capitalisme naissant arriva à maturité en absorbant tout ce que contenaient de précieux les modes de vie et de travail précapitalistes, y compris la terre, les animaux, la force musculaire humaine, les outils et le talent, les savoir-faire et les manières d'organiser la production et de la distribuer. La richesse s'accumula dans la nouvelle économie en asséchant celle de l'ancienne.

Le « progrès » fut l'aboutissement de ces transformations économiques. Quels qu'en fussent les coûts humains et écologiques élevés, ses réussites étaient évidentes. La capacité de l'Amérique à entretenir une population de plus en plus nombreuse à un niveau croissant de bien-être matériel, d'éducation et de santé, fit sa renommée mondiale pendant un siècle et demi.

Les statistiques déplaisantes sur l'espérance de vie et la mobilité sociale indi-

quent que cette époque a pris fin. On produit toujours de la richesse, et en grandes quantités, et elle s'affiche parfois de façon si ostentatoire qu'il est impossible de l'ignorer. Les merveilles technologiques continuent à susciter l'étonnement. La prospérité existe, bien qu'elle soit réservée à un nombre de personnes sans cesse décroissant. Mais une nouvelle transformation économique est de toute évidence à l'œuvre.

Au cours de ces quarante dernières années, la prospérité, la richesse et le « progrès » ont reposé, en partie du moins, sur un processus ridicule d'auto-cannibalisme – David Harvey l'a aussi appelé « dés-accumulation » – de la part d'une société qui dévore ses membres.

Des formes traditionnelles d'accumulation primitive existent toujours à l'étranger. Des centaines de millions d'anciens paysans, pêcheurs, artisans, ramasseurs d'épaves, bergers, commerçants, éleveurs et colporteurs fournissent la force de travail et les produits bon marché qui consolident le solde des entreprises mondiales de manufacture et de vente au détail, ainsi que celui des banques et de l'agro-industrie. Mais ici « chez nous », la rentabilité même et la prospérité des secteurs privilégiés de l'économie, en particulier le secteur boursoufflé de la finance, continuent à s'appuyer sur la coupe, le dépeçage et l'éradication de ce que plusieurs générations avaient construit.

Une fois encore, un nouveau monde est né. Cette fois, il repose sur la liquidation des avoirs de l'ancien ou sur leur délocalisation à l'étranger pour récompenser la spéculation en « capital fictif ». Les taux d'investissement américains dans de nouvelles usines, dans la technologie, la recherche et le développement ont commencé à décliner pendant les années 1970, baisse qui s'est encore accélérée pendant l'âge d'or des années 1980. L'industrie manufacturière, qui représentait presque 30 % de l'économie après la seconde guerre mondiale, n'en représentait qu'à peine 10 % en 2011. Rien que depuis le début du millénaire, 35 millions d'emplois ont disparu dans la fabrication et 42 000 usines ont baissé le rideau.

Et nous n'assistons pas seulement à la disparition des vestiges du XIXe siècle. Aujourd'hui, une seule entreprise américaine est classée dans les dix premières entreprises de l'énergie solaire et les Etats-Unis ne participent qu'à hauteur de 5,6 % dans la production mondiale de cellules photovoltaïques. Seule General Electric fait partie des dix premières entreprises de l'énergie éolienne. En 2007, à peine 8 % des nouvelles usines de semi-conducteurs en construction dans le monde étaient situées aux Etats-Unis. Des 1,2 milliard de téléphones portables vendus en 2009, aucun n'était fabriqué aux Etats-Unis. La part de semi-conducteurs, d'acier, de voitures et de machines-outils fabriqués aux Etats-Unis a fortement chuté au cours de la seule dernière décennie. Une grande partie des bureaux d'étude haut de gamme et travail de recherche et développement (R&D) a été délocalisé. On voit à présent plus de gens qui distribuent les cartes dans les casinos que de tourneurs et presque trois fois plus de gardes de sécurité que de machinistes.

La prochaine fois, les FIRE

Entre-temps et depuis plus d'un quart de siècle, la finance est devenue le secteur de l'économie qui s'est développé le plus rapidement, ainsi que l'assurance et l'immobilier (FIRE : Finance, Insurance, Real

Estate). Entre 1980 et 2005, les profits du secteur financier ont augmenté de 800 %, ce qui représente plus de trois fois la croissance des autres secteurs.

Au cours de ces années, d'ingénieuses nouveautés financières, rares ou inédites, se sont multipliées comme des lapins. Au début des années 1990, par exemple, il y avait à peu près deux cents sociétés d'investissement ; en 2007, il y en avait 10 000. Une toute nouvelle race de courtiers en prêts hypothécaires sillonnait le pays, évinçant les anciennes banques d'épargne régionales. 50 000 établissements de courtage en prêts hypothécaires employaient 400 000 courtiers, ce qui représentait plus d'emplois que toute l'industrie textile américaine. Comme l'a dit franchement le directeur d'une société d'investissement, « ce qu'on gagne en fabriquant des choses est dérisoire comparé à ce qu'on gagne en déplaçant de l'argent ».

On a trop longtemps traité ces deux phénomènes – l'éviscération de l'industrie et le surdimensionnement de la haute finance – comme s'ils étaient totalement étrangers l'un à l'autre, comme si leur conjonction était simplement due au hasard.

Voici au contraire la fable qu'on nous a racontée : même si c'est regrettable pour certains travailleurs, certaines villes, petites ou grandes, et pour certaines régions, la fin de l'industrie est le prélude malheureux mais nécessaire à un avenir meilleur dont les pionniers sont les « techniciens de la finance ». Munis du savoir-faire mathématique et technologique qui permet de produire plus d'argent à partir de l'argent (tout en évitant la saleté et le désordre liés à la production), voici nos nouveaux spécialistes en postérité !

Malheureusement, cette histoire édifiante repose sur un malentendu catégorique. La prédominance de la haute finance n'a pas seulement remplacé des centres industriels qui se dévitalisaient ; c'est elle qui a initié cette dévitalisation et qui s'en est nourrie, surtout pendant les décennies de sa formation. C'est-à-dire que le secteur FIRE n'a pas seulement remplacé l'industrie mais qu'il a crû à ses dépens – et aux dépens des hauts salaires qu'elle versait et des capitaux qu'elle recueillait autrefois.

Souvenez-vous des junk bonds, des rachats d'entreprises financés par l'endettement, des mégafusions et acquisitions et des démembrements d'entreprises des années 1980 et 1990. En fait, pensez à Bain Capital. Ce qui s'achetait, se démantelait et se fermait subventionnait les bénéfices exceptionnels des junk bonds qui rapportaient des intérêts élevés. Les honoraires et les commissions de ceux qui « organisaient techniquement » ces transactions provenaient de la carcasse d'un siècle et demi de capacité productrice américaine. L'éviscération des Etats-Unis avait commencé bien avant que quiconque ait inventé le « gouffre fiscal ».

Il y a maintenant longtemps que notre économie politique est dirigée par les banques d'investissement, les hedge funds, les courtiers privés en actions, les promoteurs immobiliers, les géants de l'assurance, et par toute une ménagerie d'entreprises à leur service. Mais la prospérité du royaume des FIRE dépend du déclassement des travailleurs et des pauvres qui voient s'éloigner les niches industrielles sûres et, de plus en plus, les moyens de survie provenant de l'aide publique. Eux vivent dans le « gouffre de l'austérité ». Nous serons bientôt beaucoup plus nombreux à les y rejoindre.

S. F.

DANS LES PUBLICATIONS / MONDE

« Offensive » protéiforme... et en Russie

◆ De brèves notes sur les luttes sociétales (éducation, sexualité, etc.) dans *Offensive*, trimestriel d'offensive libertaire et sociale n° 36 (décembre 2012) ; quelques notes de lecture aussi dont une sur *Crack Capitalism, 33 thèses contre le capital*, dernier ouvrage traduit en français de John Holloway qui donne la parole au préfacier de cet ouvrage, Julien Bordier, en défense d'un auteur qui « bouscule l'orthodoxie militante » en se faisant l'avocat d'un « ensemble de révoltes quotidiennes et protéiformes » ; une autre à propos de *Communisme : un manifeste*, rédigé par un Collectif pour l'intervention (Nous, 2012) ; et plus sur Fukushima, etc. Mais l'essentiel de ce numéro d'*Offensive* est constitué d'un dossier sur le passé et le présent de l'anarchisme en Russie : « Russie : du rouge au noir », entre révoltes, compromissions et répression.

Question noire aux Etats-Unis

◆ « Il y a quarante-cinq ans aux Etats-Unis, le tournant ouvrier du mouvement noir » dans *Alternative libertaire* n° 226,mars 2013.

◆ *Sur la question noire aux Etats-Unis (1935-1948)*, de C. L. R. James, préface de Maboula Soumahoro. « Une histoire occultée des Noirs aux Etats-Unis » ; « Les racines révolutionnaires de la lutte de la communauté noire aux Etats-Unis », « Une formulation précoce et inédite des questions de race et de classe ». Recueil d'articles de ce militant américain (1901-1989), dont seule une fameuse étude historique de la révolution de Saint-Domingue, *Les Jacobins noirs* (1938) était jusqu'à présent traduite en français (traduction de Pierre Naville rééditée de nombreuses fois, la plus récente aux éd. Amsterdam).

◆ Parmi les traductions du CATS (voir p. 63) : *Les diacres pour la défense et la Justice ; autodéfense noire dans le Sud des USA, années 60* : sur une organisation d'autodéfense composée principalement de prolétaires noirs, née d'une prise de conscience des limites de la non-violence affichée par le mouvement des droits civiques face à la campagne de terreur organisée par le Ku Klux Klan dans les Etats du Sud profond. http://abiogm.com/cats/2013/03/15/les-diacres-pour-la-defense-et-la-justice-autodefense-noire-dans-le-sud-des-usa-annees-60/

Grèce

◆ « Une tentative d'autogestion » : sur le site (en anglais) www.viome.org/. *The factory of Vio.Me (Industrial Mineral) starts production under workers' control* !

Dockers de la Côte ouest

◆ Sur la lutte des dockers de la côte ouest des Etats-Unis en 2003 (voir *Echanges* n°s 103 et 104), deux textes en anglais : *Portland, Oregon port union accepts concession contract* et *A class struggle critique, The ULWU-*

longshore struggle in Longview and beyond, par Jack Heyman (copies à Echanges).

Femmes prolétaires

◆ Dans *Partisan* n° 263 (mars 2013), « Femmes prolétaires : pour nos droits contre l'austérité et les licenciements ».

Normes du travail

◆ Jens Thomsen, « La fabrique des normes temporelles du travail », *La Nouvelle Revue du travail* http://nrt.revues.org/153

Mineurs de partout

◆ « Retour sur la grève des mineurs de l'Etat espagnol » dans *La Mouette enragée* n°31 (printemps 2013).

◆ Dans *Présence marxiste* n° 97 (février 2013), deux textes sur les grèves des mineurs, en France en 1963 et en Afrique du Sud en 2012.

◆ Dans *Jamilea - Le témoin* n° 106 (mars 2013) encore un camp à tout faire méconnu (notamment de républicains espagnols, les prisonniers de guerre coloniaux , des prisonniers de guerre allemands et des collabos) le Camp de Beyris à Bayonne qui fait l'objet de recherches.

Collectif Mémoire Camp Beyris, Maison de la vie citoyenne, 28 avenue de l'Ursuya, 64100 Bayonne
c_campbeyris@orange.fr

Réflexions sur les luttes contre l'invasion du « progrès capitaliste »

◆ ***Petit journal de réflexion et d'action*** **n° 124 (novembre 2012) d'une lutte locale contre l'ouverture d'une carrière dans la région de Bagnols-sur-Cèze (Gard) (copie à Echanges).**

◆ **Brèves notes sur « Valognes et après » sur « l'Appel de Valognes » (copie à Echanges).**

◆ **Sur « Notre Dame des Landes» dans *CQFD* n° 106 (décembre 2012) « Non à l'Ayrault-Port » ; « La lutte s'élargit » dans *Courant alternatif* n° 226 (janvier 2012) et « Aéroport, l'épreuve de force ? » dans le n° 227 (février 2013) ; « L'Etat au service du capital » dans *Alternative libertaire* n° 224 (janvier 2013).**

◆ **« Romainville, un procédé nocif, un projet à rendre inutile », dans *Courant alternatif* n° 226 (janvier 2013), sur une lutte contre un projet d'usine de méthanisation géante dans la banlieue Nord-Est de Paris (projet retoqué fin avril par le tribunal administratif).**

◆ **« De l'acceptabilité » dans *A Contre Courant* n° 240 (décembre 2012).**

◆ **« La lutte NO TAV arrive à Lyon » dans *Courant alternatif* n° 227 (février 2013).**

◆ **« SCOP Seafrance/ My ferrylink . Réappropriation collective ou dépossession des travailleurs ? » dans *Courant alternatif* n° 227 (février 2013) et dans *La Mouette enragée* n° 31 (printemps 2013).**

◆ ***Sortir du nucléaire*** **n° 56 (hiver 2012-2013) : sur les méfaits du nucléaire, les luttes pour en sortir et les solutions de remplacement pour une énergie verte.**

◆ ***Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !*** **suivi de *Innovation scientifreak : la biologie de synthèse* Pièces et main-d'œuvre (collection « Négatif », 208 p., 12 euros, Editions de l'Echappée).**

◆ **En marge du trafic de viandes : sur le site de Pièces et main d'œuvre :**
http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=408

◆ **Promoteur de la "démiurgie génétique" et de la "biodiversité artificielle" John Kaltenbrunner :**
http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=411

FRANCE

L'ACCORD SUR LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

QUAND ON LANCE une attaque sur des positions établies, on doit se doter des instruments qui peuvent permettre de vaincre. C'est ainsi que les attaques récentes concernant les conditions d'exploitation de la force de travail ont été précédées de la mise en place des instruments qui ont permis de faire passer ces attaques sans trop de résistance et qui permettront même éventuellement d'aller plus loin dans cette voie.

On peut faire un parallèle avec l'offensive de Thatcher en Grande-Bretagne en 1979 qui, avant de lancer son offensive contre le prolétariat britannique se dota d'une législation non contre les syndicats, comme on le pense souvent, mais contre l'utilisation des appareils syndicaux par les travailleurs de base dans les grèves sauvages. Ce qui permit à ces appareils de « discipliner » leur base sous la menace (parfois effective) de sanctions sévères s'ils soutenaient une grève « illégale ».

Tout un ensemble de mesures ont été prises en ce sens en France dans un passé récent mais il s'agissait d'une sorte de grignotage ne nécessitant pas d'instruments particuliers et nullement d'une remise en cause fondamentale des relations de travail construites depuis plus d'un demi-siècle.

Quand on mesure aujourd'hui le bouleversement dans les règles d'exploitation de la force de travail avec l'accord sur « le maintien de l'emploi » ou l'accord Renault, on ne peut s'empêcher de chercher si la période antérieure ne comportait pas déjà les prémisses de cette transformation radicale. On pourrait remonter aux lois sur les 35 heures (lois Aubry de juin 1998 et octobre 1999) : les discussions et les accords sur l'application de ces lois avaient privilégié le niveau de l'entreprise ; les centrales syndicales se trouvaient en quelque sorte dépossédées de leur pouvoir de régler les conditions d'exploitation de la force de travail par des conventions collectives de branche hors de toute intervention des cellules syndicales de base. Dans la période qui suivit, dans une sorte de régularisation de cette situation, l'ensemble des conventions collectives avaient été renégociées sur intervention du patronat, dans le sens d'une individualisation des relations de travail et d'une évaluation de chaque travailleur « au mérite », bien éloigné du cadre rigide des conventions antérieures qui attribuaient automatiquement un salaire défini à l'exercice d'un poste de travail.

Cette autonomisation des cellules syndicales de base s'est largement exprimée dans les grèves plus ou moins sauvages de l'année 2009, bien que la loi de 2008 modifiant la représentativité syndicale existât, sans avoir cependant été mise en application.

Les structures dans les relations du travail étaient devenues obsolètes en raison des modifications dans l'organisation du travail dans le procès de production. Une réforme était d'autant plus nécessaire qu'elle correspondait à la volonté du patronat d'en finir avec la lourdeur économique et de gestion due à la multiplicité des fédérations syndicales ouvrières que la concentration capitaliste rendait encore plus complexe. Cette volonté patronale rejoignait celle des deux principales confédérations ouvrières CGT et CFDT qui étaient souvent gênées par la surenchère et le coût financier de la concurrence des « petits » syndicats qui pouvait jouer un rôle à la base dans ces grèves localisées. C'est de cette convergence, dans l'intérêt d'une « bonne gestion » capitaliste que se développa la réforme de la représentativité syndicale. Au-delà de ces considérations d'intérêt respectif à une telle réforme, on peut voir maintenant, que celle-ci constituait une sorte de porte ouverte pour faciliter les réformes en profondeur du « marché de la force de travail ». Cet aspect caché – qui était vraisemblablement dans les perspectives de ses promoteurs –visait en fait à éliminer toute initiative de base et à redonner du pouvoir aux bureaucraties syndicales les plus importantes

Il n'est pas inutile de rappeler quelques points que nous considérons essentiels dans cette loi du 20 août 2008 qui a entériné l'accord signé par les seules confédérations ouvrières CGT et CFDT avec les organisations patronales Medef et CGPME. D'abord une observation que nous retrouverons dans la loi à venir entérinant l'accord sur le « maintien de l'emploi » du 11 janvier 2013 (signé par trois organisations patronales et trois syndicats) mais refusé par FO et la CGT) : le fait qu'il faille recourir à une loi pour généraliser l'application de ces accords (au lieu d'un simple décret) signifie que leur contenu touche des textes fondamentaux du code du travail et qu'autrement, ces accords seraient caducs.

Représentativité

Pour voir les modifications introduites par la loi de 2008, il faut aller au-delà de l'octroi de la représentativité aux syndicats ayant recueilli 10 % des voix aux élections d'entreprise pour la représentativité dans l'entreprise et globalement sur le territoire national 8 % des mêmes voix pour la représentativité sur le plan national. La question essentielle dans la fixation de ces taux est : qui vote ? Les pourcentages en question sont calculés sur le nombre de voix recueillies au premier tour des élections au comité d'entreprise (à défaut des élections de délégués du personnel) par rapport aux suffrages exprimés, c'est-à-dire quel que soit le nombre des votants.

Quand on sait d'une part que les intérimaires (parfois jusqu'à 30 % des travailleurs de l'usine), CDD et nouveaux entrants ne votent pas à ces élections, d'autre part qu'il y a toujours des abstentions, que des listes concurrentes peuvent réduire le nombre de voix attribuées à chaque syndicat et que les votes nuls et blancs ne sont pas décomptés, cela signifie qu'un syndicat peut devenir « représentatif » en n'ayant recueilli qu'un pourcentage fort réduit d'adhésion eu égard à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise.

Ainsi nantis de cette représentativité « légale » détachée en quelque sorte de toute participation des travailleurs, les syndicats ou confédérations peuvent signer des accords d'entreprise ou de branche ou interprofessionnels, seuls ou à plusieurs à condition qu'ils représentent seuls ou à plusieurs 30 % des « suffrages exprimés » aux élections, c'est-à-dire quel que soit le nombre des votants, c'est-à-dire aussi qu'il peuvent ne représenter qu'un partie infime des travailleurs concernés par ces accords.

Le problème avec l'accord national récent sur le « maintien de l'emploi » c'est que son adoption se fait avant que soient calculés et annoncés les pourcentages entraînant la représentativité au plan national de sorte que ce sont les anciennes règles qui s'appliquent : l'accord est valable s'il est approuvé par la majorité des syndicats représentatifs au plan national selon les anciens critères ce qui entraîne des contestations.. Le fait que les dispositions de l'accord soient reprises dans une loi résout cet imbroglio juridique et rend vains tous les palabres largement médiatisés.

Pouvoir syndical

Un autre point de l'accord sur le « maintien de l'emploi » sur lequel bien peu insistent est l'entrée non des « salariés », comme on le présente, mais des syndicats, dans les conseils d'administration des entreprises. Comme ces deux « administrateurs salariés » à pleins pouvoirs ne pourront être membres ni du comité d'entreprise (CE), ni du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), ni de la délégation du personnel, cela laisse une large place aux bureaucrates syndicaux. Il est aussi difficile d'évaluer quelles seront les entreprises concernées, car cette disposition s'appliquera aux usines françaises des compagnies ayant des effectifs de 10 000 travailleurs à l'échelle mondiale ou de 5 000 en France ; cela peut laisser penser que même une usine d'une multinationale de faible dimension en France pourra ouvrir les portes d'un conseil d'administration aux syndicats si elle emploie plus de 10 000 travailleurs dans le monde. On peut se trouver devant une sorte de cogestion à l'allemande qui marque pour la France un pas de plus dans l'intégration des appareils syndicaux dans la gestion du capital.

Cet aspect « gestionnaire » existe également dans l'accord (et la loi éventuelle) sur le « maintien de l'emploi ». L'employeur prétendant que la situation de l'entreprise justifie de passer outre toute réglementation du code du travail devra ouvrir ses comptes aux experts syndicaux, qui deviendront juges de la gestion patronale et finalement associés à cette « gestion de crise » au détriment des travailleurs.

La conclusion que l'on peut tirer de cette évolution est que les appareils des principales fédérations syndicales ont ainsi récupéré un pouvoir qui s'était amenuisé dans les vingt années précédentes. Quelques syndicats, qui en fait ne représentent qu'une minorité de travailleurs (souvent infime sur le plan de l'entreprise) peuvent dorénavant régler sur tous les plans les relations de travail par des accords directs avec le patronat. Cela fonctionnera également dans le cas de grèves sauvages qui inévitablement se termineront par des accords qui pourront être conclus sans consultation de la base. Tout dépendra, bien sûr, de la détermination des travailleurs en lutte et du rapport de force global. Ce qui nous ramène, quelles que soient les modalités de contrôle et d'encadrement de la force de travail, à la lutte de classe.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS / FRANCE

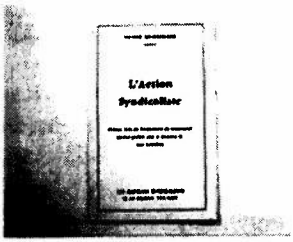
Question syndicale

◆ « Une fonction des syndicats : faire accepter les restructurations capitalistes » dans *A contre courant* n° 241 (janvier-février 2013).

◆ Thierry Lepaon vient d'être élu à la tête de la CGT lors du 50e Congrès de ce syndicat qui s'est tenu du 18 au 22 mars. L'occasion pour le n° 25 (mars 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* d'affirmer dans un article intitulé « Le dialogue et la guerre civile » : « La "question syndicale" est à considérer à la fois en tant que prolétaire et en tant que révolutionnaire, sur le terrain de la lutte de classe au quotidien : mettre en avant systématiquement les A. G., dénoncer l'imposture du "dialogue social" (...). La Révolution ne viendra pas des syndicats, mais elle ne viendra pas davantage de la phraséologie de ceux qui dédaignent systématiquement la lutte sur le terrain économique. »

Victor Griffuelhes

◆ Victor Griffuelhes (1874-1922) est une figure mé-



connue des débuts du syndicalisme de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. Il fut secrétaire de la CGT de 1901 à 1909 et participa à la rédaction de la Charte d'Amiens (1906). Une brochure, *L'Action syndicaliste*, publiée en 1908, selon le n° 25 (mars 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* se trouve sur le site pelloutier.net

PSA à Aulnay

◆ « Quelques remarques sur la lutte des travailleurs de PSA Aulnay » dans *Courant alternatif* n° 228 (mars 2013).

◆ « C'est ça l'ambiance à PSA » dans *CQFD* n°109 (mars 2013).

◆ A propos de l'automobile, voir « Correspondance », p. 53.

Education

◆ « La fonction du langage » : des textes sur le langage dans l'éducation, *Cahiers syndicalistes*, Sud Aquitaine, lettre n° 46 (15 février 2013), sudeducaqui@wanadoo.fr

◆ « Quand l'école fiche vos enfants sans que vous en soyez informés » dans *La Mouette enragée*, n° 31 (printemps 2013). BP 403, 62207 Boulogne-sur-Mer Cedex) http://lamouetteenragee.over-blog.com/

◆ « Rythmes scolaires : un décret emblématique du projet sur l'école » dans *Courant alternatif* n° 228 (mars 2013).

Rétifs à Alès

◆ Un local bibliothèque ouvre à Alès (Gard) : La Rétive (42 rue du Faubourg-d'Auvergne), « pour faire vivre des idées d'émancipation sociale et participer à la subversion de ce monde... »
contreinfo7-at-riseup.net
http://contreinfo7.internet-down.org/
Liste d'infos du BCIC (Bulletin de contre-information en Cévennes) : https://lists.riseup.net/www/info/contreinfo7-news
Liste de diffusion/discussion en Cévennes :
http://listes.rezo.net/mailman/listinfo/iacam

Intérimaires éjectés

De l'auteur de Nuits d'usine, carnets d'un intérimaire *(brochure d'Echanges, parue en janvier 2013):*

... Je suis content que la brochure intéresse les gens. J'ai eu dernièrement des nouvelles de la boîte par l'intermédiaire d'un des ouvriers avec lequel je suis toujours en contact. Tous les intérimaires ont été éjectés début janvier. Ils ont juste été rappelés pour une semaine. Il n'y a pas de travail en ce moment ; ce copain m'a également dit que la direction parle de leur faire faire des semaines de trois nuits et le reste en chômage technique...donc pas la joie...

Je suis content que vous ayez parlé dans Echanges dans un long et intéressant article sur ce qui s'est passé dans les mines en Afrique du Sud. Car je trouve que les revues et autres journaux n'en ont que partiellement évoqué quelques aspects... »

(mars 2013)

Vivants

D'un camarade du Gard :

...Je t'envoie deux tracts sur une lutte où on essaie d'articuler lutte sociale et écologique et défendre les intérêts généraux des vivants (tracts évoqués dans les publications)... Je m'intéresse aussi à l'information sur le clonage thérapeutique, médecine régénérative sur les divers organes de ceux qui lutteraient contre cette montée obscurantiste. Vois les trois excellents livres de Nicole Le Dovarin : *Des chimères, des clones et des gènes, Des cellules souches porteuses d'immortalité,* et *Itinéraire d'une biologiste,* tous aux éditions Odile Jacob ; elle préfigurait déjà le dernier prix Nobel de médecine attribué à une équipe japonaise...

(février 2013)

« Un voile d'or est posé sur nos yeux... insurgeons-nous ! »

D'un camarade de la Lozère :

...Je commence à partager avec toi l'intérêt pour la relève de la jeunesse ; ci-joint un tract aperçu d'abord collé sur les murs à Marseille. Le lendemain, j'ai rencontré leurs auteurs : un groupe de lycéens de 16-17 ans...

Texte du tract en question :

« Ô nous peuples du monde. L'heure est venue d'ouvrir les yeux et de redonner vie à notre espoir. Nous sommes le futur ; la lumière de cette nation, sans nous rien n'existe. Notre bonheur est dirigé, manipulé, orienté par une élite dont le seul but est le pouvoir et l'argent. Notre bonheur repose sur des facteurs que nous ne maîtrisons pas. Cette société nous a donné le goût

de l'infini et c'est pourquoi nous ne serons jamais satisfaits. Habitués à toujours vouloir plus, nous ne savons plus trouver la joie dans la vie quotidienne, dans les êtres humains merveilleux qui nous entourent. Ce système monétaire ne permet pas aux peuples du monde de vivre dans la quiétude. Nous vivons dans une dictature et n'en souffrons même plus, nous considérant comme libres parce que nos chaînes sont invisibles et qu'un voile d'or est posé sur nos yeux. Ce système ne peut plus durer. Insurgés, passants, hommes, femmes et enfants, levons-nous et battons-nous pour un monde meilleur. Nous avons espoir ; il est encore possible de faire changer les choses, que ce soit par des petites actions dans vos gestes quotidiens, par un sourire de plus et un achat de moins ! Insurgeons-nous ! Ecrivons, dénonçons, dessinons, rebellons-nous contre ce système. Aujourd'hui notre voix est plus forte que jamais alors rappelons-leur que notre liberté n'est pas à vendre ! »

Les Espérants
(février 2013)

Sauce Peillon

D'un camarade des Deux-Sèvres :

... Je suis pour ma part instit du primaire, où l'on fait face à la refondation de l'école sauce Peillon après les purges Darcos et Chatel. L'enrobage change mais la pilule reste la même avec comme objectif final le territorialisation de l'éducation et de ses personnels. Peu de répondant parmi les collègues (voir le texte d'Accardo dans *La Décroissance* de février pour expliquer ça peut-être) et les syndicats majoritaires qui tirent vers l'arrière les mobilisations...Rien de neuf...

(mars 2013)

Répression aux Etats-Unis

D'une camarade américaine :

...Les militants politiques subissent une montée de la répression aux Etats-Unis ; ce n'est pas trop vrai pour Detroit, essentiellement parce qu'il y a bien peu d'activité militante dans le secteur. Mais sur la côte Ouest, les activistes sont arrêtés et intimidés par des investigations judiciaires à l'échelle de l'Etat. Si un individu refuse de répondre aux questions, il est emprisonné (et parfois pour une longue période). Toutes les condamnations sont lourdes (la plupart pour vingt ans et plus) parce que les poursuites sont engagées en référence aux lois répressives votées après le 11 septembre. Dans quelques cas, le prisonnier n'a rien fait – seulement projeté une action quelconque. Le soutien aux prisonniers a une grande ampleur, mais qu'en sera-t-il dans cinq ou dix ans ?

J'ai relu récemment le livre d'André Gorz, *Le Traître*. La première partie de sa vie fut certainement peu commune ; je me demande s'il existe une biographie de ses dernières années. Je sais qu'il a écrit plusieurs textes sur le mouvement ouvrier. Vous devez en savoir plus. Actuellement, je lis un ouvrage fascinant sur le nationalisme en Yougoslavie avant la seconde guerre mondiale. Tant de gens qui firent

d'admirables efforts, avec une grande intelligence et beaucoup d'enthousiasme. C'est plus fascinant que bien des romans. L'auteur en est Ivo Banac...

(octobre 2012)

« Fin du travail » ou « fin de l'entreprise »

D'un camarade de l'Allier :

...Voici une copie d'un texte de mon courrier trimestriel *J'étais, Je suis, Je serai...* où il est question de vous (copie à Echanges).

D'autre part, j'ai photocopié trois fois le texte en deux numéros sur le monde paysan que j'ai fait passer à des amis paysans, l'Allier, c'est agricole aussi. Il a bien plu et a été lu méthodiquement. J'avais pris soin de photocopier votre couverture avec vos références pour l'agrafer avec, mais en caractères noirs sur fond rouge ce n'était pas très lisible et personne ne m'a demandé plus avant des éclaircissements sur le texte ou votre adresse. Sinon les remarques de Robert Camoin se tiennent mais il est bon de rappeler aux paysans qu'il existe encore une classe ouvrière active et à ceux-là toujours en lutte contre l'Etat sur des questions prophylactiques du bétail cela ne déplaît pas du tout.

Bonne continuation même si vous ne comprenez pas la différence entre « fin du travail » et « fin de l'entreprise » vous faites néanmoins un boulot utile. Tout comme ce Levaray dont je viens de lire *Tranches de chagrin* et qui m'a plaisamment fait souvenir d'avoir lu à Toulouse *Le réveil sonne : première humiliation de la journée*, il y a une quarantaine d'années ; pourquoi dégoise-t-il sur la classe ouvrière au théâtre et à la télé à la fin ? Pourquoi préfère-t-il « working class » à « classe ouvrière » ? Sans s'en rendre compte, il la condamne à l'usine, l'homme de la télé et du théâtre, il ne la comprend pas œuvrant, *opus operare* bien plus que travaillant ... »

(11 mars 2012)

De vieilles maladies refont surface

D'un camarade de la Drôme :

Symptomatiques de la rapidité des flux d'échanges dans une économie mondialisée, de l'effondrement des réseaux sanitaires dans des régions appauvries par les guerres, le réchauffement climatique ou les plans d'ajustement structurel, de vieilles maladies refont surface (peste , tuberculose) ou se déploient lentement (choléra, dysenterie, malaria, etc.) sans que le capitalisme oc-

cidental daigne accorder une aide d'ampleur à ces populations non solvables. Quant aux populations dudit Occident, leur système immunitaire maintenu artificiellement par des doses chimiques quotidiennes des inées à soutenir leurs existences de zombies dans une organisation sociale inhumaine et irrationnelle, leur organisme n'en est aussi que plus fragilisé malgré tout le fatras hypertechnologique coûteux qui les entoure . Il serait bien surprenant pour ne pas dire préoccupant que cette civilisation du profit et de la concurrence généralisée se maintienne à ce rythme jusqu'à la fin du siècle.

Voir http://www.huffingtonpost.fr/2013/01/18/comment-la-peste-fait-son-retour_n_2501860.html?utm_hp_ref=France

Taupe

D'un camarade de Loire-Atlantique :

... Je me demande ce qu'il en est de la situation (pour Echanges) dont vous faisiez part. De mon côté, je suis en dehors de tout contact avec le milieu nantais, préférant opérer par moi-même, rencontrer les gens dans les couches sociales dans lesquelles j'évolue sans passer par ce médium extérieur, étranger même aux questions d'une base de travail prolétaire qu'est le milieu gauchiste. Mais du coup, c'est difficile, la métaphore de la taupe, je la vis de façon assez concrète....

(février 2013)

Phase terminale

Du camarade de la Drôme:

Finalement la mère du tueur fou de Newtown avait succombé à ce nouveau courant sectaire du survivalisme qui concentre les réflexes consuméristes dans la phase terminale du capitalisme en crise permanente ; ce dernier engendre des comportements déréglés enracinés dans une peur indicible ; le fils adolescent, en pleine crise identitaire, n'a pas eu les fragments de raisons distanciés qui subsistaient encore chez la mère institutrice : il s'est imbibé totalement de la fascination des armes et de la reconnaissance sociale par auto-destruction en emportant dans son sacrifice une vingtaine de jeunes innocents. Il est malheureusement à craindre que cette civilisation mortifère du capitalisme néolibéral continue de développer ce type de psychopathies tant que des combats collectifs d'ampleur n'auront pas permis d'entrevoir une sortie de ce sombre tunnel.

http://www.rue89.com/2012/12/18/la-mere-du-tueur-de-newtown-se-preparait-une-catastrophe-qui-sont-les-preppers-237899

Inutile de préciser que, dès lors qu'un problème se pose dans un pays développé, il

se pose aussi chez les autres. Dans une économie où les critères de production s'adressent à une main-d'œuvre relativement jeune, active, flexible, mobile et où les critères de consommation touchent davantage de jeunes aux normes morales et culturelles décomplexées, les vieux incarnent l'épargne scrupuleuse et la résistance au cybercapitalisme mondialisé ; en bref, ils deviennent l'archétype de l'humain superflu. Voir http://roadsmag.com/ austerite-les-vieux-japonais-invites-a-mourir2301201308975/

Renault : la CGT porte la lutte... mais jusqu'où ?

D'un camarade de l'Eure, février-mars 2013

Depuis l'annonce de l'accord de compétitivité, les différents sites français du groupe Renault ont connu plusieurs grèves de quelques heures. Notamment à Cléon, commune proche de l'agglomération rouennaise, où la CGT principalement a été à l'initiative de plusieurs débrayages (dont au moins un en commun avec Force Ouvrière et la CFDT).

Chaque fois que la direction annonçait des mesures supplémentaires pour rendre l'entreprise Renault plus compétitive, les salariés de Cléon ont quitté les ateliers, sortant du site munis de banderoles, mégaphones et sono, la colère en bandoulière. Un blocage routier avait été organisé un mercredi ; le suivant, les ouvriers de PSA Aulnay-sous-Bois les ont rejoints, à l'instar de quelques porte-parole de Petroplus... Et ce mardi 12 février, un appel à la grève était lancé, qui devait être suivi par toutes les équipes.

Logiquement, l'accord de compétitivité doit être signé cette semaine. Dans les grosses lignes, les syndicats dénoncent la systématisation de la mobilité, obligatoire pour l'ensemble du personnel ; la suppression de vingt et un jours de RTT ; la suppression de 7 500 emplois par le biais de départs en retraite et de départs volontaires. « L'objectif: faire plus de 600 000 véhicules avec moins de 5 000 salariés », selon un syndicaliste. Ajouté à cela le gel des salaires pour cette année et de bien maigres augmentations de 0,5 % et 0,75 % en 2014 et en 2015.

Pour les syndicalistes, il s'agit ni plus ni moins de « chantage à l'emploi ». La CGT (majoritaire à Cléon) et FO considèrent ces mesures annoncées comme un recul considérable des acquis sociaux au sein de l'entreprise industrielle qui, d'après les sources syndicales, détient « 14 milliards d'euros en trésorerie ». L'analyse de syndicalistes et de représentants du Front de Gauche venus soutenir les salariés en lutte va même plus loin : PSA et Renault seraient des laboratoires pour le patronat, afin de passer à une offensive générale dans toute la France.

Sans pour autant valider cette thèse à cent pour cent, il est clair que les employeurs industriels testent la combativité des salariés, mais aussi la solidarité des autres franges de la population. Les salariés en lutte dans les différentes usines ont tenté (comme l'a démontré la visite des ouvriers de PSA à Cléon) des actions communes, mais la liaison semble particulièrement difficile. Dans le seul département de la Seine-Maritime, la crise économique et sociale touche durement plusieurs secteurs. Il n'y

a qu'à faire l'inventaire non exhaustif des boîtes et secteurs en crise : Petroplus, Renault, Virgin, la prévention spécialisée... A présent, aucune manifestation interprofessionnelle n'a été programmée ni à Cléon ni à Rouen ni ailleurs.

L'heure n'est pas au pronostic, néanmoins, en ce qui concerne Renault, la CGT semble déterminée à ne pas signer l'accord de compétitivité. En ce qui concerne les autres structures syndicales, l'on reste encore dans le flou, encore que FO se trouve, à peu de choses près, dans les mêmes dispositions que les cégétistes.

Le syndicat majoritaire se montre très combatif, ce qui s'est ressenti aux premiers débrayages, où les ateliers cléonnais étaient presque tous vides. Reste à savoir comment se traduiront ces mobilisations à plus long terme sur les autres secteurs d'activité de la région et en direction des populations les plus touchées par la précarité (le taux de chômage dans le bassin elbeuvien est l'un des plus importants en Seine-Maritime). Il est à craindre que la CGT et les salariés les plus combatifs s'essoufflent, réduisant ainsi tout espoir de coller un revers au patronat, voire d'aller plus loin.

En tout cas, les syndicats ont les cartes en main ; ils avancent une stratégie principalement défensive, pour la préservation des acquis. Les salariés de Renault comprennent bien cela, y compris le fait que le gouvernement « socialiste » ne se soucie guère de respecter ses engagements vis-à-vis de l'électorat de gauche. Partant de cela, l'on peut envisager soit une radicalisation des mouvements sociaux soit une radicalisation de l'austérité annoncée depuis plusieurs années. Il est évident que la CGT Renault de Cléon prend ses responsabilités dans la lutte ; mais les salariés de l'usine – et du groupe tout entier – devraient pouvoir compter sur la solidarité d'autres travailleurs et des chômeurs en lutte avec qui proposer des revendications et des actions communes.

(ZL)

Mise au point d'un camarade de Seine-Maritime

L'accord de compétitivité Renault signé par la CFDT, FO et la CGC le 13 mars 2013, va être mis en place pour trois ans de 2014 à 2016. La volonté affichée est de normaliser les sites Renault en France et de les faire rentrer dans le moule des usines Nissan en Europe, comme Sunderland en Grande-Bretagne, et des pratiques managériales et productivistes des usines japonaises.

Après avoir laissé les sites de Carrosserie Montage de Douai, Flins, Sandouville, Maubeuge et Battilly s'effondrer en volume, passant de 1,4 million en 2000 à 530 000 en 2012, Renault, sous la houlette de Carlos Ghosn, a délibérément mis ses sites sous assistance respiratoire pour mieux les anesthésier.

Une politique d'externalisation vers la Turquie, la Slovénie, le Maroc et demain l'Inde et la Russie, comme la poursuite du low-cost avec Dacia, ont ainsi permis de doubler la gamme Renault avec des véhicules type Sandero ou Logan moins chers et bien plus rentables à produire. On parle d'une marge opérationnelle de 6 % à 12 % sur ce type de véhicule contre des voitures Renault en rentabilité négative comme cela se produit aussi avec PSA qui lui, n'a pas le low-cost pour se retourner.

Cléon est une usine de Mécanique de production de moteurs de moyenne et haut de gamme diesel et de boîte de vitesse bas et moyenne de gamme. Le site a connu près d'une petite dizaine de débrayages

dont deux actions « usine morte » organisées par la CGT. Le but visé était d'empêcher les salariés grévistes ou non d'entrer sur le parking de l'usine et de devoir laisser leurs véhicules aux alentours du site. Cléon a en effet été le seul site à faire deux fois huit heures de grève à une semaine d'intervalle.

La direction de l'usine de Cléon a alors répliqué la première fois en mettant d'office en congé les salariés non grévistes sur l'ensemble de la journée et s'en tient pour le moment à un rôle d'observateur placide tout en jouant la montre et l'usure qui va s'en suivre !

La production de janvier et février avait déjà été prévue en conséquence avec un minimum de JNT (jours non travaillés) pour pouvoir assurer les volumes requis sans compter sur les stocks accumulés ici ou là pour pallier au long terme. Sur ces deux jours de blocage, il semble qu'au moins 200 à 300 salariés aient vraiment fait grève les huit heures complètes et beaucoup moins la deuxième fois. Le reste des 1 000 salariés qui ont débrayé au moins une fois depuis le début des actions, ont une participation allant de une à deux ou trois heures de grève à chaque fois sur les deux jours de blocage du site. Cléon compte environ 3 800 salariés dont 50 % de techniciens et cadres.

Cléon a une moyenne d'âge de 42 ans mais a surtout connu une vague d'embauches importante durant les années 2000 avec près de 1 000 salariés. Petit à petit, la précédente génération, plus aguerrie aux conflits de tous types, quitte peu à peu l'usine et la génération qui vient découvre la réalité de crise et la fin de la relative paix sociale à coups de promotions, qui a caractérisé la politique de Renault jusqu'à la fin des années 2000.

Depuis grosso modo la crise de 2009-2010, qui avait mis en place le chômage de longue durée quasiment payé à 90 %, Renault a patiemment attendu le retour de la gauche au pouvoir pour accélérer la transformation de Renault de « citadelle ouvrière »... en groupe totalement mondialisé.

L'heure est donc venue pour les dirigeants de Renault de reprendre en main l'ex-Régie trop encline à vouloir préserver ses acquis. L'ancienne Régie nationale des usines Renault (RNUR) disparue en 1992 avec la privatisation, a été longtemps gérée depuis la Libération de 1945 avec un syndicat majoritaire CGT devenu quasiment n° 2 de la RNUR.

L'annonce du plan dit de compétitivité vise surtout à travailler plus pour gagner moins afin de passer de 530 000 véhicules par an à 710 000 sur les cinq sites français dès la fin 2016 tout en supprimant 8 260 emplois ! Pour comparaison, le site de Nissan Sunderland en Angleterre a produit à lui seul 550 000 véhicules en 2012 avec 6 000 salariés ; c'est le référentiel de Renault avec le site turc de Bursa !

Les méthodes en vogue dans l'automobile comme les *kaizen* (cercles de qualité ; NdE) et autre *monozukuri* (amélioration de la chaîne logistique en demandant aux divers intervenants de considérer le prix de vente a minima du produit fini en abaissant le coût de revient de ses composants ; NdE) qui s'attaquent aussi à la main-d'œuvre dite de structure comme les techniciens et ingénieurs, dont 2 000 emplois vont être supprimés avec le nouvel accord. Dans un deuxième temps, Nissan et Daimler pourront profiter si besoin des capacités Renault non utilisées pour y produire leurs propres véhicules, lui faisant économiser ainsi les frais

exorbitants d'ouverture de nouvelles lignes d'assemblage voire d'usines neuves.

C'est en quelque sorte un retour aux 35 heures de Jospin de 1997-1999, moins les concessions faites à l'époque pour faire passer la pilule. De 35 heures hebdomadaires, on passe à 1 600 heures annuelles ! La notion perverse de *temps de travail effectif* des lois Jospin-Aubry a exclut les pauses repos et temps de repas et a ainsi permis de nettoyer le Code du travail de tout ce qui pouvait assimiler jadis temps de travail avec temps de présence.

Malgré les cris d'orfraie des patrons depuis quinze ans, le bénéfice en termes de flexibilité permis par l'annualisation du temps de travail a été conséquent car avec les 35 heures, on travaille de fait plus qu'avec 39 ou 40 heures car ceux-ci incluaient repos, pauses, repas etc. Quand ils parlent tous de supprimer les 35 heures, c'est qu'ils veulent le retour des 40 heures en gardant bien sûr la notion de temps de travail effectif !

La grande majorité des salariés en équipe sur les sites Renault rejettent donc l'accord. 1 500 salariés à Cléon ont signé une pétition CGT pour demander la non-signature de cet accord par les syndicats dits réformistes.

Le désaccord principal porte en particulier sur les vingt et un jours de travail supplémentaires exigés à Cléon (qui possède l'accord local le plus important en jours en terme d'aménagement du temps de travail) en équipes 2x8 et nuit par la direction pour parvenir aux 1 603 heures annuelles. Un nouveau mode de calcul exclut l'ensemble des pauses – soit 40 minutes sur 8 heures de présence – mises hors temps de travail effectif. Le reste provenant d'un accord aménagement d'horaires flexibles mis en place depuis 1999 et qui a permis de générer des jours mis en banque jusqu'à vingt jours par an !

Avec la prise des jours cumulés dans la banque d'heures flexibles, le nombre de jours travaillés par an était à Cléon de moins de 200. Renault exige dorénavant sur l'ensemble de ses sites 219 jours travaillés par an pour atteindre ainsi les 1 600 heures par an équivalant aux sites espagnols de l'Alliance.

Si en plus l'ensemble des mesures d'âges s'applique d'ici 2016, Cléon va passer de 3 800 à moins de 3 000 salariés.

La productivité qui s'ensuivra sera aussi le résultat de l'allongement des heures travaillées pour pouvoir ainsi produire moins cher. Renault estime à 300 euros le gain estimé par véhicule produit en France alors que le comparatif sur Clio entre Flins et Bursa en Turquie était au départ de 1 300 euros. C'est dire que cet accord est le premier du genre et que d'autres suivront pour réduire encore cet écart.

Quand aux futures embauches, estimées à 760 d'ici 2016 sur les sites de l'Hexagone, elles feront probablement l'objet d'ici là d'un nouvel accord, en vue d'instaurer une double échelle de salaires comparable à ce qui se fait dans l'usine Nissan de Barcelone ou sur les sites Renault d'Espagne. Sur les sites américains de Nissan comme ceux des autres constructeurs, cohabitent en effet nouveaux salariés, embauchés à 15 dollars de l'heure, et des anciens qui ont survécu aux différentes restructurations, payés 30 dollars. Pas si loin encore des Etats-Unis, au Mexique, le salaire de 25 dollars est... journalier. C'est le prix à payer de la mondialisation de l'automobile qui rime avec... normalisation !!

La CGT de Cléon comme celle des autres sites voit ainsi l'étau se resserrer et même si la section locale FO rejette l'accord, le rapport de forces dans le contexte de fermetures d'usines et de désindustrialisation, joue pour l'instant en faveur de Renault et du gouvernement qui le soutient.

Contrairement à la phase précédente du syndicalisme rassemblé avec la CFDT, la CGT confédérale joue pour le moment la carte du Front de gauche et d'une radicalisation type Grèce. Même l'extrême gauche ja lis honnie, y est tolérée voire encouragée comme à PSA Aulnay. La future nomination de Thierry Lepaon à la tête de la CGT, lui faisant jouer le rôle de grand rassembleur pour ne pas se mettre à dos les bases syndicales, va dans le même sens. Aujourd'hui, le syndicalisme rassemblé lorgne plutôt du côté de FO et SUD.

Comme le souligne *[l'auteur de la lettre ci-dessus]*, le chemin est long jusqu'à la grève générale souhaitée par les salariés les plus exigeants. Sur fond de montée de l'extrême droite dans les esprits et dans de nombreux secteurs ouvriers et précaires – ce qui n'est pas non plus un paramètre à oublier – la convergence des luttes ne se fait pas entre usines qui licencient – mais qui parfois survivent même provisoirement – et celles qui ferment !

Force est de constater que la seule volonté ou l'exemplarité affichée de conflits type PSA Aulnay ne suffira pas à renverser la tendance de fond. Les appareils syndicaux et politiques réformistes y compris ceux repeints en rouge plus ou moins écarlate, ne jouent en réalité la carte de la radicalité à venir que dans le seul but d'en glaner les résultats sur le terrain électoral !

Loin des tactiques syndicales et politiques plus ou moins teintées de radicalisme et une extrême gauche souvent réduite au rôle de supplétif, la nouvelle génération ouvrière devra compter sur la « solidarité d'autres travailleurs et des chômeurs en lutte avec qui proposer des revendications et des actions communes » sur le seul terrain de la lutte des classes.

(J. N.)

Dans le monde...

D'une camarade lycéenne de l'Allier :

... Je continue de lire *Dans le Monde une classe en lutte* que je trouve toujours aussi instructif à mon niveau. Quelques-uns de mes amis m'ont sollicitée pour obtenir quelques exemplaires, c'est donc ravie que je vous annonce que de jeunes lycéens trouvent du plaisir à lire la revue. Ainsi je vous souhaite une très bonne continuation dans son écriture. Quant à la brochure *Nuits d'usine* je vous félicite de l'avoir publiée. C'est un témoignage réaliste et spontané sur les conditions d'un intérimaire...

(10 janvier 2013)

D'un camarade de l'Eure :

... J'ai commencé la lecture de *Dans le Monde une classe en lutte* et je veillerai à le diffuser... En Normandie il y a beaucoup à faire sur le plan de la propagande autant que sur celui de la lutte de classe. Si j'ai des informations susceptibles d'intéresser le bulletin, je n'hésiterais pas à vous les faire suivre...

(décembre 2012)

Léninisme

◆ Dans *Communisme* (Groupe Communiste Internationalisme) n° 64 (décembre 2012) « Le léninisme contre la Révolution »

Gouverner par la peur

◆ « Le gouvernement par la peur au temps des catastrophes ».
Editions de la Roue, La Taillade, 11150 Villasavary.

De l'usage de Rosa Luxembourg

◆ J'ai brocardé dans *Echanges* à de multiples occasions le luxemburgisme de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité,* qui me semble étrange puisque Rosa Luxemburg, contrairement à d'autres comme Lénine ou Trotsky par exemple, s'est toujours élevée contre tout culte de la personnalité et toute dogmatisation de ses idées et de ses actes. Les rédacteurs de la revue se défendent d'une telle fossilisation de la pensée de Marx et Rosa Luxemburg par la déclaration réitérée à chaque numéro en p. 4 de couverture : « nous nous inspirons du "marxisme", en particulier du "luxemburgisme", certainement pas comme des dogmes (...) ». Malgré cette profession de foi, dans son n° 25 (mars 2013), *Critique sociale* rajoute une pierre au mausolée de Rosa Luxemburg par la publication d'une traduction d'un entretien avec Peter Hudis (texte anglais sur www.redpepper.org.uk et traduction française sur www.avanti4.be), éditeur des premiers volumes de *The Complete Works* de Rosa Luxemburg en anglais, où Hudis écrit parmi d'autres perles : « Ce serait (...) une erreur de lecture de l'histoire que de supposer que Rosa Luxemburg et Lénine n'avaient pas de prémisses communes sur l'organisation. » Rappelons tout d'abord qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune collection de textes de Rosa Luxemburg en quelque langue que ce soit pouvant se revendiquer *Œuvres complètes* ; ensuite, sur les rapprochements théoriques et pratiques entre Rosa Luxemburg et Lénine, en « prémisses sur l'organisation » ou de toute autre façon et dans quelque domaine que ce soit, je prends le risque d'errer dans ma lecture de l'histoire en conseillant à quiconque lit l'allemand un ouvrage déjà ancien, mais passé sous silence en France, de Georg W. Strobel, *Die Partei Rosa Luxemburgs, Lenin und die SPD* (Franz Steiner Verlag GmbH, 1974), où tout me semble clairement énoncé des différends entre Lénine et Rosa Luxemburg dès la fin du XIXe siècle alors que Lénine était parfaitement inconnu en Europe occidentale.

Rosa Luxembourg en 1908.

Contacts : www.critique-sociale.info ou contact@critique-sociale.info

J.-P. V.

« Présence marxiste », un pas en avant ?

◆ Notre petit groupe Echanges se fait vivement étriller par le rédacteur de *Présence marxiste*. Cela lui

donne l'occasion d'un numéro double 98-99 (avril 2013), intitulé « L'insondable vide du conseillisme germano-hollandais », où l'on croise beaucoup Echanges, Pannekoek, Gorter, les conseillistes et autres communistes de conseils, les communisateurs, l'anarchisme, etc. du côté obscur, et Lénine du côté lumineux dans cette confusion des genres et ce langage fleuri qui font l'attrait de *Présence marxiste*. Mais bien peu Marx sinon à travers les lunettes de Lénine dont les travailleurs du monde entier savent peu ou prou aujourd'hui qu'elles étaient d'une toute autre couleur que des nuances des écrits et de la pratique de Marx dont R. C. veut les teinter.

Nous lui conseillons de relire son Marx dans l'original : voici par exemple deux citations que *Présence marxiste*, qui ne manque jamais d'appuyer son argumentation par quelques sentences des grands hommes du passé, appréciera et qui donneront peut-être à réfléchir à R. C. : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience » (préface à la *Contribut.on à la critique de l'économie politique*) et « Tout pas en avant d'un mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes » (lettre à W. Bracke du 5 mai 1875).

Contact : Robert Camoin, Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux

Maoïsme

◆ *Insurgent Notes* n° 7 (en anglais sur Internet : http://insurgentnotes.com) « Notes pour une critique du maoïsme à l'adresse de groupes américains de jeunes Noirs et Latinos s'en réclamant et qui ont reproché à l'auteur les "avancées" du maoïsme au Népal et dans les luttes de "libération nationale" ».

Question agraire en URSS

◆ *Insurgent Notes* n° 7 (en anglais sur Internet : http://insurgentnotes.com) un compte rendu du livre très original de John Marot sur la question agraire dans les années 20 en URSS, qui montrent l'incapacité des trois factions du parti bolchevik à comprendre les réalités de la campagne russe

Castoriadis en anglais

◆ Anonymous Translator-Editor publie en anglais la traduction de Castoriadis: *Democracy and Relativism: Discussion with the "MAUSS" Group*, disponible sur www.notbored.org/DR.pdf et sur http://www.notbored.org/cornelius-castoriadis.html

Guerre au paradis

◆ « Dans la mêlée » : édito de la revue anarchiste *Guerre au Paradis* n°1, publiée à Paris par Ravage Editions en mars 2010. Lire le texte en ligne ou bien télécharger Guerre au Paradis n°1.

ravage@riseup.net -

Quelques outils de domination

◆ « Aux origines du pouvoir – Mythe, nationalisme et politique : analyse de quelques outils de domination » http://ravageeditions.noblogs.org/post/2013/03/13/aux-origines-du-pouvoir-mythe-nationalisme-et-politique-analyse-de-quelques-outils-de-domination/

Normes du travail

◆ Jens Thoemmes, « La fabrique des normes temporelles du travail », *La Nouvelle Revue du travail* http://nrt.revues.org/153

Rebellons-nous

◆ Divers textes de réflexion politique sur un blog : http://rebellons-nous.overblog.com/

Sommaires

◆ ***Voilà* n° 13 : http://latoile.sudptt.org/IMG/pdf/et_voila_n13_decembre_2012.pdf**

◆ ***L'épine noire*,apériodique, n° 3, hiver 2013, epinenoire@riseup.net , epinenoire.noblogs.org**

◆ ***L'Echaudée*, n° 2 (automne-hiver 2012) textes sur le mouvement «Occupy » aux Etats-unis, sur la classe dirigeante chinoise, sur Ricardo Flores Magón et sur la crise (Ab Irato, 6 rue Boulle, 75011 Paris) , abirato@internetdown.org**

◆ ***Vivre vite de l'autre côté du Mur (punks et anarchistes en ex-Allemagne de l'Est)* : un récit très vivant et édifiant de la répression des jeunes « non-conformistes » (depuis la musique jusqu'au look)dans la RDA, Mutines Séditions, Libertad 19 rue Burnouf, 75019 Paris http://mutineseditions.free.fr**

◆ ***Communicating Vessels* n° 24 (automne-hiver 2012-2013-(en anglais). Le contenu voyage entre autres textes (correspondance, critiques) le crépuscule (The darkness), la nuit (Voyage of the night) et les rêves (Foggy Night Thoughts).**

◆ ***Article 11* (mars-avril 2013) : impossible de citer tous les articles, il y en a pratiquement un sur chacune des 40 pages étendues ; le mieux est de l'acheter en kiosque ; www.article11.info**

◆ **« datacide twelve » (magazine for noise & politics) (en anglais) http://datacide.c8.com « La théorie de la Communisation et la question du fascisme », » From Adorno to Mao » et bien d'autres textes et revues y compris musicales.**

La nature du marxisme

◆ Nouveau texte publié sur le site Robingoodfellow.info : *La Nature du marxisme* (pour ceux qui n'ont pas Internet, copie papier à Echanges). Sommaire : « 1. La défense du marxisme intégral » ; « 2. Marxisme et science » ; « 3. Bordiga et "l'invariance historique du marxisme" » ; « 4. Les origines du marxisme (les "trois sources du marxisme" » ; « 5. La position de Communisme ou civilisation et de Robingoodfellow. »

Ce site, également en portugais et en espagnol, publie les travaux de Robingoodfellow et de Communisme ou civilisation depuis 1998, et annonce pour 2013 la parution de quatre livres : *Crise du capital, crise de l'entreprise* (février) « prend prétexte d'un livre à succès (*Ma petite entreprise a connu la crise*", éd. François Bourin) pour en tirer, du point de vue du

marxisme, le maximum d'enseignements généraux »), *Le Marxisme de la chaire et les crises* (mai), *Aujourd'hui le communisme (titre provisoire)* (août), ouvrage de vulgarisation destiné notamment à un jeune public, *Le Marxisme et la république démocratique* (décembre).

ICO et Castoriadis : une polémique exhumée

◆ Polémique à retardement. Le hasard d'une recherche sur Internet nous a fait découvrir sur le site du groupe « Lieux Communs » (collectiflieuxcommuns.fr/spip/) une longue critique mise sur le site en 2009 de la brochure d'Echanges sur la correspondance Chaulieu (Castoriadis) Pannekoek . Quelques lignes de présentation précisaient l'origine de ce texte :

Texte manuscrit de Jean-Luc Leylavergne dactylographié par Laurent Leylavergne en 2003 (les notes ajoutées pa ce dernier depuis 2003 sont en italique et précisées d'un N. d. t. pour note du transcripteur). Envoyé à la rédaction de la brochure Echanges et Mouvements en vue d'une publication, il n'a jamais été évoqué par celle-ci ni, a fortiori, publié. Aucune réponse, même privée, n'a été faite. Jean-Luc Leylavergne fut étudiant à l'E.H.E.S.S., élève notamment de Castoriadis de 1991 à 1995 ; militant politique durant ces mêmes années, il est notamment l'auteur de plusieurs articles dans la revue *Noir et Rouge* [publiés sur ce site].

Nous pouvons affirmer que, certainement à cause de circonstances personnelles concernant l'auteur de la critique (avec lequel nous avions eu antérieurement une correspondance suivie) cet article n'est jamais parvenu à Echanges. Il n'est nullement dans nos habitudes d'ignorer les critiques même les plus injurieuses ni de ne pas y répondre. Nous tenterons de reprendre ce débat mais nous aurions préféré quand même que la découverte de ce texte ne soit pas due au hasard ; le collectif Lieux communs aurait pu lors de sa publication nous en aviser...en 2009.

Montagnards An III

◆ Robert Camoin publie un ouvrage sur les *Derniers Montagnards : les Crétois, Germinal et Prairial an III.* Chez l'auteur, Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux.

Alexandre Berkman

◆ Dans *KSL (Kate Sharpley Library)* n° 73 (février 2013), critique du livre *The Tragic Procession : Alexander Berkman and Russian Prisoner Aid, 1923-1931.* KSL/ABSC www.katesharpleylibrary.net

Sacrifice

◆ « La religion du sacrifice » dans *Les habitants de la lune* n° 8 février 2013 (leshabitantsdelalune@yahoo.fr ou copie à Echanges)

Pa Kin, de l'anarchisme au maoïsme

◆ *A contretemps. Bulletin de critique bibliographique* qui

« paraît au gré des lectures, des envies et des circonstances » et qui « n'a pas de prix, juste des frais » consacre son n° 45 (mars 2013) à l'écrivain chinois Ba Jin (en pinyin, le système d'écriture de la prononciation en alphabet des idéogrammes chinois élaboré

sous l'égide de Guo Moruo après la prise du pouvoir par Mao en 1949 ; son nom s'écrivait Pa Kin dans l'ancienne manière). On dit que Li Feigan (1904-2005) avait conçu son nom de plume en prenant le Ba de Bakounine et le Kin de Kropotkine (dans un article paru dans *Le Monde* du 19 octobre 2005, Frédéric Bobin affirme que le Ba n'a rien à voir avec Bakounine mais rend hommage à un camarade chinois nommé Pa Enbo qui s'était suicidé à Château-Thierry). Ce numéro d'*A contretemps* a été entièrement conçu par Angel Pino, bajinolâtre ; les initiés n'ignorent pas ses traductions en français de plusieurs ouvrages de Ba Jin (parfois en compagnie d'Isabelle Rabut) ainsi qu'un dossier Ba Jin, déjà, paru dans le n° 17 (juin 1989) d'*Iztok revue libertaire sur les pays de l'Est*, ni ses textes dans la foulée de la répression de Tian'anmen en juin 1989, dans le n° 18-19 (juin 1990) de la même revue *Iztok*. *A contretemps* présente le dossier Ba Jin à sa guise : « Nos lecteurs connaissent notre double penchant pour les hétérodoxes historiques de l'anarchie, mais aussi pour ses atypiques. » Ba Jin appartiendrait aux atypiques selon cette présentation ; serait-ce parce qu'il a volontiers collaboré aux basses œuvres du maoïsme ? Une collaboration que le dossier ne cache pas mais qui préfère s'intéresser à la période où l'anarchisme de Ba Jin restait conventionnel, entre 1921 et 1950 environ.

Contact : Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75020 Paris ; ou a-contretemps@wanadoo.fr

Livres reçus

◆ *Théorie communiste* n° 24 (classe et genre,Activisme, Communisation, Tunisie,Egypte).

◆ *La Colère de Ludd*, Julius Van Daal, l'Insomniaque.

◆ *Ecrits de combat*, de Shelley, L'Insomniaque avec une longue préface « Shelley, un exilé parmi nous » (Hélène Fleury).

◆ *Rosa Luxemburg*, de J. P. Nettl , Spartacus : édition abrégée (570 p.) de la monumentale biographie de Rosa Luxembourg par J. P. Nettl que François Maspero avait publiée dans son intégralité (plus de 900 p.) en 1972.

Eric Hobsbawm

◆ La revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* publie dans son n° 24 (janvier 2013) une traduction d'un article paru dans le n° 1299 (novembre 2012) de la revue du Socialist Party of Great Britain, *Socialist Standard*, en guise de nécrologie d'Eric Hobsbawm (1917-2012), « Eric Hobsbawm, historien et léniniste ».

Victor Serge

◆ Viktor Lvovitch Kibaltchitch est né à Bruxelles en 1890 de parents russes. Il

Textes en ligne :

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs...) met en ligne les textes suivants sur le site http://ablogm.com/cats/

◆ *Les anarchistes et la révolution mexicaine* : texte sur la participation et l'influence libertaire dans la révolution mexicaine

◆ *Défaite à la FIAT – Italie 1980 :* texte sur la longue grève perdue des ouvrierEs de la FIAT en 1980.

◆ *Le chronomètre et le sabot : le management scientifique et les Industrial Workers of the World :* texte de Mike Davis.

◆ *La rébellion du maïs vert, USA 1917 :* court récit d'un violent mouvement de métayerEs, d'ouvrierEs agricoles, de fermierEs locataires de l'Oklahoma.

◆ *Chronologie anarchiste brésilienne* 1823-1937.

◆ *Soulèvement anarchiste au Brésil 1918 :* court texte sur une tentative de soulèvement anarchiste à Rio.

◆ *Les Haïdouks de Cotovschi :* court texte sur la trajectoire d'un groupe de jeunes partisanEs libertaires en Roumanie en 1940-1941.

◆ *Le Soviet de Limerick. Irlande 1919 :* un texte sur la grève générale de Limerick et sur le conseil ouvrier qui autogéra la ville pendant deux semaines.

◆ *L'anarchisme en Chine du Nord, 1985-2001.*

◆ *Anti-Fascist Action en Grande-Bretagne ».*

◆ *Le mouvement anarchiste coréen.*

◆ *Lutte sociale massive en Roumanie –* 2012.

◆ *Le mouvement Bannière noire. Pologne 1903-1906 :* texte sur Chernoye Znamya (Bannière noire), un groupe actif dans la ville industrielle de Białystok et qui influençait les grèves ouvrières, pratiquait l'action armée anti-tsariste.

◆ *Les groupes anarchistes à Lodz – Pologne 1905-1939.*

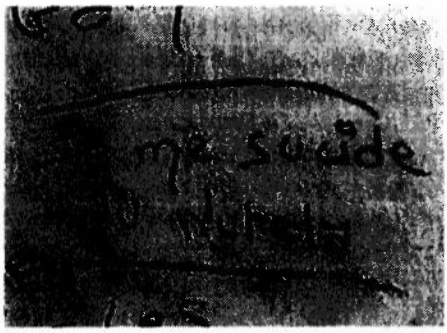
◆ *Les Groupes de Défense et d'Assistance des Femmes – Italie 1943-1945.*

◆ *Institutionnalisation par en bas – Syndicats et mouvements sociaux – Italie années 70 :* texte sur la manière dont les syndicats italiens ont « chevauché le tigre » des mouvements sociaux autonomes dans les usines et réussi à les canaliser.

◆ *Le futur dans notre dos – Autonomie et mouvements sociaux – Italie années 1970.*

◆ *Analyse de l'autonomie italienne :* un entretien avec Sergio Bologna, un des théoriciens de l'opéraïsme italien qui revient sur ce que fut l'Autonomie en Italie dans les années 1970.

◆ *Fascistes et police en déroute – La bataille de Cable Street – Londres 1936.*



est mort à Mexico en 1947. Entre temps, il s'est fait un nom : Victor Serge. Impliqué dans le procès de la bande à Bonnot en 1911, partisan des bolcheviks après 1917 puis de Trotsky après la prise du pouvoir de Staline en 1924, il s'éloigne de Trotsky à la fin des années 1930 et échappe aux nazis et aux staliniens en se réfugiant au Mexique en 1941. Il est l'auteur de nombreux ouvrages régulièrement réédités pour la plupart d'entre eux. Dans son n° 24 (janvier 2013), la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* rend compte de l'édition en 2012 par Agone des *Carnets (1936-1947)* de Victor Serge, augmentée de nombreux inédits retrouvés dans un carton au Mexique en 2010 (certainement dans les papiers posthumes de son fils, le peintre Vlady [1920 2005]). Des carnets qui couvrent la période de son retour en France après avoir été libéré des geôles staliniennes grâce à une forte mobilisation de ses amis, jusqu'à sa mort à Mexico : où l'on rencontre des personnalités et des gens moins célèbres et où l'on suivra les activités de Victor Serge dans sa lutte pour le

socialisme et la liberté au Mexique où il participa au groupe Socialismo y libertad. Ajoutons que « Socialisme et liberté » fut aussi le sous-titre de la deuxième série de la revue *Masses* (1946-1948) et de la revue *Spartacus* (1975-1979) que son ami René Lefeuvre (1902-1988) édita à Paris.

Fernand Loriot

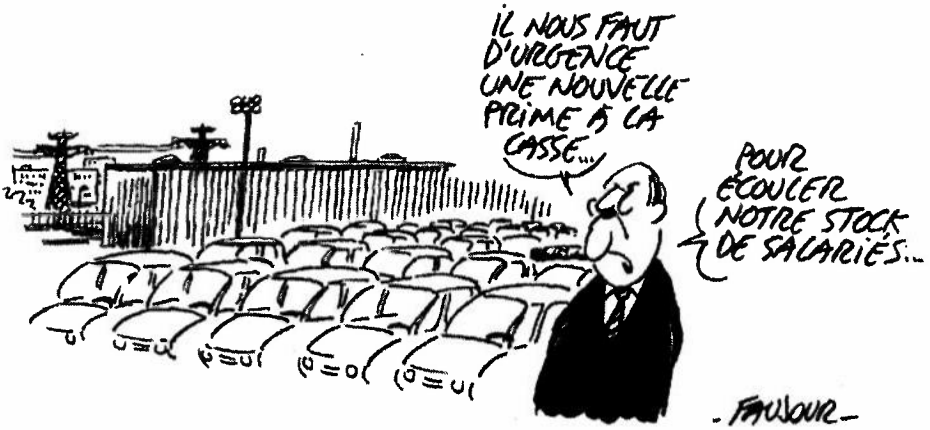
◆ Un compte rendu du livre de Julien Chuzeville, *Fernand Loriot, le fondateur oublié du Parti communiste* (éd. L'Harmattan, 2012), dans le n° 24 (janvier 2013) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité.* Un compte rendu, que l'on ne peut qualifier de lecture puisqu'il ne donne que le sommaire de l'ouvrage recensé introduit par un bref laïus passe-partout. Rappelons pour les lecteurs d'*Echanges* que Julien Chuzeville s'est autrefois intéressé à René Lefeuvre, fondateur des éditions Spartacus, qui lui a donné matière à un documentaire cinématographique datant de 2008, pas très bon pour la principale raison que les personnes interrogées tendaient à réduire l'activité de René à un folklore désuet (le DVD, « René Lefeuvre pour le socialisme et la liberté », accompagné d'un livret, est disponible aux éditions Spartacus, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris) et à un article dans le n° 159 (juillet-septembre 2009) de la revue *Gavroche*, « René Lefeuvre, socialiste révolutionnaire ».

« (Dis)continuité » réédite « Tentative de bilan du comité de lutte Renault » (1972)

◆ François Bochet poursuit son travail de diffusion de textes théoriques passés dans la publication irrégulière hors commerce *(Dis)continuité* qu'il anime, et dont nous rendons compte dans *Echanges* des numéros parus quand nous les recevons : Le n° 35 (janvier 2013) contient divers textes d'Anton Pannekoek, Amadeo Bor-

diga, Onorato Damen, Paul Rassinier et Hugo Oehler. Un joyeux fatras dont ce n° 35 nous indique qu'il a été présenté dans le n° 34 ; n'ayant pas reçu ce dernier nous ne pouvons pas répondre à la question, ni ne voulons préjuger, des raisons d'insérer dans une revue des articles aussi disparates, d'intérêt très inégal.

Le n° 36 (aussi daté de janvier 2013) reprend sous forme de photocopie une brochure de Nicolas Boulte, un militant maoïste dans le comité Renault, publiée en supplément au n° 120 (octobre-novembre 1972) de la revue *Informations Correspondance Ouvrières* (*ICO*) sous le pseudonyme de Baruch Zorobabel, *Tentative de bilan du comité de lutte Renault*. Dans cette brochure, Nicolas Boulte critiquait férocement l'action de ses camarades maoïstes de l'époque qui, selon lui, poussaient les travailleurs à la guerre civile alors qu'eux-mêmes ne dédaignaient pas les salons mondains et les postes universitaires à pourvoir. La présentation de François Bochet retrace sur deux pages un bref historique du texte. Regrettons qu'il se fonde pour ce faire sur des auteurs et des ouvrages douteux, entre autres un livre de Christophe Bourseiller, *Les Maoïstes. La Folle histoire des gardes rouges français* (éd. Plon, 1996) ; tous les militants devraient savoir que les investigations et les ouvrages de Christophe Bourseiller sont peu rigoureux et tendent très souvent, sinon toujours, à revêtir ses opinions des habits du fait divers tel qu'il a pris l'habitude de les distiller aux microphones complaisants du monde médiatique. Echanges est né de la dispersion d'ICO et quelqu'un d'entre nous aurait facilement pu apporter, si on lui avait demandé, des informations sur la manufacture de *Tentative de bilan du comité de lutte Renault* : par exemple à propos de la confiance qui s'était établie entre Nicolas Boulte et l'équipe d'ICO qui l'a aidé dans l'édition de son texte ainsi que de son harcèlement par ses ex-camarades prochinois qui explique son suicide en 1975 (des copies de la brochure de Zorobabel sont toujours disponibles sur demande à Echanges).



Dessin de Faujour (http://canaille-le-rouge.over-blog.com/article-chomage-partiel-et-coincidences-et-construction-de-la-riposte-98330099.html)

Contact : Fr: nçois Bochet, Le Moulin des Chapelles, 87800 Janailhac ;
ou f.bochet@free.fr

Espagne 1936

◆ La révolution des comités : un livre en espagnol d'Agustín Guillamón : *La revolución de los comités. Hambre y violencia en la Barcelona revolucionaria. De julio a diciembre de 1936.* Aldarull y El grillo libertario, Barcelona, 2012. Voir http://bataillesocialiste.wordpress.com/category/revolution-espagnole/ ou http://bataillesocialiste.wordpress.com/category/revolution-espagnole/. Le livre peut être commandé à Aldarull, editorial@aldarull.org

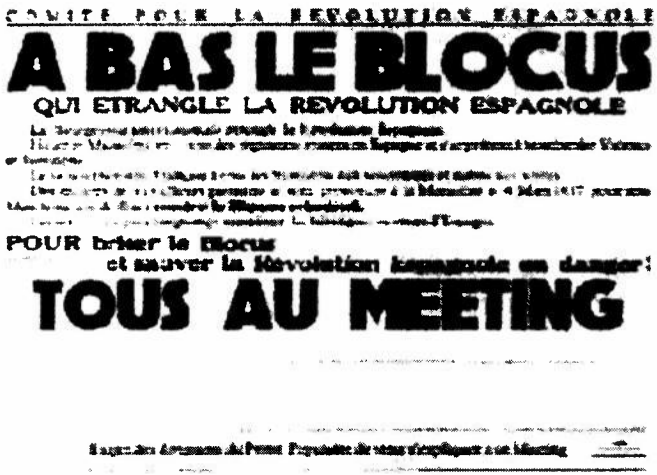
Autres œuvres de l'auteur, en français: *Barricades à Barcelone (1936-1937).* Spartacus, Paris, 2009. Une troisième édition revue et augmentée de *Los Comités de defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938)* (Aldarull, 2011) est en préparation.

L'édition italienne de cet ouvrage (All Insegna del Gatto Rosso, Milano, 2013) ajoute en introduction un texte de Dino Erba, « Spagna 36. Una rivoluzione impossibile? O l'impossibilità della rivoluzione ? » et en appendice « Quando muoiono le insurrezioni » (Quand meurent les insurrections), de Gilles Dauvé.

◆ *Le POUM sur le front de Huesca et dans la défense de Madrid.* Texte mis en ligne par le CATS sur le site http://ablogm.com/cats/ (voir aussi p. 63)

◆ *Fronts calmes dans la guerre civile espagnole :* texte de Michael Seidman sur les situations humaines sur les fronts calmes, côté républicain et côté franquiste (désertions, troc, fraternisations, escarmouches, dénuement...) qui jette un regard surprenant sur certaines réalités de la guerre civile espagnole (1936-1939).

Texte mis en ligne par le CATS sur le site http://ablogm.com/cats/ (voir aussi p. 63).



LA PRÉCARITÉ DU TRAVAIL EN FRANCE

Elément d'un débat avec des camarades britanniques

« Le mot précarité est un mot à la mode qui a pour objectif de nous empêcher de réfléchir », a affirmé la présidente de l'organisation patronale, estimant que « la précarité était une loi de la condition humaine. »

(Reuters, 3 septembre 2005 ; déclaration de Laurence Parisot sur France Inter)

LA PRÉCARITÉ DANS LE TRAVAIL signifie essentiellement la possibilité pour les entreprises ou les patrons individuels d'embaucher et de licencier les travailleurs selon leurs seuls propres besoins industriels, leur seul intérêt financier, sans avoir à se soucier de la situation individuelle du travailleur et de sa famille.

Pour le travailleur, l'insécurité de l'emploi signifie qu'il ne sait jamais quand il sera embauché ou licencié pour quelque raison que ce soit, une raison qu'il ne connaît souvent pas et sur laquelle il ne dispose d'aucun pouvoir. Théoriquement, il a le même « droit » de travailler ou de démissionner, mais théoriquement seulement parce qu'il est dans la nécessité absolue pour vivre d'obtenir de l'argent dans un travail plus ou moins régulier, un travail qui toujours dépend d'un patron. Un « tel droit au travail » n'existe jamais et le prétendu équilibre entre une liberté d'embauche et de licencier et une liberté de travailler et de démissionner est en total déséquilibre. La précarité est l'essence même du capitalisme.

Bien sûr, certaines tâches requièrent des travailleurs plus qualifiés et plus nécessaires que d'autres, d'autres aussi plus permanents pour contrôler et discipliner la masse des autres travailleurs, mais, en général, l'immense majorité des travailleurs, tout au long du développement du capitalisme, se sont trouvés dans des situations de précarité. Je reviendrai sur le fait que dans les pays industrialisés, pendant une courte période, se sont développés non seulement des garanties d'un emploi permanent pour le travailleur, mais aussi des garanties pour ce travailleur « permanent » de logement, de santé et de retraite. Actuellement cette tendance s'est inversée, à une échelle mondiale, et c'est relativement récemment qu'est apparue dans le vocabulaire la différenciation entre le travailleur permanent (CDI et tous contrats à durée illimitée) et le travailleur non permanent

(CDD et toutes les variantes à durée parfois très limitée ou non définie c'est-à-dire pouvant être interrompue à tout moment, couramment dit « précaire »).

Pour la France, on peut faire remonter cette précarité à la Révolution. Auparavant une part importante du travail était strictement réglementée par les corporations qui garantissaient la formation et l'emploi et qui impliquaient des obligations réciproques. Une telle situation était un obstacle au développement industriel de sorte qu'une loi importante, la loi Le Chapelier, fut votée en 1791 qui interdisait toute forme d'organisation ouvrière, démantelait le système des corporations et autorisait pratiquement sociétés et patrons à exploiter « librement » les travailleurs en fixant unilatéralement les conditions d'exploitation hors de toute réglementation légale ou contractuelle. Ce texte prétendait mettre sur un plan d'égalité la « liberté » des patrons de faire ce qu'ils voulaient quant à ces condition et la « liberté » du travailleur d'accepter ou non de travailler dans ces conditions. Pendant près d'un siècle cette loi fut la règle, même si quelques autres lois tentèrent de limiter les conditions d'exploitation dans les cas les plus criants (par exemple le travail des enfants) souvent d'ailleurs pas pour rétablir un équilibre dans les relations travail-capital mais en raison des conséquences dramatiques de la surexploitation et de la précarité totale susceptibles d'un effet boomerang.

Ainsi, avec cette loi Le Chapelier, le travail était seulement défini en fonction de l'intérêt du capitalisme et la précarité était le lot commun de l'immense majorité des travailleurs, à l'exception de ceux qui contribuaient à la domination du système et à « l'ordre public » : fonctionnaires, police et armée professionnelle, exception qu'il est facile de comprendre.

Mais quand, à la fin du XIXe siècle, les syndicats furent autorisés légalement et que le mouvement ouvrier se structura, les revendications concernèrent d'abord la durée de la journée de travail et quelques garanties sur la santé, les accidents ou la retraite, mais pas du tout la précarité. Aujourd'hui encore, alors que certaines garanties existent sur ce dernier point, le système légal fonctionne sur ce principe établi il y a plus de deux siècles, le principe d'« égalité » de situation et de droits dans les relations capital-travail.

C'est naturellement une illusion : si le travailleur a toujours la possibilité de quitter son emploi, il le fait, s'il n'y est pas poussé par son patron, généralement pour une situation meilleure ; mais c'est une « liberté » limitée notamment en période de crise ; le patron, en général, n'est pas spécialement affecté par ce départ car il peut puiser dans la réserve de main-d'œuvre. Si le patron, pour quelque raison, licencie un travailleur, il ne se soucie nullement des conséquences sur la situation personnelle de celui-ci. L'employeur peut toujours se conformer à la loi de base, même si cela peut être modulé, qui lui donnent le droit de décider unilatéralement de mettre fin au contrat de travail individuellement ou collectivement sans avoir à en donner les justifications. Le fait qu'à l'origine, des accords collectifs d'entreprise, puis de branche, nationaux et/ou légaux aient tenté de réguler les licenciements individuels ou collectifs (au-delà de deux travailleurs mais selon des modalités différentes) ne contredit pas le principe des relations capital-travail : ces mesures sont seulement des dispositions visant à compenser pour le travailleur li-

cencié la perte de ses revenus ; de toute façon le patron garde, même en cas de licenciement collectif, le pouvoir unilatéral de décider, sans avoir à donner de justifications, du moment, du nombre et des autres conditions du licenciement. Ainsi, si la précarité est moins brutale qu'il y a un siècle, un travailleur peut toujours être licencié, soit individuellement soit dans une charrette collective, selon le seul intérêt de l'employeur.

Quand nous considérons les tentatives d'adoucir quelque peu les conditions brutales d'un licenciement (ne pas trouver immédiatement un autre emploi, n'importe quel job, sous n'importe quelle condition) et dans certains pays pouvoir obtenir une indemnisation de la précarité pour une période limitée et sous certaines conditions, on doit observer, en France par exemple, que cela ne s'applique qu'à certaines activités essentielles (industrie, finance ou commerce). Jusqu'à la seconde guerre mondiale par exemple, les très nombreux ouvriers agricoles vivaient dans des conditions d'une extrême précarité (souvent saisonniers en permanence) n'ayant même pas les garanties minimales des travailleurs non agricoles. Aujourd'hui encore, le travail domestique et d'autres activités comme la restauration, le bâtiment ou la confection peuvent échapper facilement à toute régulation pratiquant à volonté « embauche et licenciement » pour des durées très limitées, au coup par coup et pas seulement sur le marché noir du travail où c'est la règle absolue.

Jusqu'à récemment, même si elle était quelque peu contrôlée, la précarité a pris cette forme « embaucher et licencier » au plaisir des employeurs, et sans parler des tentatives de supprimer ces régulations relativement faibles des formes plus insidieuses et plus pernicieuses de précarité se sont développées. Comme antérieurement, la précarité est redevenue le fait d'être sans travail pour une période plus ou moins longue ou de trouver du travail pour des périodes plus ou moins longues, séparées par des périodes, elles aussi plus ou moins longues, de chômage.

La précarité a pris aussi le sens d'une crainte d'être débauché du jour au lendemain lors de crise ou de faillite et de devoir galérer à la recherche d'un autre job tout aussi incertain. Cette situation a fini par être intégrée dans le contrat de travail, quelque peu réglementée (bien qu'autorisée légalement) dans une loi, un contrat collectif signé par les employeurs et les syndicats. Les premières à franchir ce pas « légal » furent les agences d'intérim qui fournissaient au travailleur « enregistré » une « mission » dont la durée pouvait varier de quelques heures à des années mais qui pouvait être soudainement interrompue sans condition ni explication tout comme avant la première guerre mondiale.

Ce système très pratique pour l'employeur car permettant d'avoir une main d'œuvre flexible selon ses besoins immédiats s'avérait onéreuse et un système plus astucieux et plus pernicieux – légal également – permit aux employeurs d'utiliser toutes sortes de contrats, limités à une tâche déterminée et limitée dans le temps, pour des périodes séparées par des périodes de chômage. Il est impossible de citer toutes les possibilités qui sont apparues récemment et qui ont fait de la marchandise « force de travail » un produit disponible à volonté pour le ca-

pital. Cette évolution touche toutes les branches de l'activité et a même gagné les secteurs jusqu'alors protégés : fonctionnaires, santé, chemins de fer, éducation et l'armée. Et quoiqu'il reste un noyau de travailleurs permanents avec certaines garanties, leur situation peut se précariser soudainement. Sous une forme plus organisée, légalisée, on est ainsi revenu au système qui prévalait avant la première guerre mondiale, qui s'était maintenu pour les travailleurs agricoles jusque après la deuxième guerre mondiale.

Même si nous ne tentons pas d'entrer dans le détail et la dimension de la précarité sur une longue période (plus de trois siècles) et si celle-ci qui s'étend dans les pays industrialisés n'est pas vraiment ce qu'elle était antérieurement, on peut observer que la situation présente vise à revenir à ce qu'elle était dans le passé. On pourrait ajouter qu'elle est ressentie différemment : la destruction progressive d'un statut antérieur n'est pas ressentie comme « normal », mais comme une dégradation qui entraîne le sentiment collectif d'une fragilité de tout le système capitaliste. Le caractère des relations de travail dans cette période de quatre-vingts ans (pratiquement entre les deux crises mondiales 1929-2009, quatre générations) exprimait de fait une nécessité pour le capital d'avoir une main-d'œuvre plus stable, plus saine et plus tranquille. Elle fut marquée plus ou moins par le symbole du fordisme. Il est évident qu'avec son évolution, le capital n'a plus besoin de cette forme de relation de travail, démantelée partout, notamment de ce qui avait été élaboré après la seconde guerre mondiale : cette période avait créé l'illusion que le capital pouvait pérenniser les « acquis », et la perte de cette illusion entraîne une sorte de chaos idéologique.

Nous devons tenter de comprendre la relation entre ces modifications dans les relations de travail et l'état présent du capitalisme et de son évolution, essentiellement dans le procès de production. Le nombre croissant de chômeurs (l'armée de réserve) dans le monde entier amène à analyser les déséquilibres entre l'automatisation et la mécanisation (le capital mort, l'investissement dans la machine) et l'exploitation du travail (le capital vivant, le travailleur), une question qui est pour une part au centre de la présente crise. Les théories ne manquent pas mais sont-elle convaincantes ? Cela conduit à soulever un autre point tout aussi important, dans ce processus : que devient la lutte de classe ? Pendant la période antérieure, les régulations concernant la condition ouvrière avaient pu être considérées comme des « conquêtes sociales » acquise de haute lutte. Mais on doit noter qu'elles correspondaient aux besoins à un moment donné du développement capitaliste. Jusqu'à maintenant, parlant de la France on ne trouve guère de résistance, d'action collective contre la précarisation qui envahit toutes les strates du système. On trouvera une réponse dans le fait que la plupart des précaires ont la possibilité de survivre plus ou moins péniblement avec un système d'allocations encore efficace. Une question distincte, bien que liée à la précédente, serait de savoir qui constitue la masse des précaires (certains parlent de la dégradation de la situation de la classe moyenne, précisément celle qui se caractérisait par ses salaires et la stabilité de sa position sociale).

Si en France le mouvement « indignés » a rencontré si peu d'écho, alors

qu'ailleurs des jeunes déclassés de la classe moyenne en étaient l'élément dynamique, c'est que, bien que touchés également par cette précarité, les jeunes ne voient pas présentement la nécessité de se mobiliser d'une manière ou d'une autre pour sortir de leur situation critique. Dans le passé, faire partie de cette « armée de réserve du capital » n'était pas générateur de révolte car l'espoir subsistait de retrouver non seulement un emploi, mais un emploi stable. Cet espoir s'amenuisant, nous nous trouvons face à l'émergence d'une autre forme de lutte dont les mouvements « indignés » ou « occupy » serait les prémisses. Ce qui n'était qu'une armée de réserve pour les besoins du capital aisément contrôlée pourrait changer de dimensions, de but et chercher d'autres perspectives en suivant d'autres méthodes de lutte. La précarité pourrait être un terrain inconnu jusqu'alors, d'où quelque chose d'autre pourrait surgir.

H. S. (24 janvier 2013)

OBSERVATIONS D'UN CAMARADE ANGLAIS

UN GROUPE DE LECTURE avait été organisé par quelques anarchistes ici à Bristol. C'était un petit cercle mais la discussion fut intéressante. La moitié de ceux qui étaient là pensaient que les relations de classe étaient suffisamment différentes de celles des décennies précédentes pour qu'on puisse considérer sérieusement la thèse selon laquelle la classe ouvrière n'existait plus en tant que telle, remplacée par un groupe défini par sa précarité en rapport tant avec l'emploi qu'avec les conditions de vie, qu'on pourrait appeler le « précariat ». Cette idée a reçu récemment un certain écho lors de la publication en Grande-Bretagne de l'ouvrage *The Precariat, The New Dangerous Class* de Guy Standing, un universitaire de Bath. Un résumé de cet ouvrage se trouve sur le site http://www.policynetwork.net/pno_detail.aspx?ID=4004&title=+The+Precariat+%E2%80%93+The+new+dangerous+class

Dans ce livre, l'auteur soutient que si le Labour Party ne répond pas aux aspirations de cette « classe », celle-ci pourrait alors soutenir les partis fascistes. Ce n'était pas l'opinion de ceux qui soutenaient la thèse selon laquelle le « précariat » constituait une nouvelle classe ; ils voyaient au contraire dans cette « classe » le sujet potentiel d'une mobilisation pour une transformation sociale plutôt que dans une adhésion à un quelconque fascisme.

L'opposition (qui était aussi la mienne) à cette thèse du « précariat » posait que, bien que l'insécurité de l'emploi en Grande-Bretagne se fût accrue dans les dernières décennies, cela ne remettait nullement en cause le concept des relations de classe. Cette précarisation devait plutôt être vue comme le retour à une norme qui avait marqué la vie de la classe ouvrière avant la seconde guerre mondiale – un retour partiel parce qu'il subsiste encore un ensemble d'avantages sociaux pour ceux qui luttent pour retrouver un emploi. C'est aussi ce que tu soutiens dans ton texte. L'autre aspect est que nous ne devons pas être surpris de ce qui se passe parce que le capitalisme est un mode de production dynamique mais incertain, dans lequel on trouve une constante transformation de la composition de classe, dans la distribution géographique du travail et dans le procès du travail. La classe ouvrière a

subi maintes transformations, à la fois en Grande-Bretagne et dans le monde.

A la fin de la réunion, je pense que ceux qui soutenaient le concept du « précariat » étaient convaincus que les travailleurs précaires ne constituaient pas une nouvelle classe. Pourtant ils étaient aussi convaincus que ce concept pouvait être utilisé pour mobiliser ceux qui vivaient dans ces conditions de précarité. Identifier le « précariat » revenait à s'identifier avec un mouvement politique de transformation sociale. Pourtant, je ne suis pas très au clair avec ce que cela signifie.

Le fait que nombre de travailleurs soient encore permanents, à plein temps, en dépit de l'augmentation de la précarité dans nombre de secteurs, fut passé sous silence dans la discussion. Elle a aussi glissé sur le fait que même si l'on acceptait le concept de « précariat », il ne s'agit pas d'un groupe homogène : par exemple, ce concept recouvre aussi bien des jeunes diplômés universitaires que des familles vivant des aides de l'Etat ou du peu de travail que les uns ou les autres peuvent trouver. Le slogan « Nous sommes tous des précaires » ne reconnaît pas l'hétérogénéité des conditions de vie et des luttes qui peuvent en découler. Ensuite, le risque est que la lutte politique se réduise à la seule amélioration des avantages sociaux, édulcorant ainsi le combat contre la précarité tu par le capitalisme et n'attaquant pas le capital en tant qu'origine du problème de la précarité. Bien sûr, depuis les années 1980, il y a eu plusieurs réformes des lois du travail pour qu'il soit plus facile aux patrons de licencier les travailleurs ce qui est vu par beaucoup cc mme la cause de la précarité, conséquence elle-même du néolibéralisme. Cette vision peut aisément se réduire à un programme politique de réforme des avantages sociaux, qui est ce que recommande Guy Standing en préconisant pour le Labour Party l'adoption de l'idée d'un « revenu minimum » pour tous. Je ne crois pas que c'était l'opinion de ceux qui à cette réunion semblaient adopter l'idée d'utiliser le « précariat » comme base d'un mouvement politique, mais cela apparaît clairement dans les revendication des mouvements sociaux « anticapitalistes » qui ont montré et montrent depuis quelque temps une combinaison de rhétorique radicale et de revendications réformistes pour obliger les gouvernements à adopter une politique différente.

JE SUIS INTÉRESSÉ PAR CE QUE TU AS ÉCRIT SUR LE DÉPLACEMENT DES LUTTES VERS LES ESPACES PUBLICS. Bien sûr, l'espace public est le lieu de toutes les manifestations de solidarité, mais n'est-ce pas aussi celui des revendications pour des réformes ? Je suis sûr, comme tu l'écris, que la plupart des gens impliqués dans le mouvement « occupy » pourraient être caractérisés comme vivant dans des conditions précaires, mais je suis sûr aussi que tu seras d'accord pour dire que ce ne sont pas nécessairement des chômeurs. Il est plus facile d'occuper les places et de lancer des appels pour une véritable représentation et une « démocratie réelle » plutôt que de lutter directement contre les conditions précaires imposées par le capital, quoique certains succès aient pu être enregistrés sur ce terrain, par exemple la lutte des IWW aux Etats-Unis lors de l'organisation des travailleurs de Starbucks. Bien sûr, cela ne veut pas dire que la lutte sur

le lieu de travail n'est pas tout autant la place de réformes, mais ce qui arrive sur le lieu de travail implique toujours un combat implicite contre le capital et l'Etat. C'est pour cela que l'occupation du lieu de travail est souvent considérée par l'Etat comme un problème infiniment plus sérieux.

Je pense qu'il est intéressant de noter qu'ici, en Grande-Bretagne, les syndicats préfèrent être à la tête de manifestations de rue plutôt que de lancer des grèves et de plus n'envisagent jamais ou très rarement de prôner l'occupation du lieu de travail. Bien sûr, les chômeurs de longue durée tels que ceux que l'on trouve dans les cités n'ont pas d'autre recours que d'exprimer colère et rage dans des manifestations de rue. S'ils expriment des revendications politiques, c'est habituellement pour des réformes, par exemple sur le comportement des flics. Il serait intéressant de savoir si on peut ici tirer quelque leçon valable pour aujourd'hui de ce qu'on a pu voir des luttes de chômeurs dans les années 1920 ou 1930.

Aujourd'hui, au lendemain des printemps arabes, je pense que bien des gens tireront la conclusion que les changements révolutionnaires peuvent être conquis dans la rue. Je n'en sais pas suffisamment sur la situation en Afrique du Nord ou dans le Moyen-Orient pour formuler une réponse définitive sur ce point. Pourtant, il me semble évident maintenant que ce qui a résulté de ces mouvements n'a été qu'un changement dans la forme de l'Etat, d'une dictature à quelque forme de démocratie bourgeoise. Il n'y a pas eu de révolution sociale.

Pour moi, cela renforce la conviction que, sans prise de contrôle de la production globale et des circuits d'approvisionnement, il ne peut y avoir de transformation sociale et certainement pas une ouverture vers le communisme. Ce n'est pas pour écarter les luttes dans la rue mais simplement pour reconnaître qu'elles ne sont nullement suffisantes.

(2 février 2013)

Immigration et religion
Jean-Louis Roche
Editions Du Pavé.

VOICI un livre qui ne devrait pas laisser indifférent le milieu dit révolutionnaire. Jean-Louis Roche comme à son habitude ne ménage personne. Sa démarche comme il le dit lui même, est d'attirer l'attention sur « les immigrés qui sont les principaux prosélytes d'une religion conquérante, policière du temps humain ».

Jean-Louis Roche tout au long de son livre va opposer l'obscurantisme de l'islamisme, d'abord à la civilisation grecque, puis ensuite à la science. Le livre nous apprend beaucoup sur l'islam.

Il va jusqu'à établir des passerelles bien fragiles entre l'islam et le nazisme. Mais là où l'auteur perd pied, c'est quand il veut définir le nouveau prolétariat :

« Excepté dans les grandes aires géographiques comme la Chine ou l'Inde, dans les pays dits développés à l'époque moderne, la classe ouvrière ne provient plus pour l'essentiel de la paysannerie, comme dans les pays à économie d'Afrique ou du Moyen-Orient. Elle provient de la scolarisation de la jeunesse en général. » Jusque-là pas d'importantes divergences avec Jean-Louis Roche ; mais la suite nous réserve quelques surprises :

« Ce ne sont pas ces immigrés, petits bourgeois vaillants et opiniâtres – qui ont les moyens de payer très cher leurs études (dans le cadre huppé de l'Université britannique au reste) qui posent problème mais les enfants de la génération immigrée précédente installée en France depuis moins de deux générations, qui estiment que tout leur est dû car ils sont "français" mais, largués du système scolaire, voient avec répugnance la "condition ouvrière" ».

Ensuite, p. 150, il oppose ce brave travailleur qu'est le père, gagnant son pain à la sueur de son front, aux jeunes des banlieues, c'est-à-dire les cailleras ou racaille, il n'emploie pas ces termes mais on les devine.

Nous avons longuement débattu à Echanges de cette question au moment de la révolte des banlieues (voir notre brochure, avril 2006), pour conclure que cette jeunesse sans emploi qui n'a que sa force de travail à vendre est bien prolétarienne et d'origine prolétarienne.

Que ces jeunes n'envisagent pas de travailler en usine, ce n'est pas un phénomène nouveau ; tout prolétaire gagnant sa vie à la sueur de son front ne souhaite pas que son fils ou sa fille tombe dans l'esclavage salarié. La réponse c'est que plus de 90 % d'entre eux n'auront que cette possibilité pour vivre. Ici nous sommes confrontés à la question sociale, pas à un problème historico-ethnique.

« Dès qu'il n'existe pas de contrainte physique ou autre, le travail est fui comme la peste. » (Karl Marx, *Manuscrits de 1844*)

Gérard Bad

Trois livres des Editions des Malassis

LE CATALOGUE en ligne de la maison d'édition des Malassis (www.editionsdesmalass.s.com), enseigne de Les Cinquante SARL, recense cinq ouvrages parus depuis la fin 2012 jusqu'à ce début 2013. Cette maison a des qualités que d'autres peuvent lui envier dont un travail éditorial irréprochable si rare à notre époque du vite fait mal fait. Il me serait facile, en contrepoint, de dresser une longue liste des maisons d'édition qui prennent leurs lecteurs pour des pauvres d'esprit incapables de savourer le plaisir de lire des textes qui ne soient pas assomants, qui soient bien imprimés, sans innombrables coquilles, couchés sur un papier agréable au toucher, mais je ne m'y aventurerai pas, la place risquerait de me manquer.

Echanges a reçu trois des cinq ouvrages parus aux éditions Malassis : Arnold J. Toynbee, *L'Islam, l'Occident et l'avenir* ; Karl Marx, *La Loi sur les vols de bois* ; et Jacques Grandjonc, *Communisme/Kommunismus/Communism. Origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes, 1785-1842.*

L'Islam, l'Occident et l'avenir
Arnold J. Toynbee

L'Islam, l'Occident et l'avenir est un essai signé par l'historien universitaire bri-

tannique Arnold Joseph Toynbee (1889-1975) paru dans le recueil *Civilization on Trial* en 1948, dont les Malassis reprennent la traduction française qui en a été faite dans *La Civilisation à l'épreuve* (éd. Gallimard, 1951).

Dans cet essai Toynbee adopte un ton souvent prophétique, dénonçant une entreprise de l'homme occidental pour « occidentaliser » le monde, c'est-à-dire enrôler la majorité dans ce « vaste, cosmopolite et omniprésent prolétariat » qu'il accuse d'en être un des plus sordides sous-produit. Reconnaissant que si l'Occident domine le monde, c'est par la technique et l'économie, il stigmatise cette domination qui, dans le même temps où elle a produit un plein économique et politique, a fabriqué un vide spirituel ; il lui oppose le monde inférieur du prolétariat oriental « dont Nazareth fut un exemple et un symbole *[d'où]* jaillit une des plus puissantes créations jamais accomplies par l'esprit humain : une floraison de grandes religions » (p. 46).

Pour Toynbee, cette longue condamnation du capitalisme qui ne dit pas son nom autrement que sous le label imprécis d'Occident ne pose pas tant la question de la marchandisation du monde que celles de la conscience de race et de l'alcool qui lui semblent les principaux dangers dans les relations actuelles entre ce prolétariat cosmopolite et nos sociétés modernes (p. 49).

Cette conception a eu deux conséquences dans la pensée et l'action d'Arnold J. Toynbee : la première est qu'il condamna moralement le capitalisme au nom de valeurs, ou prétendues telles bien souvent, de sociétés non occidentales ; la deuxième est qu'il défendit matériellement ce même capitalisme.

Il écrit ainsi que « l'esprit de l'Islam peut rendre des services qui se révéleraient, à condition qu'on les acceptât, de la plus haute valeur morale et sociale. L'extinction des haines de race entre musulmans est un des accomplissements moraux les plus considérables de l'Islam (...) » (p. 49) et qu'« on peut concevoir que l'esprit de l'Islam pourrait être ce renfort opportun qui déciderait de l'issue du conflit *[racial]*, en faveur de la tolérance et de la paix » (p. 52). Une espérance qui ne lui a pas semblé contradictoire avec sa collaboration pendant la première et la deuxième guerres mondiales avec le Foreign Office et sa participation aux conférences de paix qui se sont déroulées à la fin de ces deux guerres.

Les idées de Toynbee ont surtout connu un écho au Japon, un pays où il écrit avec raison qu'entre le choix pour défendre sa culture entre un retour au passé et une appropriation des techniques modernes il a choisi la seconde voie, réussissant à accroître le bien-être de sa population sans parvenir à libérer des énergies créatrices nouvelles. Les connaisseurs apprécieront que ce soit par l'intermédiaire d'Ikeda Daisaku (né en 1928) que Toynbee obtint une certaine notoriété au Japon grâce à la publication en 1976 d'un ouvrage en anglais intitulé *Choose Life : A Dialog* (Oxford University Press), auquel Ikeda avait apposé le nom de Toynbee avec qui il avait été longtemps en relation. Un temps président de la secte bouddhiste Sōka gakkai, Ikeda a été un des fondateurs de son appendice politique en 1964, le Kōmeitō, qui peut se traduire en français par Parti de la probité dans les affaires publiques ; un parti impliqué de longue date dans des affaires de corruption malgré ses ambitions affichées, ni plus ni moins que les autres partis politiques japonais.

Du Kōmeitō comme de Toynbee on peut dire « qu'il est facile d'être saint,

quand on ne veut pas être humain. » (Karl Marx, *La Loi sur les vols de bois* , éd. des Malassis, p. 86).

La loi sur les vols de bois

Karl Marx

La Loi sur les vols de bois est un écrit, signé « par un Rhénan », paru dans les numéros des 25, 27 et 30 octobre, et 1er et 3 novembre 1842 de la *Rheinische Zeitung* (Gazette rhénane) en réaction à un des débats qui avaient occupé la Diète rhénane entre les 23 mai et 25 juillet 1841. Il exprime la colère d'un jeune bourgeois contre ses pairs qui réclamaient à cor et à cris la criminalisation du glanage des céréales et du ramassage du bois mort par les plus pauvres.

Ce texte a, semble-t-il, été attribué à Karl Marx (1818-1883) d'abord dans des *Gesammelte Werke* (Ecrits choisis) publiés par Franz Mehring (1846-1919), puis dans les *Karl Marx-Friedrich Engels. Historisch-kritische Gesamtausgabe* (*MEGA*) éditées par le Marx-Engels Institut de Moscou fondé par David Riazanov (1870-1938). La relégation de Riazanov dans les camps de Staline à partir de 1931 ayant mis fin à son projet d'éditer les œuvres complètes de Marx et Engels, notons qu'à ce jour il n'existe aucun ouvrage digne de porter ce titre d'*Œuvres complètes* de Marx dans aucune langue ; aucune institution marxiste n'ayant intérêt à une publication de l'ensemble de ses textes.

La Loi sur les vols de bois est inclus dans les diverses éditions des œuvres de Marx. Les éditeurs des Malassis ont repris ici la traduction qui en avait été réalisée par Jules Molitor pour les éditions Costes.

Marx appartenait à l'époque de cet écrit au groupe que l'on a qualifié de jeunes hégéliens, marqués par la pensée de G. W. F. Hegel (1770-1831) mais en révolte contre elle. Comme l'a souligné Franz Mehring, Marx restait à cette époque tributaire de la philosophie hégélienne du droit et de l'Etat. Bien que ne voyant pas dans l'Etat prussien l'Etat idéal, comme le faisaient les zélateurs de Hegel, il le jaugeait tout de même à l'aune de ce même Etat idéal tel qu'il ressortait des prémisses de la philosophie hégélienne (Franz Mehring, *Karl Marx. Geschichte seines Lebens* ; traduction française : *Karl Marx. Histoire de sa vie,* Editions sociales, 1983, p. 65).

Toutefois, le lecteur reconnaîtra dans ce texte la volonté de Marx de s'écarter de l'idéalisme philosophique et de fonder son argumentation sur une interprétation stricte des faits, quoique ce ne soit qu'en 1844 que Marx s'éloignera définitivement de la conception idéaliste de Hegel dans sa

Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel pour ne conserver de son maître en philosophie que la méthode dialectique.

Ce matérialisme assumé dès 1841, encore peu ou prou inconsciemment, amène Marx à une analyse impitoyable de la cupidité des représentants de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers élus à la Diète rhénane, et partant de leurs commanditaires. Des classes sociales qui cherchent à supprimer les droits coutumiers en les soumettant à une législation générale et qui exigent de l'Etat qu'il délègue ses pouvoirs de police et de juge aux propriétaires de forêts.

En imposant que le présumé délinquant ne s'acquitte non seulement d'une amende mais qu'il accomplisse ce que l'on appelle aujourd'hui des travaux d'intérêt général en faveur du propriétaire prétendûment lésé s'il était insolvable, la Diète faisait « du violateur de bois une monnaie plus courante à l'usage du propriétaire de forêts, pour le rendre plus profitable, pour pouvoir placer p'us facilement le capital, car le délinquant est devenu un capital pour le propriétaire de forêts » (p. 61) Par-là, le propriétaire s'assurait une rente sur des biens (bois mort, épis tombés à terre lors de la récolte, paille restée sur pied après la moisson, etc.) que jusqu'alors il ne pouvait marchander, aggravant la misère des paysans.

A l'occasion de ces articles, Marx retrouvait le ton accusateur des pères de l'Eglise, de Morelly, de Babeuf ou bien encore de Brissot à la fin du XVIIIe : « Si toute violation de la propriété, sans distinction ni détermination plus précise, s'appelle vol, toute propriété privée ne serait-elle pas du vol ? » (p. 19) La réflexion devait l'amener à professer ouvertement le communisme dans *Le Manifeste du parti communiste* (1848), ce communisme dont la plupart des marxistes se sont tenus et se tiennent encore le plus loin possible et dont Jacques Grandjonc s'est instauré l'historien.

Communisme/Kommunismus/Communism

Jacques Grandjonc

Jacques Grandjonc (1933-2000) fut enseignant universitaire de civilisation allemande. Il a rédigé de nombreux ouvrages spécialisés sur des sujets touchant aux mouvements intellectuels socialistes et communistes prémarxistes, à la formation de Marx et du marxisme ainsi qu'aux proscrits allemands depuis les années 1840 jusqu'au nazisme.

Communisme/Kommunismus/Communism. Origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes, 1785-1842, une thèse de doctorat soutenue à l'université de Metz en 1979, remaniée pour le public, a paru auparavant en deux volumes, Karl-Marx-Haus, Trèves (Allemagne), 1989 (selon les éditions des Malassis) ou 1990 (selon le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international, Allemagne,* Les Editions ouvrières, 1990).

Dans cet ouvrage, Jacques Grandjonc se consacre à étudier l'aspect social des théories et des vocables communautaires (p. 276) car selon lui, citant le sociologue André Leroi-Gourhan, « "la langue est le ciment des actes ; non seulement elle les rend explicites, mais elle en conserve l'empreinte... Le contenu des faits culturels et le contenu de la langue ressortissent à des

domaines d'exploitation scientifique différents, mais comme les deux faces d'un même objet ; il est impossible de pénétrer l'une sans aboutir à l'autre" » (p. 11). Pour Jacques Grandjonc, « (...) le langage humain (...) n'est ni un donné éternel ni une structure abstraite, mais un outil d'appréhension et de transformation du réel, continuellement transformé lui-même, abandonné, repris, diversifié, recréé par des hommes » (p. 28).

Son étude, touchant à trois langues européennes, le français, l'anglais et l'allemand, parce que « (...) les théories communautaires, tout aussi peu que les autres aspects de la vie sociale et de ce qu'on appelle l'histoire des idées, ne se sont jamais renfermées dans les frontières politiques de tel ou tel pays (...) » (p. 25), l'a amené à plusieurs conclusions, nombreuses et toutes stimulantes intellectuellement et pratiquement, dont je n'ai relevé que les suivantes : c'est à Nicolas-Edmée Restif de la Bretonne (1734-1806) que l'on doit « communiste » et « communisme » au sens moderne ; les mots n'ayant pas une signification immuable on peut contester l'antienne « dictature du prolétariat » dont se gargarisent les fidèles de Lénine ; enfin, le cynisme desdits dictateurs du prolétariat doivent plus à Wilhelm Weitling (1808-1871) et Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), entre autres, qu'aux communistes Gracchus Babeuf (1760-1797), Sylvain Maréchal (1750-1803) ou Karl Marx.

Les recherches de Jacques Grandjonc lui ont fait découvrir que c'était Restif de la Bretonne qui avait utilisé le premier l'adjectif « communiste » et le substantif « communisme » dans leur sens moderne de mise en commun des biens dans les zones linguistiques étudiées. Un usager qui mena une existence libertine et désordonnée et édifia une œuvre littéraire, teintée de moralisme, qui compte des écrits de philosophie politique, des romans moralisateurs et des récits autobiographiques inspirés autant par le milieu paysan de son enfance que par la société mondaine qu'il fréquenta plus tard.

Cette « (...) utopie communautaire de la fin du XVIIIe siècle, de la *Maison de réunion* de Victor d'Hupay au *Manifeste des Egaux* de Maréchal ou au *Projet de décret économique* de Buonarroti, en passant par *Homo hominibus,* le poème latin de Hebenstreit, a, dans des circonstances variables et à des moments différents, une commune origine, la survivance de communautés et de coutumes rurales archaïques dans lesquelles vit encore la conscience rebelle des "communautés bourgeoises" des

XIIe et XIIIe siècles, et sur lesquelles vient se greffer une réflexion née du *Contrat social*, de l'*Emile* et du *Code de la nature* » (p. 24)

Restif de la Bretonne s'était intéressé à cette communauté des biens et de l'éducation communautaire qu'il qualifiait de communiste dès avant la révolution française : il a publié en 1785 une lettre de Victor d'Hupay à ce propos. Et, en 1797, il ne manqua pas de se pencher sur ce que l'on appelle les « réductions Guaranies », cette entreprise des Jésuites pour contraindre les Indiens Guaranis du Paraguay à vivre en communauté, qui survécut de 1610 à 1768 et qui ressemble tant au projet léniniste.

Quant au débat qui touche aux rapports du socialisme et du communisme à la démocratie et à la dictature, il « (...) tient apparemment tout entier dans cette double proposition contradictoire : la réalisation de la communauté des biens, du communisme ou du socialisme est présentée comme l'avènement du pur "démocratisme", comme "the destruction of class rule" puisqu'elle doit assurer égalité et liberté à la partie la plus importante de la population ; (...) » (p. 275/276). Jacques Grandjonc rappelle que « de la Révolution française à celle d'Octobre, lorsqu'il est question du pouvoir absolu et illimité (réel ou supposé) d'un seul ou d'un groupe, les termes employés sont ceux de "tyran", "tyrannie", "tyrannique" qui ont peu à peu remplacé le plus ancien "despote" et ses composés : on les rencontre appliqués tant aux monarques absolus de l'Antiquité que du XVIIIe siècle, tant à Robespierre qu'à Napoléon ; dans le cas du gouvernement de salut public on trouve naturellement aussi et plus souvent encore ceux de "terreur", "terrorisme" et "terroriste". En ce qui concerne "dictature" et "dictateur" cependant, et avec toutes les réserves d'usage sur les risques qui lui sont inhérents, c'est encore le sens romain qui prévaut. A savoir que la dictature est une magistrature extraordinaire codifiée par la loi (de *dictatore creando*), librement déléguée par le Sénat du peuple romain, pour une durée ne pouvant excéder six mois, dans une situation de crise interne grave, de calamité publique, de danger extérieur ; si celui qui accepte cette charge, le dictateur, n'est pas responsable de ses actes devant le Sénat, il est cependant soumis à des contraintes légales : (...) » (p. 278) ; et que pour Marx et Engels la perspective de la dictature de classe du prolétariat est une vision globale de la transformation des rapports de production pour l'établissement d'une société qui ne soit plus fondée sur l'exploitation de la majorité par une minorité, le seul exemple concret auquel il leur fut donné de se rapporter dans leur existence étant celui de la Commune de Paris (p. 286-287).

Finalement, on sait que Marx et Engels ne se sont pas hasardés à tracer les plans de la société future. « Ce ne sont pas eux qui rédigent jusqu'en ses moindres détails la "Constitution future de l'humanité", mais Weitling par exemple, à la suite de Fourier, de Restif et de tant d'autres, dans ses deux grands textes utopiques, *Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte* ((1838) et *Garantien der Harmonie und Freiheit* (1842). C'est Weitling qui prévoit expressément dans le système communautaire l'institution de compagnies disciplinaires de travail (...) » (p. 287). Et « ce n'est pas non plus Marx ni Engels, mais le moraliste libertaire et anarchiste Proudhon qui écrit sous la date du 31 octobre

1845 (...) : "(...) dussé-je sacrifier le genre humain, je le sacrifierais à ce qui me semble la vérité, et j'aurais l'orgueil de penser en faisant ce sacrifice que je représente à moi seul l'humanité, et qu'en perdant un million de millions d'hommes, rien n'est perdu." [*Carnets* de P.-J. Proudhon] (...) Jamais ni Babeuf, ni Marx, ni les Travailleurs égalitaires ou les exilés de la Société démocratique française et du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein de Londres, même au cœur des luttes les plus violentes, n'ont rien écrit de semblable, et si les Egaux ont pu proclamer en pleine Révolution, "L'Egalité réelle ou la mort !", c'était leur propre mort qu'ils envisageaient, non l'élimination des autres » (p. 287-288).

J.'P. V.

Pour avoir dit non. Les actes de refus dans la guerre d'Algérie 1954-1962.
Hélène Bracco
Paris Méditerranée.

Présentation de l'éditeur : Il est difficile d'évaluer leur nombre mais les opposants à la guerre d'Algérie ont existé entre 1954 et 1962. Qu'ils aient refusé de porter, d'armer leurs fusils ou qu'ils aient déserté et manqué à l'appel, les soldats envoyés en Algérie ont été aussi victimes. Quels que soient les motivations, conscience politique ou religieuse, les appelés ont été emprisonnés, pourchassés, exilés pour leur refus d'obéissance. Cinquante ans après ils témoignent mais font encore l'objet du silence.

BROCHURES DISPONIBLES

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 2,50 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)
+
La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 143 — Printemps 2013